L'INSTITUT D'HISTOIRE UNIVERSELLE

REVUE HISTORIQUE DU SUD-EST EUROPÉEN

PUBLICATION TRIMESTRIELLE

DIRIGÉE PAR

N. IORGA
Membre de l'Académie Roumaine,
Professeur d'histoire universelle à l'Université de Bucarest,
Membre associé de l'Institut de France,
Agréé à Sorbonne, etc.



VOL. XV, Nos. 4-6.
AVRIL-JUIN 1938.

Rédaction: Les manuscrits et la correspondance doivent être envoyés au directeur de la revue, Chaussée Bonaparte, 6, Bucarest.

Administration: Pour les abonnements et toute autre commande prière de s'adresser au siège de l'Institut, Chaussée Bonaparte, 6. Bucarest.

Abonnement: 240 lei; le no. 75 lei. On peut acquisitionner les tomes complets des années précédentes pour 400 lei l'exemplaire; le no. 100 lei.

SOMMAIRE

Articles: Pag.:

Comptes-rendus:

REVUE HISTORIQUE
DU
SUD-EST EUROPÉEN

PUBLIÉE PAR N. IORGA, PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ DE BUCAREST

XV-E ANNÉE, NOS. 4-6. AVRIL-JUIN 1938.

L'esprit français au XVIII-e siècle en Autriche
(Suite.)

Arts et littérature

I.

La dernière conférence de ce cycle doit traiter de la littérature et de l'art en Autriche. Seulement, dès le commencement il convient de fixer le terrain. S'agit-il, comme le présentent la plupart des manuels et des exposés, d'une influence française, qui est, en même temps, comme je l'ai dit dans les autres conférences, une influence espagnole et une influence italienne s'exerçant par la France au XVIII-e siècle, s'agit-il de cette influence, s'étendant sur l'Autriche considérée comme telle, sur la population autrichienne des différentes provinces, ou bien est-il question seulement de Vienne ?

Il faut donner cette réponse qu'en fait d'art et de littérature, ce qui doit être considéré n'est pas une province autrichienne un peu vague dont on ne pourrait pas déterminer les contours, mais il s'agit de Vienne elle-même, c'est-à-dire que, l'Autriche étant maintenant Vienne et la question autrichienne étant plutôt une question viennoise, il y a eu une époque où tout mouvement, toute direction nouvelle, tout changement a été attaché à la vie impériale, à la résidence de la famille impériale. Et que ce qui en ressort, c'est qu'on ne peut pas considérer les changements qui se sont produits dans cette vie viennoise du XVIII-e siècle comme le résultat d'un effort „national".

La nation manque complètement : ces paysans, ces bourgeois, cette population des faubourgs de Vienne n'ont rien à faire avec le développement de la civilisation à Vienne au XVIII-e siècle et avec les changements qui s'y sont produits. C'est une chose voulue, commandée, et, de même, faut-il ajouter, une chose importée qu'on a fait venir de l'étranger toute prête, et bien entendu ces choses d'importation ne peuvent venir que du même côté

d'où vient le caractère de la Cour, le caractère de la dynastie et les conditions dans lesquelles cette dynastie a été amenée à vivre, conditions auxquelles elle n'a pas pu échapper jusqu'au moment où, aussi par la grâce de Napoléon, — de sorte que François I-er, empereur d'Autriche, aurait pu s'intituler empereur d'Autriche par la grâce de Dieu et de Napoléon, empereur des Français—, jusqu'au moment où par la grâce de Napoléon, dis-je, l'Autriche s'est formée.

Donc, jusqu'à ce moment où François I-er a créé une Autriche sous une pression étrangère, où cette Autriche est arrivée à avoir un caractère organique qu'elle n'avait pas au commencement, tout est là à Vienne et tout vient dans le même bloc que les influences politiques et les influences de Cour qui, partant du même endroit, se sont exercées sur cette ville impériale.

D'abord, cette ville impériale n'avait pas, avant cette époque du XVIII-e siècle, ce caractère; ce n'était pas une capitale, une résidence: c'était une pauvre ville de province que les empereurs du XVI-e siècle ont même négligée et méprisée.

Nous avons déjà dit que Rodolphe II aimait beaucoup mieux être à Prague, et Prague s'en est ressentie; le caractère, de beaucoup supérieur, à un certain moment, de Prague est dû au fait que les empereurs la considéraient comme leur première résidence.

A Vienne se trouvait un archiduc, à Graz il y en avait un second, au Tyrol un troisième: aussitôt qu'il y avait un chef-lieu de province avec des traditions venant du moyen-âge, on le mettait sous le patronat d'un archiduc.

Par exemple Ferdinand du Tyrol dont on connaît l'histoire amoureuse, et qui devint à la fin l'époux de Philippine Welser, la bourgeoise d'Augsbourg, était „monarque" de son Tyrol. Les archiducs se voyaient très rarement entre eux et n'avaient pas l'habitude de demander des conseils ni à Prague, ni à Vienne; chacun était maître chez lui et il s'orientait d'après les traditions du pays et, aussi, d'après ses intérêts personnels.

Vienne, comme nous le disions dans une autre conférence, était une ville qui n'avait pas même 100.000 habitants. C'était une assez maigre capitale de province. Si l'on regarde sur la carte les noms des faubourgs, qui se sont conservés jusqu'à nos jours, on se rend compte qu'au commencement il y a eu des groupements germaniques conservant leur caractère et leur nom

jusqu'aujourd'hui. Dőbling rappelle par le caractère du suffixe de son nom ces établissements germaniques de caractère généalogique qu'on trouve aussi dans toute l'Allemagne et aussi en Italie méridionale (Marengo, Pastrengo): Dőbling et les Nibelungen c'est au fond la même chose. Il y avait différents groupements sur le Semmering ayant plus ou moins des attaches; les archiducs d'Autriche du moyen-âge n'avaient pas de capitale et n'étaient pas capables de l'ambition qui aurait pu leur faire désirer une capitale; et la ville en est restée là.

Vienne de 1683, — celle qui a été assiégée par Cara-Moustafa —, était la même que la Vienne de 1529, lorsque les armées du Sultan Soliman ont cherché à s'en saisir. De sorte qu'au fond, une campagne de Soliman pour prendre une petite ville d'Autriche comme Güns ou cette campagne de 1529 qui a cherché à conquérir Vienne, c'est presque la même chose. Il a fallu les grands changements de la seconde moitié du XVII-e siècle pour que Vienne changeât de caractère, pour qu'elle devint impériale. La dynastie elle-même, y venant avec un caractère impérial d'universalité, a voulu avoir une ville qui puisse lui correspondre. Mais on ne pouvait pas trouver les artisans de cette capitale comme on les trouve à notre époque. Lorsque le président de la Turquie nouvelle a voulu avoir une capitale à Ankara, où il n'y avait que les souvenirs de l'ancien Empire byzantin et de l'Ankara de Bajazet, il a pu s'adresser à l'étranger et y a trouvé aussitôt des collaborateurs. On a américanisé cette pauvre ville d'Anatolie et les personnes qui ne cherchent que cela peuvent être charmées de voir combien, à notre époque d'improvisation, un chef d'État peut créer sa capitale et toute une réforme qui s'appuie sur une révolution faite dans les vingt-quatre heures.

Seulement, à cette époque-là, la chose était plus difficile. Comme on savait bien où se trouvaient les constructeurs, on s'est adressé à ces architectes et décorateurs, qui ne sont pas venus aussitôt. En effet, il faut ajouter ceci: à notre époque les dictatures ont ce qu'elles veulent..., sauf leur sort. Mais, pour le reste, elles ont tout ce qu'elles veulent, avec les moyens d'un État organisé, unifié, concentré, disposant d'une administration comme celle que la tradition napoléonienne a introduite dans tous les pays. Aujourd'hui on pourrait dire, — parcè que tous les ordres sont

donnés par téléphone, ce qui n'engage pas autant de responsabilité —, on pourrait dire que nous vivons à une époque de „téléphonocratie", qui ne laisse pas de traces et n'engendre pas de responsabilités. A notre époque donc, dans les pays de dictature on trouve tous les fonds dont on a besoin, mais l'ancienne Autriche n'était pas ainsi: il n'y avait pas de revenus importants de la Couronne, comme dans l'Empire ottoman, par exemple, qui avait hérité de Byzance des possessions très étendues, des mines, comme en Asie Mineure, des monopoles.

Tout cela, on ne le trouve pas en Autriche, de sorte que cette Cour, qui désirait être brillante au niveau de la dignité impériale, voulait se créer une capitale magnifique semblable à celle du lointain Paris, avec son Versailles à côté, et surtout pareille à la capitale de Philippe II: on voulait un Escurial, avec un Madrid à côté. Et, de fait, Vienne n'a été que la copie, avec des artisans appartenant, sinon à la même nation, du moins au même courant, de ce que Philippe II, Philippe III et Philippe IV, puis, dans la seconde série, celle des Bourbons, Philippe V et surtout Charles III, le vrai créateur de Madrid, ont fait là. L'Espagnol qu'était l'ancien archiduc Charles, devenu Charles VI, roi des Romains et empereur germanique, n'a fait que continuer sur le même plan, avec les mêmes hommes, dans le même style, ce que les souverains espagnols avaient fait dans leur pays.

Avec une chose qui s'ajoute: Si on regarde Vienne telle qu'elle est aujourd'hui, on aperçoit l'église Saint-Étienne, qui a été refaite plusieurs fois. A côté, il y a l'énorme bloc de la Hofburg, qui a été terminée très tard, édifice qui sert maintenant à abriter plusieurs sociétés plus ou moins savantes, parmi lesquelles il y a aussi des sociétés d'étudiants et on est parfois étonné de lire sur une lettre d'invitation l'indication que les étudiants qui ont organisée la réception sont installés là où a vécu François-Joseph.

Mais, à cette époque, il y avait tout un monde là. Schönbrunn était le Versailles de dehors, mais la Hofburg n'était pas les Tuileries de dedans. Il n'y avait pas, en France, seulement le roi, la reine, les princes, les ministres et hauts dignitaires, mais comme tout un énorme hôtel garni. C'était, sous la royauté française moderne, la brillante prison offerte à une noblesse qu'on voulait tenir sous la main et pour laquelle on a inventé toutes les distractions d'une

Cour dont Louis XIV personnellement n'avait pas besoin et à laquelle Louis XV a fait tout son possible pour pouvoir échapper et créer la monarchie des petits appartements.

A Vienne il y a, pour ainsi dire, deux Versailles: le Versailles des faubourgs, qui est à Schönbrunn, et, au centre, la Hofburg elle-même, qui contenait un monde entier.

Tout cela rappelle une autre ville que l'ancienne ville germanique qu'avait été au moyen-âge Vienne. On voit que c'est la chose transportée d'Espagne en passant par l'Italie. En Espagne, en marge, l'Escurial, et à Madrid même un style fabriqué là, dans la péninsule ibérique, et pas en Italie, où il a passé et puis aussi en France, — mais il y a été rectifié et rendu plus harmonieux, plus élégant et plus discret, l'esprit français corrigeant ce qui était emphatique et désordonné, criard dans ce style baroque dont le nom vient du Portugal: *barrueco*, ce qui signifie: la chose indisciplinée, la chose surabondante, superflue. Mais il y a en même temps à Madrid le Palais Royal, qui a été fini, celui de Charles III, et ce Palais Royal, avec l'église qui n'a jamais été finie, — et il y a là-bas des personnes en ce moment qui probablement ne s'en occupent pas trop! —, forment un ensemble qui correspond parfaitement au bloc viennois formé par la Hofburg et par cette église de Saint-Étienne qu'on n'a pas pu faire changer de caractère, mais à laquelle on a apporté des modifications sans réussir à faire le groupe harmonieux qu'on aurait voulu.

Ce style baroque domine aussi Prague et certaines régions de Vienne, pas, bien entendu, celles qui se sont ajoutées à l'époque de Joseph II et de Léopold II, *Josephstadt*, *Leopoldstadt*. Par dessus l'ancienne Vienne, avec ses noms germaniques de quartiers, et la Vienne du premier Léopold il y a donc la troisième Vienne, créée par les grandes familles prises un peu de tout côté: portugaises, espagnoles, italiennes, „belges" des Pays-Bas, lorraines, etc., à côté d'une bourgeoisie inactive et indifférente pour ces changements révolutionnaires.

Je dois ajouter ceci aussi pour expliquer pourquoi Vienne a des choses venant de l'empereur, de l'aristocratie sans que la bourgeoisie nouvelle eût rien créé. Cette bourgeoisie n'était plus germanique, et pas même de caractère occidental, mais en grande partie orientale. Agrandie et relevée par la Compagnie du

commerce avec l'Orient, elle contenait des Grecs, de vrais Grecs, et aussi des Slaves de Macédoine, se présentant d'après leur caractère national, et des Roumains de Macédoine, dont la suprême ambition était de ne pas être reconnus comme appartenant à une nation plutôt méprisée, de sorte qu'ils se faisait passer comme Grecs. Ces Grecs très riches, pendant longtemps mêlés aussi à certains boïars venant de Bucarest et de Jassy, ont été pendant longtemps l'élément moyen dans les couches sociales de cette population de Vienne.

Certains d'entre eux se sont gagné par leur fortune des situations extraordinaires; ils se sont „austriacisés", germanisés complètement, sans cependant abandonner le souvenir lointain de leurs origines. Par exemple les Sina, les Dumba, dont l'un a été secrétaire de Légation, puis ministre, ambassadeur même, d'Autriche-Hongrie en différentes capitales, comme aux États-Unis, pendant la grande guerre: Sina et Dumba, d'autres aussi ne sont que des Macédoniens descendant des éléments de cette Compagnie Orientale.

Mais, par-dessus la Vienne des origines, par-dessus la Vienne créée par l'empereur Léopold et l'impératrice Marie-Thérèse, par-dessus l'établissement des Grecs, dont nous venons de parler, existe une influence générale venant de l'Orient. Me promenant une fois dans les rues viennoises, je me trouvai devant une boutique dont l'enseigne représentait un prince phanariote, Alexandre Ypsilanti,— *zum Fürsten Ypsilanti*, — qui s'est fait prendre pendant une guerre à la fin du XVIII-e siècle par les Impériaux, et ils l'ont transporté de Vienne à Brünn (Brno), où on peut voir sur une porte la statue le représentant, assis à la façon orientale, avec le tchibouk qu'il fume, dans cette résidence momentanée du prisonnier d'État. Le fait même qu'un bourgeois de Vienne ait tenu à ce que sa boutique soit nommée d'après le prince Ypsilanti montre assez quel était le caractère, très relié à l'Orient, de cette bourgeoisie.

Les quartiers créés pas Joseph II et Léopold II ont un aspect tout à fait différent de celui des établissements dûs aux empereurs de la fin du XVI-e et du commencement du XVII-e siècles. Ce sont des choses nouvelles, correspondant très bien à ce qu'on fait les Hohenzollern en Prusse, le modèle étant de fait emprunté à la nouvelle Germanie de Frédéric II.

A ce baroque importé à Vienne, où il a régné souverainement, on doit les plus beaux palais de la noblesse et aussi tels établissements de caractère général, comme le palais de l'Académie, une Académie sur le sens de laquelle il ne faut pas se faire de trop grandes illusions, car c'est un peu moins que l'Académie de Frédéric II, et l'Académie de Frédéric II elle-même ne ressemble guère à ce qu'a été, à ce qu'est déjà depuis si longtemps l'Académie de Paris. Ce sont des contrefaçons qui vont d'un pays à l'autre, en diminuant. Il y a eu aussi des Académies de tout côté, allant plus loin vers l'Orient, des Académies qui s'occupaient de sciences ou bien d'autres Académies qui n'étaient que des établissements scolaires.

Donc ces palais, ces églises qui leur correspondent, sont dans le style „latin", dit baroque et dans le style italien jésuite.

En parenthèse, sur l'origine ibérique du baroque dont nous parlions, on peut observer que le premier pays qui eut le courage de passer par-dessus les traditions pures et harmonieuses de l'héritage romano-hellénique a été le Portugal du roi Manuel, qui était de fait un empereur des Indes. Ainsi, à Belem, ce qui signifie Bethléem, près de Lisbonne, fleurit un style qui ne ressemble guère aux autres systèmes de l'Europe. Là est la première tentative de créer quelque chose par-dessus cet héritage venant du monde classique. Comme les Portugais étaient arrivés aux Indes et comme, étant aux Indes, ils ont connu une magnifique architecture et une ornementation d'une richesse fantastique, résultat d'un débordement permanent de l'imagination, ce qui caractérise ces régions du Sud et de l'Extrême-Orient de l'Asie, ils ont mêlé le gothique à ces souvenirs de l'Inde. C'est très grand, très varié, très conf s, presque chaotique, mais d'un aspect si imposant, aussi parce que les choses énormes et chaotiques ont exercé toujours une très grande influence sur le pauvre esprit humain, enclin à juger les choses d'après leurs proportions. Ce Portugal colonisateur, écartant les traditions pures, telles qu'on les voit, gothiques, dans ce merveilleux couvent de Batalla, a exercé sur l'art la même influence que sur la Grèce avait exercée, à un certain moment, l'architecture romaine, de sorte qu'on voit en Hellade, à côté de la délicieuse chose d'harmonie discrète venant des Grecs, les énormes colonnes corinthiennes de l'hellénisme adopté par les Romains. Par dessus cela vint Philippe

II avec son Escurial, à côté de l'église s'y cachant la si modeste habitation des rois.

Et cela passa, par la domination des Espagnols dans l'Italie méridionale, en Italie même, dans cet autre pays latin la contre-réformation provoquant le désir de se faire valoir, remplaçant même les proportions majestueuses par l'abondance de l'ornementation. On a fait, donc, dans le style jésuite, du „grand" et du „beau" moins que dans la péninsule ibérique, mais dans une forme beaucoup plus esthétique et qu'on peut transporter plus facilement.

Comme, lorsque Louis XIV a voulu faire Versailles, il a eu en vue sans doute l'Escurial, de même, lorsque les Habsbourg de Vienne ont cherché à avoir à leur tour quelque chose qui ressemblât à la résidence des rois d'Espagne et à celle des rois de France, ils ont pris quelque chose des deux côtés: la majesté espagnole et le nouveau art du Gesù de Rome, celui de la contre-réformation en Italie, et leurs architectes ont fait, y ajoutant tout ce qui avait été ajouté comme bel ordonnement, comme grâce, comme sourire, — car l'Escurial n'a jamais connu, ni dans l'église, ni dans le Palais, le moindre sourire, sauf dans ce qui a été ajouté par les princes français du XVIII-e siècle dans ces petites habitations qui sont parsemées au milieu des jardins, — par la France de Louis XIV.

Des Français s'ajoutèrent. Ainsi, le comte de Sinzendorf, le „Zinzin" du Marie-Antoinette, qui envoya à Vienne Pillement [1], demanda des projets à Robert de Cotte [2]; il engagea Rigaud et Largillière à faire son portrait [3]. Déjà van Schuppen, Herbel, Parrocel, d'Origny, Ballin, les deux premiers venus avec Charles de Lorraine, les deux autres avec Eugène de Savoie, avaient été employés à Vienne [4]. De sorte que trois influences

[1] Marie-Thérèse avait eu son portrait fait par Ducreux; L. Dussieux, *Les artistes français à l'étranger*, 3-e édition, Paris 1876, p. 155. Aussi le séjour de la Lorraine Gabrielle Bertrand; *ibid.*, p. 155. Cf. aussi *ibid.*, pp. 158-161.

[2] *Ibid.*, p. 119.

[3] *Ibid.*, p. 147 et note 2.

[4] *Ibid.*, pp. 148-149. Dutroy, Chamart travaillent pour François I-er; *ibid.*, pp. 152, 154.

qui sont latines forment toutes les qualités de ces constructions dont, dans leur orgueil, les Habsbourg ont voulu.

On ne fabriquait pas, alors, des architectes, comme, aujourd'hui, tout peut être fabriqué par des écoles de spécialités, sauf une spécialité qui n'a jamais eu une école, et l'humanité s'en ressent: celle du gouvernement! Alors saisis, eux aussi, comme les chefs allemands du Rhin, princes de l'ancienne féodalité, princes de l'Église [1], par l'ambition de construire, les Habsbourg ont ouvert la porte à quiconque voulait venir, d'Italie, et de France aussi. Mais surtout les gens d'Italie. J'ai compté une trentaine d'Italiens qui ont travaillé un peu pour Léopold I-er, pour le si bref règne de Joseph I-er, pour l'empereur Charles VI, mais surtout pour lui et pour Marie-Thérèse. Ils étaient à tel point les maîtres du terrain que ceux qui n'étaient pas italiens se cherchaient une forme italienne sous laquelle se cachait leur premier nom germanique. A notre époque, pour d'autres motifs, on nationalise des noms étrangers; alors, très souvent, on cachait sous des noms étrangers ce qui était indigène, parce qu'il était considéré comme étant d'une qualité inférieure.

Donc, s'il y a deux grands architectes certainement d'origine germanique, appartenant à l'Autriche, qui ont travaillé pour les Habsbourg, il faut examiner aussi les éléments de leur origine et leurs premières études. L'un, le plus jeune, est né à Gênes, où ses parents étaient établis depuis longtemps. Il peut bien s'appeler de son nom allemand, cependant ce qu'il représente, par son origine, par son enfance, par ses études, par les modèles qu'il a eus devant les yeux, ce qu'il indique par ses tendances, c'est l'Italie. Et il faut penser à ce qu'était cette Gênes du XVIII-e: ce n'est plus la Gênes du moyen-âge, mais bien, avec ses grandes avenues, avec ses palais énormes, la Gênes de marbre, la cité „splendide". Alors, bien entendu, celui qui n'avait vu que des églises jésuites et des châteaux à la façon de France, a voulu faire la même chose à Vienne.

L'autre architecte est bien né en Autriche, mais, tout en étant Autrichien, il est allé faire ses études à Rome, où il s'est inspiré de toutes les traditions romaines. Puis, comme, après le mariage de Marie-Antoinette, on s'est dit que tout de même il faut faire

[1] Voy. Pierre du Colombier, *L'art français dans les cours rhénanes* (collection Louis Réau), Paris, s. d.

un tour du côté de Versailles, on est allé voir quel était ce nouveau style de la royauté française, et ce style a été rapporté aussi, en partie, à Vienne, bien que pas autant qu'à Varsovie. Car Varsovie est intéressante aujourd'hui aussi au point de vue de la conservation parfaite du XVIII-e siècle français, et, si l'on veut voir les jardins de l'époque de Louis XV, si l'on désire rencontrer ces gracieuses constructions, de proportions si discrètes, il faut aller là-bas et, par répercussion, comme les rois de Pologne étaient à cette époque, pendant deux règnes, des électeurs de Saxe, cela a passé à Dresde aussi. C'est le voyage du style français à travers l'Europe, et le Zwinger de Dresde, qui est un magnifique monument, fait par un Allemand, mais par un Allemand élevé dans ces traditions, n'est qu'une très belle chose de gracieux style français du XVIII-e siècle. A Salzbourg, à Munich on peut voir la même chose. Car chacun voulait avoir son Versailles, contempler le dôme de son église de la Cour ressemblant plus ou moins à l'énorme Gesù de Rome. C'était un triomphe de l'esprit latin dans le domaine de l'art, passant d'un pays à l'autre et, recevant en dernière ligne tout ce que la France élégante du XVIII-e siècle pouvait lui donner, il envahissait et dominaît l'Europe entière.

II.

Ces édifices devaient être ornés de sculptures. Pour les sculpteurs, le caractère italien, exclusivement italien, prédomine. Il y a toute une longue suite de sculpteurs italiens employés à Vienne. C'était bien naturel au moment où le Grand Duché de Toscane avait des souverains de la Maison des Habsbourg, qui faisaient pour ainsi dire leurs études dans le domaine de l'art à Florence et venaient tout imbus de cet art italien que Léopold II, puis François II ont transporté en Autriche. Du reste, entre la Toscane et cette Autriche du XVIII-e siècle il y a eu des rapports tellement étroits que l'apparence semble être celle d'un seul pays, soumis à une seule dynastie, vivant d'après les mêmes modes et réalisant des choses qui se ressemblent au point qu'on peut les confondre.

Tel palais austro-allemand de cette époque est la reproduction du Palazzo Madama de Turin. A cette influence italienne ajoutons encore un élément. Quiconque vient en Italie septentrionale et, circulant sous les arcades de Turin, considère les monuments de cette Maison de Savoie au XVII-e siècle, se rend compte

aussitôt que ce n'est plus l'Italie du moyen-âge, mais une chose tout à fait différente. C'est encore, bien que ce pays subalpin, si souvent menacé cependant, eût échappé à la conquête espagnole, la majesté de Madrid sous les trois Philippe; c'est encore l'impérialisme de pierre et de marbre, c'est même la réunion de l'hommage suprême adressé à Dieu dans l'église et de l'hommage, de second rang, adressé au monarque, qui par la grâce de Dieu régissant ses États, doit les élever nécessairement à un certain niveau de sa magnificence, sans lequel la dignité monarchique elle-même faiblissait.

Mais le style Gesù, plus que le baroque architectonique et sculptural, réclame aussi la peinture. Elle doit correspondre à ce style qui a été si critiqué, mais ne le mérite pas autant, car il comprend une espèce de hardi romantisme, avec la confiance de pouvoir dépasser la tradition et un esprit inventif d'une complexité étonnante. Par lui pour la première fois la ligne,—cette ligne que nous remplaçons maintenant par le caractère rectiligne des blockhouses, en éliminant tout ce qui est colonne ou ornement—, est arrivée, comme dans l'ancien art populaire de l'époque préhistorique, à être une chose vivante, capable de donner, par ses mouvements, par ses gestes et allures, par ses contorsions, parfois caricaturales, quelque chose de toujours nouveau.

Pour la peinture, il y avait cependant une grosse difficulté. L'Italie, à ce moment, ne disposait pas d'un stock exportable de peintres. Il n'y avait qu'à Venise deux peintres, dont l'un a été invité à Vienne et y a été retenu pour aller ensuite à Varsovie, où celui qui connaissait si bien sa Venise à lui, cette atmosphère que seul un Vénitien peut reconnaitre et rendre,— il s'agit du Canaletto, — n'a laissé, sous ce terne ciel muet et gris, que des esquisses qui pourraient servir, au plus, pour l'information historique. Car, ajoutons-le, la vérité de l'atmosphère est la même que la vérité de l'homme, qui ne crée pas l'atmosphère, restant lui-même une création de cette atmosphère au milieu de laquelle il vit et qui fait de lui ce qu'elle veut. A côté de Canaletto on ne pouvait pas faire venir cependant à Vienne aussi quelqu'un qui était largement employé à Venise, encore riche au XVIII-e siècle. Il s'agit de Giambattista Tiepolo, qui, à ce moment, était sans doute le plus grand peintre de l'Italie. On devait recourir donc pour les plafonds à quelque imitateur de Tiepolo, le peintre de ces plafonds

riches en créations mythologiques, d'une envolée, d'une hardiesse et d'une richesse incomparables [1]. Au fond ce n'étaient pas, parfois, des artistes indépendants, mais surtout des décorateurs. Leur mission était donc celle de décorer de la façon la plus riche, la plus ample, des édifices qui servaient à magnifier la monarchie telle qu'elle se présente au XVIII-e siècle.

Passant à la littérature, elle aussi avant tout décorative, il y a bien eu une littérature autrichienne, mais quand? A l'époque romantique, et encore cette littérature a-t-elle oscillé entre deux directions: ou bien celle, presque plébéienne, s'inspirant de la vie des classes inférieures, la poésie d'un Saphir, par exemple, ou bien elle a servi les traditions monarchiques, comme Grillparzer, avec ses souvenirs du passé des Habsbourg. La littérature des grands souvenirs de de la „très-haute Cour" ou bien celle de la rue, du faubourg, la littérature amusante d'une population aimable, habituée à être nourrie de spectacles, et aussi de pain: „panem et circenses", par la Maison Impériale. Et c'est pourquoi, lorsque la Maison Impériale s'en est allée, n'y ayant plus de „panem et circenses", on a assisté à la tragédie poignante que beaucoup d'entre nous ont vue.

Nous venons de dire que, d'un autre côté, la littérature viennoise car, sauf quelque peintre de moeurs populaires dans le Tyrol, la province ne donne presque rien, s'inspire du passé de la dynastie. Or, au XVIII-e siècle, on ne pouvait pas encore penser à cela. On n'avait pas le sens historique des grandeurs éteintes, comme on n'avait pas non plus le sens du mystère.

Ce XVIII-e siècle est, en effet, l'époque où, en fait de mystère, il n'y a eu que la charlatannerie, avec les Cagliostro, avec les Saint-Germain, avec les Casanova, avec tout que croyaient —, et à quel point! —, les dames de la Cour de Versailles. On a eu quelque chose qui n'est que d'apparence le mysticisme. Alors, que voulait-on? Le spectacle. Ainsi, la littérature a été spectaculaire, alors que les arts restaient avant tout ornementaux.

---

[1] Cf., pour Vienne vue de Venise, à cette époque, Antonio Matscheg, *Storia politica di Europa dal cominciare del regno di Maria Teresa allo sciogliersi della convenzione di Kleinschellendorf, sui dispacci dei veneti ambasciatori nell' Archivio di Stato a Venezia, in connessione colle altre fonti,* Belluno 1896.

Bien entendu, lorsqu'il s'agit uniquement de cela, de donner des spectacles, d'amuser une certaine société qui, avec les seules génuflexions dans les églises, se serait ennuyée à mort, d'orner les vacances qu'on donnait à cette société qui, lorsqu'elle n'était pas astreinte à s'agenouiller devant Dieu, devait avoir quelque chose comme occupation, on a réuni deux arts qui, alors, à Vienne, n'ont jamais vécu autrement qu' ensemble et cela s'est continué, dans une certaine mesure, presqu'à notre époque : le dernier des faubourgs se sent l'obligation d'assister à certains spectacles de l'Opéra. Et pour cela on prenait des artistes venant de tous les pays d'Europe. On les retenait parce que, comme la Constantinople des empereurs byzantins et des Sultans ottomans, Vienne, propriété de l'empereur, devait avoir toujours des distractions, pour ces sujets qu'on cultivait avec tant de soin, dans le but de les faire passer leur vie dans les armées ou de les amener à payer des impôts parfois écrasants, — car il y avait une vraie „Untertanenzucht", une „culture des sujets", à Vienne. Pour cela, il y avait l'Opéra. On a eu, sans doute, des Opéras à Paris, l'Opéra a fleuri dans l'Italie du Nord et du Sud, mais son vrai Siège, pendant le XVIII-e siècle, a été Vienne.

Marie-Thérèse, qui chantait avec un „virtuoso" à sept ans, désirait avoir en permanence des représentants brillants de cet art composite. En fait de littérature, on y a attiré aussitôt celui qui devait satisfaire pour toute sa vie cette société, très mêlée, qui n'avait pas de traditions et qui ne cherchait rien d'appartenant à son âme même. Les âmes étaient, du reste, si diverses qu'elles ne pouvaient rien réclamer pour tout ce monde bizarre et divergent. Ce qui était satisfaisant pour l'âme d'un tel restait inintelligible pour celle de son voisin. Il fallait donc quelque chose qui passât par dessus toutes les différences nationales, par dessus tous les souvenirs et tous les instincts des nations soumises, gouvernées et exploitées. Celui qu'on fit venir fut Metastasio, „le Métastase", le grand littérateur du XVIII-e siècle, tellement admiré qu'il y a eu, au commencement du XIX-e, un vrai mouvement pour empêcher la nouvelle tragédie vertueuse et prédicatrice d'un homme comme Vittorio Alfieri. On disait qu'Alfieri n'était qu'un Piémontais qui avait appris assez tard l'italien, en lisant les grands écrivains, depuis longtemps méprisés, du moyen-âge, alors que, pour connaître le véritable italien, celui qui, d'une

ville à l'autre, peut courir les rues et en même temps charmer les salons, il fallait s'adresser à l'inépuisable Metastasio. Metastasio, qui a composé, en grande partie à Vienne, où il s'établit en 1730, dans la maison hispano-italienne d'un Martinez, pour devenir le commensal de la comtesse d'Althan, si bien vue à la Cour, une soixantaine d'opéras, y a eu le même succès qu'il avait eu en Italie et en France même, où aussi il était considéré comme un des plus grands poètes de l'époque. Si on avait tenté d'établir un parallèle entre Métastase et quelqu'un qui est venu, à Paris, mais pas à Vienne, „capitale italienne", de par la dynastie et de par l'art, quittant sa Venise, où il étouffait, — il n'y en a pas moins sa statue, signe de reconnaissance posthume —, c'est-à-dire Goldoni, si on avait essayé, dans la seconde moitié du XVIII-e siècle, d'établir ce parallèle entre Metastasio et Goldoni, tout le monde aurait souri de l'outrecuidance qui aurait osé mettre l'un à côté de l'autre deux noms littéraires dont la valeur était si différente. Et cependant Goldoni vivra à travers les siècles comme l'admirable peintre de la vie vénitienne, à côté de Guardi et des autres contemporains de Canaletto, qui nous ont donné la plus magnifique collection d'aspects de la vie de leur cité.

A cette époque du succès de Metastasio il y a eu, naturellement, des auxiliaires des musiciens et lettrés italiens qu'on avait fait venir : des *primadonne* qui pouvaient se marier aux plus grands aristocrates de Vienne. Et voici ce qui est arrivé à une de ces cantatrices, si prisées. Comme il y avait un concurrent noble à sa main, qu'elle ne pouvait pas évincer, et chaque jour il venait présenter le désir ardent de son coeur, elle a trouvé le moyen de s'en débarrasser de la façon la plus polie : en traversant les rues de Vienne, elle observa un groupe d'ouvriers qui travaillaient à une construction et, comme elle savait que, lorsqu'il s'agit de constructions d'art, il doit y avoir des Italiens, elle se dirigea aussitôt vers le groupe et posa cette question. Or, comme l'un d'entre eux exhiba cette qualité, elle lui proposa tout simplement d'aller à l'église pour faire bénir leur mariage de forme, avec une maison de rapport et une pension, et elle échappa ainsi à l'obsession du seigneur autrichien. Elle a porté donc le nom de celui qu'elle avait recueilli de cette façon dans la rue et qui jamais ne passa le seuil de sa maison à elle.

On se disputait les *castrati* de Rome, et il y en a eu une bonne provision, sans les caprices vagabonds des femmes qu'ils concurrençaient.

On constate cependant une résistance viennoise: dans le domaine de la musique pour la musique. Elle est dûe au fait que des musiciens ont surgi qu'on n'a pas pu discipliner. C'est la seule chose vraiment vivante qui vient de là, mais que la monarchie n'a pas su ni retenir, ni employer pour ses buts. Il n'y avait pas de génies dans le domaine des autres arts, ni dans celui de la littérature à Vienne, mais la musique en présenta un, vraiement authentique, lorsque parut Mozart, qui était un peu de Salzbourg, où son père à voulu revenir, tandis que lui-même a gardé toujours un profond mépris pour tout ce qui tenait à cette ville, cherchant à s'en détacher pour toujours, malgré les instances du prince-archevêque et de toute la petite Cour qui l'entourait Préférant s'en aller ailleurs, il a créé une musique toute nouvelle, qui n'était pas celle que demandait la Cour pour ses distractions: musique sincère, honnête, spontanée, marquée d'un caractère individuel. Pour la première fois il y a ainsi cette révélation: il peut y avoir un art qui n'appartienne pas à la domesticité.

Et, lorsque Glück, qui était de fait un Gluck, des frontières de la Bohême, est venu, il a imposé ce qu'on appelle sa révolution, car c'en était une. Il est allé un peu partout pour annoncer la levée de drapeaux d'une vraie musique, différente de celle de Mozart, bien que pas au même niveau comme idéal, mais ne ressemblant guère à la musique de simple distraction qu'on affectionnait à Vienne. Et vraiment on peut dire qu'avec Glück qui, comme Mozart, a eu son temps de gloire à Paris aussi, vainquant un rival italien comme Lulli, pour que, ensuite, n'ayant pas eu le même succès avec un autre opéra, il s'en aille en maudissant ce séjour de mauvais goût qui était, d'après lui, Paris, — Vienne aussi a créé.

Alors, bien entendu, il y a eu à Vienne une vie nouvelle; seulement cette vie nouvelle échappe désormais à ce latinisme décoratif et spectaculaire, que nous avons cherché à définir, simple importation, et qui, dans un pays lui-même peu fixé sous le rap-

port matériel et moral, ne signifie qu'une de ces formes multiples de l'esprit latin, tel que nos lointains ancêtres l'ont créé sous l'enseignement de la Grèce, et qui a été recueilli par les pays occidentaux descendant de Rome, se partageant par régions d'après les nécessités nationales, sans perdre jamais des accointances d'un pays à l'autre. Puisque, repétons-le, toujours l'Espagne a vécu un peu en Italie, l'Italie un peu en Espagne, l'Espagne et l'Italie en France et la France elle-même a vécu en même temps dans les pays dont jadis el'e s'était inspirée, restant, maintenant même, bien qu'un certain nationalisme étroit refuse de l'accepter comme norme supérieure de tout développement de l'âme, la chose la plus belle, la plus harmonieuse et la plus saine que l'esprit humain eût créée.

N. Iorga.

Un témoignage roumain sur le drame de Mayerling

31 Janvier / 12 février 1889,

Vienne.

I.

Mon cher ami[1],

J'ai reçu ta lettre du 27 c. et je me suis empressé de te transmettre télégraphiquement les informations que tu me demandais. Ce n'est pas étonnant que tu aies trouvé mon rapport incomplet, car, si j'avais dû relater toutes les versions, toutes les suppositions qui ont eu cours ici et qui augmentent chaque jour, sur la mort de l'arhiduc Rodolphe, il aurait fallu écrire des volumes.

Tout ce que je puis affirmer, c'est que dans les cercles diplomatiques ici on n'en sait pas plus long et on n'est guère plus éclairé sur les particularités de la catastrophe et que les ambassadeurs ont fait sentir leur mécontentement de la situation où on les a mis, de transmet re à leurs gouvernements des nouvelles officiellement affirmées, puis démenties, ainsi que de l'ignorance où on les a laissés sur les circonstances qui entourent ce tragique événement. Dans la famille impériale même, la vérité

---

[1] La lettre est adressée au ministre des Affaires Étrangères de Roumanie.

entière semble n'avoir pas été dévoilée à tous, car je sais pertinemment qu'un archiduc est allé chez le docteur Conrat, un des médecins qui ont fait les constatations légales, pour obtenir des renseignements.

On a prétendu ici que l'empereur ferait connaitre la vérité aux différentes Cours, et, en ce qui concerne notre roi, le major Schneider aurait été chargé d'une lettre et d'explications pour S. M.; mais je n'ai aucune donnée officielle à ce sujet, et, maintenant que le major est arrivé à Bucarest, vous devez savoir si cette assertion est exacte.

Ce que je puis assurer c'est que les renseignements que j'ai recueillis proviennent des meilleures sources, des ambassades d'Allemagne, d'Angleterre, d'Espagne, de personnes en situation d'être bien informées, comme le comte Ernest Hoyos, chef de la famille et frère du comte Joseph Hoyos, qui a assisté au drame de Meyerling. Lorsque j'ai accompagné, en 1873, le roi à la Cour d'Autriche, j'ai été présenté au comte et à la comtesse Hoyos (née Paar), et je me suis empressé de cultiver une connaissance aussi précieuse.

De tout ce qu'on peut démêler dans ce qui se dit au sujet de la mort du prince héritier, il ressort que le roman avec la baronne Wetschera forme le noeud du drame. Ce roman était de fraiche date dans les nombreuses aventures galantes qu'on met sur le compte du prince, et c'est dans la maison de la comtesse Larisch, née baronne Wallersee (nièce de l'impératrice), que les rapports auraient été noués. Ces rapports n'auraient pas été ignorés de la mère de la jeune fille, de la baronne veuve de Wetschera, née Baltazzi, et cette dame, elle-même assez légère, puisqu'elle aurait joui des faveurs de l'archiduc Guillaume, espérait tirer bénéfices et profits de la passion du prince pour sa fille. Un divorce éventuel de l'archiduc Rodolphe lui ouvrait de larges perspectives à cet égard.

Car, on l'affirme aussi, le prince héritier fesait tous ses efforts dans ces derniers temps pour obtenir divorce d'avec sa femme; il se serait même adressé dans cette intention au Pape, qui en aurait prévenu l'empereur par le nonce, monseigneur Galimberti. Dimanche, le 27 janvier, il y aurait eu une scène assez vive entre le père et le fils, celui-ci insistant à obtenir le consentement de l'empereur, qui aurait, naturellement et catégoriquement,

refusé. Mais, affirme-t-on encore, ce n'est pas pour épouser la baronne Wetschera, mais bien la princesse Aglaé Auersperg, que l'archiduc voulait divorcer.

Lundi, le 28, le prince recevait, à l'état-major de la division qu'il commandait, une lettre de la baronne Wetschera, qui lui donnait rendez-vous pour le soir à Meyerling. Il partait aussitôt en cabriolet, et était rejoint par la baronne en fiacre (on dit avec le cocher Bratfisch, qui est devenu un personnage légendaire, mais qui expie, en attendant sa célébrité, sous les verrous, où il est enfermé depuis la catastrophe). Le prince Philippe de Cobourg et le comte Joseph Hoyos rejoignirent également, lundi soir, le prince, et il semblerait qu'on ne comptait pas s'ennuyer à Meyerling, puisqu'on prétend que ces messieurs y recevaient la visite de M-elle Montzart, actrice du Carl-Theater, d'une autre dame, de moeurs tout aussi peu sévères. La journée de mardi se passa sans qu'on apprît rien d'insolite. Le soir, il devait y avoir dîner de famille à la Burg, pour les fiançailles de l'archiduchesse Marie-Valérie; l'archiduc Rodolphe chargea son beau-frère Cobourg d'aller excuser, sous prétexte d'affaires. C'est depuis l'après-midi du mardi, 29 janvier, et la matinée du mercredi, 30, que les événements tragiques ont dû se passer à Meyerling.

A quelle heure exacte? Voilà ce que personne, ni le comte Joseph Hoyos, ni le valet de chambre ne savent exactement dire, le prince héritier s'étant enfermé dans son appartement avec la baronne Wetschera.

Mercredi, au matin, le comte Hoyos, qui n'habitait pas la même maison que le prince, mais un pavillon dans le jardin, le prince de Cobourg, revenu de Vienne, et le valet de chambre, voyant que rien ne bougeait dans l'appartement du prince et que celui-ci n'en sortait pas à son heure ordinaire, frappèrent à la porte et, après vains appels, pénétrèrent de force et trouvèrent la baronne Wetschera dans le lit, morte d'un coup de feu, et le prince étendu par terre, devant le lit, la tête fracassée d'une balle.

D'après les versions les plus catégoriques, c'est dans la chambre à coucher du prince à Meyerling, et non dans le parc, que les deux cadavres ont été retrouvés. Mais, chose curieuse, le corps de la jeune fille aurait porté une blessure, les uns disent dans le dos et la région de l'épine dorsale, les autres dans la partie postérieure du crâne, ce qui pourrait faire supposer que ce n'est

pas elle-même qui se serait donnée le coup mortel, mais l'aurait reçu de la main du prince. Mais comment vérifier le fait ? Le corps de M-lle de Wetschera a disparu ; la police l'a immédiatement enlevé et enterré au couvent voisin de Heiligenkreuz. Même ceux qui en sauraient quelque chose évitent, évidemment, d'en parler, pour atténuer l'effroyable côté d'un drame déjà assez cruel. C'est ce qui fait qu'on a d'abord raconté que la baronne se serait empoisonnée avec de la strychnine.

Maintenant était-ce un denoûment concerté ? La baronne voulait-elle se donner la mort avec le prince, ou a-t-elle été privée de la vie, dans un moment de trouble insensé, par la main même de son amant ? Ce qui donnerait à cette mort l'apparence d'une résolution concertée, c'est que la jeune baronne Wetschera, en partant de Vienne pour se rendre à Meyerling, aurait laissé une lettre pour sa mère, dans laquelle elle annonçait *qu'elle allait mourir avec Rodolphe*. Cette lettre ne parvenait que dans la journée de mardi entre les mains de la baronne veuve de Wetschera, qui serait accourue à Meyerling ; mais, la consigne étant de ne laisser pénétrer personne auprès du prince, elle s'en retourna le soir à Vienne, se rendit chez le chef de la police de sûreté, mais ce fonctionnaire, trop sceptique et trop respectueux, n'aurait osé déranger de nuit l'archiduc, et remit ses démarches au lendemain, quand, hélas, il était trop tard.

Voilà, mon cher ami, la manière dont le drame est raconté ici dans les cercles les mieux renseignés. Une chose ne cesse, cependant, de paraître étrange : c'est l'espèce de connexion entre cette passion et l'autre attribuée au prince,— on prête aux riches, — pour la princesse Aglaé Auersperg dont je parlais tout-à-l'heure. On ne met pas ici en doute dans la société ce dernier roman : on prétend que la jeune princesse serait restée enceinte (ce qui a fait d'abord dire que la baronne Wetschera était aussi dans cet état et que c'est pour cela qu'elle a mis fin à ses jours, mais il parait que ce n'est pas exact et qu'elle n'était pas enceinte). La princesse Aglaé Auersperg, amie d'enfance de l'archiduchesse Valérie et éloignée de la Cour, était, dit-on, fiancée, ou du moins promise, au comte, et non pas baron, comme j'ai dit par erreur, Rodolphe Wrbna-Freudenthal, dernier héritier de ce nom. Le comte Wrbna, pour venger le déshonneur de sa promise, aurait proposé à son séducteur une satisfaction de gentilhomme

à gentilhomme, par les armes, ou un duel à l'américaine, où celui qui est coupable doit se suicider, s'il veut prouver qu'il n'est pas un lâche. C'est ce dernier parti que l'archiduc aurait choisi, et ainsi s'expliquerait par une terrible obligation morale la fin néfaste du prince. Il y a des gens qui affirment péremptoirement que le comte Wrbna aurait eu, mardi, le 29 janvier, une entrevue avec l'archiduc Rodolphe dans la forêt de Meyerling, et c'est peut-être sur cette entrevue que l'empereur s'est fait faire un rapport par le forestier.

Enfin, mon cher ami, malgré les renseignements les plus circonstanciés qu'on recueillerait sur cette dramatique affaire, il restera toujours des parties ténébreuses et inexpliquées qui, comme je le disais, fourniraient matière à des volumes dans le genre des romans mouvementés et haletants de Xavier de Montépin et de Ponson du Terrail.

Un détail que je dois ajouter et qui m'a été fourni par une personne en relations avec le monde de la finance, notre consul-général de Lindheim. L'archiduc Rodolphe laisserait des dettes considérables chez Rothschild, Hirsch et autres grands banquiers, qui lui auraient fait de grandes avances de fonds.

Veuillez agréer, mon cher ministre et ami, l'assurance de mon affectueux dévoûment.

T. J. Vacaresco[1].

II.

30 janvier 1889, Vienne. Télégramme.

Archiduc héritier Rodolphe est décédé ce matin. Première version qui a circulé en ville ce matin disait que mort a été occasionnée, par accident de chasse, à laquelle archiduc devait se rendre aujourd'hui, mais version officielle affirme que, ce matin à huit heures, archiduc a été trouvé mort dans son lit par suite de anévrisme ou coup de sang. Vacaresco.

III.

28 février 1889. Palais de Bucarest. A. S. M. l'empereur d'Autriche, roi apostolique de Hongrie.

Monsieur mon frère,

C'est avec un sentiment de profonde douleur que j'ai reçu la

[1] Ministre de Roumanie à Vienne, historien de la guerre d'indépendance de la Roumanie en 1877-1878.

lettre par laquelle V. M. I. et R. a bien voulu me faire part de la cruelle épreuve que la destinée Lui réservait par le décès de son très cher et bien aimé fils S. A. I. et R. Monseigneur l'Archiduc Rodolphe, Prince Impérial d'Autriche-Hongrie. Ce poignant et douloureux événement, qui vient d'enlever à l'Auguste Maison de V. M. I. et R. un fils dont les éminentes vertus étaient universellement reconnues, a pénétré mon coeur d'un inexprimable chagrin. Nous nous associons de toute notre âme, la Reine et moi, à l'affliction profonde et aux regrets que V. M. I. et R. éprouve et pleurons avec Elle ce Prince bien aimé, avec lequel j'ai eu le bonheur d'avoir des rapports personnels qui m'ont inspiré la plus sincère et la plus vive amitié. Je fais des voeux ardents pour que la Providence daigne accorder à V. M. I. et R. toutes les consolations dont Elle a besoin dans ces tristes circonstances et j'espère que les jours meilleurs ne tarderont pas à luire pour Elle et son Auguste Famille. C'est dans ces sentiments que je prie V. M. I. et R. de vouloir bien agréer l'expression renouvelée de la haute estime et de l'inaltérable attachement avec lesquels je suis, Monseigneur Mon Frère, de V. M. I. et R. Apostolique le bon Frère:

Charles.

IV.

Au Baron de Wacken.

En apprenant l'horrible malheur qui vient de frapper S. M. l'empereur et roi et son auguste famille dans la personne de S. A. I. et A. R. monseigneur l'archiduc héritier Rodolphe, la Chambre des députés de Roumanie a tenu à exprimer la vive part qu'elle prend à la perte qu'a éprouvée la Monarchie austro-hongroise et les sentiments de profonde condoléance que lui inspire la fin prématurée d'un prince doué de tant de vertus et de qualités éminentes.

La Chambre des députés partage l'affliction dont le monde entier a fait parvenir l'expression émue à Vienne et me charge par l'organe de son président de vous prier de vous faire son interprète auprès du gouvernement impérial et royal.

V.

31 janvier 1889. Au comte Kalnoky.

Je prie V. E., tant en mon nom qu'au nom du gouvernement, de déposer aux pieds du trône l'expression de la profonde part

que nous prenons au deuil cruel qui vient de frapper l'auguste famille impériale. Ce coup terrible, en détruisant les espérances que les hautes qualités de l'archiduc Rodolphe justifiaient pleinement, jette dans la douleur non seulement les peuples de l'Autriche-Hongrie, mais aussi tous ceux qu'une sincère amitié relie à la monarchie des Habsbourg.

Votre deuil est notre deuil, et sur une tombe chérie nous pleurons une perte qui nous est commune.

Carp.

VI.

31 janvier 1889. Au ministre Affaires Étrangères, Vienne.

M'empressant de vous transmettre les informations que j'ai pu me procurer de bonne source au Ministère des Affaires Étrangères pour ce jour de l'enterrement, (il n'a pas) encore fixé, mais j'ai reçu un avertissement que certainement il n'aura pas lieu avant mardi.

D'après la décision arrêtée jusqu'à présent, pour ménager l'immense affliction de l'empereur, la cérémonie gardera un caractère strict de famille. Souverains et princes étrangers n'y prennent part personnellement. Cependant, si vous m'autorisez à communiquer au comte Kalnoky les dispositions dans lesquelles se serait trouvé S. M. de venir en personne prendre part au deuil de l'empereur pour le cas où le caractère de la cérémonie funèbre aurait comporté souverains étrangers, il est certain que le monarque éprouverait (ressentirait) une vive gratitude pour nos souverains.

Vacaresco.

VII.

31 janvier 1889. Au ministre des Affaires Étrangères de Roumanie.

Je sors de chez le comte Kalnoky, qui m'a communiqué qu'aux funérailles du prince assisteront *(sic)* seulement la famille, car l'empereur est trop profondément affligé pour recevoir en si tristes circonstances les souverains et les princes étrangers. Le prince de Reuss m'a dit que l'empereur d'Allemagne avait aussi l'intention de venir, mais il s'abstient par suite du désir de l'empereur d'Autriche. Comte Kalnoky m'a chargé de remercier V. E. pour le télégramme de condoléance qu'elle lui a adressé.

Vacaresco.

VIII.

30 janvier 1889. à Théodore Văcărescu, Vienne.

Veuillez me mettre immédiatement au courant de tous les détails relatifs à l'enterrement de l'archiduc Rodolphe, car il est probable que S. M. le Roi se rendra à Vienne.

Carp.

IX.

à Théodore Văcărescu, Vienne.

S. M. s'incline devant la volonté formelle de l'empereur et abandonne l'idée de venir en personne montrer toute la part qu'elle prend au malheur qui frappe famille impériale. Veuillez communiquer ceci au comte Kalnoky.

Carp[1].

Télégrammes du ministre de Roumanie.

I.

Au Ministère des Affaires Étrangères de Roumanie.

Wien, 30. Von Meierling nächst Baden, wohin sich Kronprinz Erzherzog Rudolf vorgestern abends zu einem Jagdausflug begeben hatte, kommt uns soeben tieferschütternde Nachricht zu, dass Seine Hoheit einem ploetzlichen Tode in Folge eines Schlaganfalles erlegen sei.

II.

1 février 1889, Vienne.

A la consternation produite par coup foudroyant famille impériale s'ajoute incertitude sur manière dont catastrophe est arrivée. Prince est décédé ce matin au château de chasse de Meyerling, près de Baden. Première nouvelle était qu'il a été trouvé ce matin mort dans son lit avec blessure arme à feu dans le corps. Autre version que mort occasionnée par chute de cheval. Comte Hoyos, parent ambassadeur, qui était avec archiduc depuis hier à la chasse, est venu avant midi annoncer à l'èmpereur que archiduc depuis hier à la chasse avait été trouvé ce matin mort, rupture d'anévrisme, dans son lit. Des mesures sont prises pour transport du corps à Vienne. Émotion ici indescriptible.

Vacaresco.

[1] Ministre des Affaires Étrangères.

III.

1 février 1889,
Vienne.

Ma première dépêche annonçant catastrophe arrivée au prince impériale disait que version officielle était décès anévrisme, mais mentionnait croyance persistante publique d'une mort violente. La feuille officielle parue à l'instant annonce enfin que le prince s'est suicidé en se tirant un coup de revolver dans la tête.

Vacaresco.

IV.

Vienne Au Palais Royal,
Bucarest.

Dans tous clubs parlementaires manifestations solennelles deuil occasion mort Kronprinz. Berlin: Journaux racontent détails dernière époque vie Kronprinz, accordant que défunt avait sombres propos, montrait grande surexcitation nerveuse. „Fremdenblatt" raconte que chute de cheval eut lieu novembre dernier, occasion promenade à cheval Laxenbourg. Kronprinz se plaignait douleurs poignantes tête, cependant consultait pas médecin, quoique depuis mal tête persistait. Dépouille mise matinée sur... cercueil, milieu bouquet fleurs; devant cercueil nombreuses couronnes. Suivant nouvelle près testament Kronprinz, daté 1886, partant avant maladie, institue fille Élisabeth héritière..., Stéphanie durant vie.

V.

Vienne. Au Palais Royal,
Bucarest.

Audience Tisza auprès empereur, hier, très émouvante: empereur sans parler pressa main Tisza qui, vaincu douleur, put à peine exprimer condoléances; empereur refusa conseil Tisza se retirer dans solitude pour quelque temps, ajoutant restera auprès son fils; assure Kronprinz il y a deux ans et encore récemment chargea chef section Szögyenyi arrangement ses nombreux écrits, cas son décès; peintre Angeli fit hier après-midi portrait défunt.

VI.

Au Palais Royal,
Bucarest.

„Gazette Vienne" dit dans partie non officielle: rapports faits hier sur mort Kronprinz s'appuyèrent sur premières observations

rapportées par plus proche entourage; cet entourage, ayant enfoncé porte, trouva Kronprinz mort dans lit: sur cette première impression se baseront rapports et supposition apoplexie. Professeur Widerhofer, appelé urgemment château Meyerling constata grande blessure tête, qui devait avoir pour conséquence mort immédiate: c'était plaie d'arme feu, et à côté lit on trouva revolver déchargé; aucun doute sur mort par propre main; étant donné que domestiques se trouvaient dans maisons avoisinantes, que domestique attaché personne Kronprinz reçu ordres pour chasse et quitta maison pour peu temps, personne pouvait entendre détonation. Commission composée légalement fut chargée dresser procès-verbal sur fait et circonstances accessoires; quelques personnes de plus proche entourage apercevaient depuis semaines multiples symptômes irritation nerveuse maladie Kronprinz, de manière qu'il faut maintenir opinion: ce terrible événement était conséquence aliénation mentale momentanée; en outre Kronprinz depuis quelque temps se plaignait fréquemment de douleur tête qu'il éprouvait, comme il dit lui-même, depuis chute avec cheval dernier automne: sur ordre exprès Konprinz on avait alors gardé secret sur cet accident.

VII.

Vienne. Au Palais Royal,
Bucarest.

Budapest. Comte Étienne Karolyi revenu Vienne raconte Kronprinz laissa cinq lettres adressées empereur, impératrice, Stéphanie, archiduc Othon, prince Bragance. Cour Vienne: journée personnes très nombreuses venaient Burg s'inscrire dans listes condoléances. Couronnes innombrables, parmi lesquelles celles de plusieurs ambassades. Après funérailles commission spéciale fixera lieu définitif pour cercueil Kronprinz.

VIII.

Vienne, Au Palais Royal,
3 février 1889. Bucarest.

Couple royal belge arriva 10 $^{1}/_{2}$, reçu gare par empereur. Empereur, roi s'embrassèrent pleurant. Empereur baisa main reine sanglotante. Roi uniforme colonel autrichien. Mille hommes tout parcours nu-têtes. Dans Hofbourg réception par impératrice, Stéphanie.

Scène émouvante.

Vienne, 4 février 1889.

IX.

Empereur exprima satisfaction attitude patriotique presse autrichienne, notamment viennoise, qui le console. Empereur reçu ministre hongrois Fejervary; presque tous ministres hongrois, présidences députations Reichstag arrivent. Bruits Stéphanie intentionne quitter Autriche pour toujours infondés; foule allant voir restes mortels si énorme que haies militaires rompues plusieurs fois; quelques blessés, évanouissements.

Vienne. 5 février 1889.

X.

Budapest. — Jokai publie dans journal „Nemzet" lettre suivante adressée par Kronprinz au chef section Szögyenyi: „vous envoie codicille, disposez conformément ce codicille et mon testament fait, il y a deux ans, avec consentement mon épouse. Vous trouverez dans mon cabinet travail Hofbourg petite table dont vous ouvrirez tiroir avec clef d'or ici jointe: y trouverez mes écrits dont vous charge réglement, vous laissant choix ceux à publier. Je dois quitter vie. Saluez en mon nom tous mes bons amis et connaissances. Vivez heureusement. Dieu bénisse notre patrie chérie. Votre Rodolphe".

Vienne, 5 février 1889.

XI.

Lettre Kronprinz à Szögyeny, publiée par Jokai dans „Nemzet" textuellement exacte, surtout concernant passages parlant intention quitter vie, saluant amis, bénissant patrie. Quoique lettre sans date, paraît être écrite 29/1 à Meyerling. — Entrée aujourd'hui chapelle palais heureusement sans accident, entrée close 10 heures, ensuite rues allant palais fermées militairement.— Empereur, Impératrice, Stéphanie, membres famille impériale assistèrent matinée dans oratoire messe, pendant laquelle orchestre Cour chantait Miserere. Service divin finit midi, après toutes cloches commencèrent sonner. A deux heures cercueil fermé, dont clef par maréchal cour Hohenlohe. Bourse fermée aujourd'hui, de même courant matinée magasins presque partout Vienne, rues autrement animées aujourd'hui désertes, car toute vie se concentre rues autour palais, qui, avec nombreux drapeaux deuil, étalages drapés en noir, balcons voilés, présentent aspect grave, solennel.

XII.

Palais Royal,
Bucarest.

31 janvier 1889,
Paris.

Archiduc Charles Louis, qui devient Kronprinz Autriche a puissantes amitiés.

Pétersbourg cercles diplomatiques le croient très autrichien, se souvenant rôle passé Autriche en Allemagne.

Journaux anglais déplorent vivement mort Rodolphe.

„Standard" croit changera rien politique Europe, tandis „Morning Post" dit, si empereur autrichien venait aussi mourir, Autriche pourrait se trouver situation très critique. Cercles diplomatiques considérent amitié futur empereur Autriche et Russie pour faciliter solution, divergence austro-russe mettra nouvel obstacle belliqueux éventuelle Allemagne.

XIII.

Vienne. Chambres réuniront demain midi pour manifestations deuil population. Vienne manifeste sentiments plus vifs pour défunt. Prince Philippe Cobourg arriva Vienne soirée, archiduc.... Ferdinand arrive de Prague, archiduc Otto, archiduchesse Marie Joséphine arrivent de Brunn. Arrivée autres membres dynastie imminente.

XIV.

Journaux, Presse: Comte Hoyos arrivant château impérial Vienne 11 1/2 midi alla immédiatement cabinet impérial, en sortit après quart heure; immédiatement après, empereur se rendit chez impératrice, laquelle trouva, après premiers moments plus profonde angoisse, force surhumaine aller avec empereur chez princesses.... Empereur se retira, resta seul sa douleur jusque trois après-midi, où donna ordres pour transport corps Vienne train spécial. Cour avec corps parti de Baden après minuit, arrivé matin Gare Sud, où prince Hohenhohe attendait. Grande foule en triste silence entoura gare. Cercueil levé du wagon fut mis sur civière couvert drap, cercueil velours noir, assistants se découvrant respectueux. Ensuite corps transporté avec cérémonial habituel château impérial. Cortège funèbre salué par foule gare et palais, profond, respectueux silence.

Tous journaux encadrés deuil consacrent décédé nécrologues inspirés sentiments.... les plus profonds, louant hautement prince

défunt comme piété parents, gloire dynastie, espérance peuples Autriche-Hongrie, protecteur arts, sciences; expriment termes touchants plus profonde sympathie pour douleur Majestés, princesse veuve. Première page encadrée noir du journal officiel contient seulement communiqué officiel suivant: „Altesse illustre prince impérial Rodolphe décédé subitement hier entre sept et huit matin son château Meyerling, suite appoplexie coeur". „Fremden-Blatt": Kronprinz quitta Vienne lundi pour Meyerling, se trouvant cette journée meilleure disposition, retournant de chasse mardi prince plaignait douleur tête, fit excuser pas participer dîner famille palais impérial Vienne, écrivit soirée, coucher. Mercredi prince éveilla vers sept, ordonna servir déjeuner avant 7 $^1/_2$; valet chambre venant servir trouva prince mort son lit. Philippe Cobourg resta chambre deuil chez corps illustre beau-frère, comte Hoyos alla Vienne communiquer famille impériale message funèbre.

Du nouveau sur quelques termes latins concernant l'Église et ses fêtes

Des observations de M. Th. Capidan sur l'importance du fait que les Roumains de Macédoine conservent le terme de *biseareсă*, de *basilica*, pour l'église, alors que les Albanais ont *kishĕ*, de *ecclesia* (revue *Biserica ortodoxă romînă* de Bucarest, LVI, n-os 1-4), engagent à ajouter quelques points de vue à ceux présentés par l'auteur.

Quelques observations d'abord. M. Capidan remarque l'importance des termes de St. Georges et St. Démètre aussi pour les loyers, ce qui renverrait aux coutumes pastorales, mais ces deux dates de l'année sont employées aussi pour le terme de service des armées byzantines, et les Turcs en ont hérité. Il mentionne la forme *sâmtu* (de *sanctus*) dans des noms géographiques de ce côté, alors que l'Église a imposé sur le Danube, sous l'influence slave, *sfânt*.

Pour le caractère danubien et adriatique du nom de *basilica* est cité l'article de M. P. Skok, dans la *Revue des études slaves*, VII (1927) (pour le français il faut ajouter *baseille*, dans la no-

menclature géographique)[1]. Le philologue croate a relevé que c'est sous l'influence des Juifs qui, hellénisés, élevaient dans le style des basiliques romano-grecques leurs synagogues, en même temps que par l'abandon au culte chrétien des basiliques impériales, que le changement de sens se produisit et que par le même canal juif, recourant à une autre traduction en grec du terme original pour l'endroit de réunion religieuse, vint aussi la nouvelle acception de l' ἐκκλησία.

En rapport avec l'étude récente de M. Gunnar Gunnarson[2], *Das slavische Wort für Kirche,* M. Capidan montre que les Slaves ont traduit en *sobor, sbor* l' ἐκκλησία, en même temps que la κυριακὴ — *dominica*, de provenance tout aussi juive, et en général sémite (de *bet adonaï* dans tous les *bétel* et les termes géographiques composés avec *bet)*, prenait des différentes formes dans les dialectes du slavon primitif. A côté, *castellum* devenait le nom de l'édifice pour les Tchèques et les Polonais, sans doute à cause de la pénétration militaire du christianisme dans ces régions par les Carolingiens.

Le philologue roumain lui-même a montré que l'ancien slavon a emprunté au latin balcanique les formes *komkąti, komka (communicare), rakla (arcula), oltar (altare).*

Ensuite pour le remplacement, en Occident, de *basilica* par *ecclesia,* il rappelle que *quinquagesima* dans les mêmes régions a cédé la place au grec *pentecoste.*

Pour Noël *(natale,* chez les Roumains aussi : *Născut),* devenu en roumain *Crăciun,* il signale que M. J. Jud a trouvé en provençal le même sens pour *Tsalende,* qui vient, évidemment, de *calendae,* en rapport avec *calare,* appeler, convoquer à la fête. De même chez les Bulgares *koleda* n'est pas le Nouvel An, mais le jour de Noël. En Calabre, à Cosenza, *i calenne* c'est la douzaine avant Noël, et le même phénomène a lieu en Istrie, à Rovigno, et en Rouergue française. Et l'auteur observe que *pentecoste* et *quinquagesima,* représentant d'abord un groupe de jours avant la fête, sont arrivés à désigner la fête elle-même.

De notre côté, tout en conservant pour le *Crăciun* roumain,

[1] Basel-Bâle n'a-t-elle pas la même origine? Pour le sens de *bazoche,* devenue en Savoie une coutume de noces, voy. Ad. van Bever, *La France pittoresque et artistique, la Savoie,* Paris, s. d., p. 366.

[2] Une analyse, dans notre revue.

qui ne peut pas être dérivé de *calationem* par les difformations typiques, la possibilité de la transmission chez une grande partie des Slaves, qui ont aussi ce terme, du nom d'une divinité païenne, comme le Péroun russe, et tenant compte aussi du *Yule* anglais, venant du paganisme, nous pouvons ajouter, concernant le changement de *calendae* pour la fête de Noël, que, *à l'époque carolingienne, l'année commençait à Noël.*

M. Capidan signale aussi le nom populaire du mois de janvier chez les Roumains et les Albanais: *cărindariu* et *kalĕnduar. Or, dans cette région ce système chronologique n'a jamais existé.*

Dans sa conclusion, le même rappelle que, en 1934, dans la même revue, le prêtre Nicolas M. Popescu a trouvé sur un parchemin grec datant d'environ 1050 le mention d'un „prêtre", d'un „preft" roumain, remplaçant la fonction d'évêque, — disons plutôt de: chorévêque. Or, c'est sur le régime des prêtres chorévêques qu'à été basée la forme d'organisation des Roumains à l'époque patriarcale qui recouvre tout le moyen-âge. Nous l'avons affirmé plus d'une fois et *la tradition populaire de l'autorité religieuse en est restée, de fait, là.*

N. Iorga.

L'enquête d'un voyageur anglais à Constantinople sur l'Union des Principautés

La coutume de demander des opinions sur une question politique, si commune aujourd'hui, jusqu'à l'insignifiance et la trivialité, n'existait pas il y a un siècle. Aussi lira-t-on avec intérêt, au lendemain des révélations de M. Temperley sur l'Union des Principautés roumaines après la guerre de Crimée [1], ces notes prises dans la conversation avec des interlocuteurs anonymes, désignés par des initiales indéchiffrables, d'un voyageur anglais, d'esprit curieux, Nassau W. Senior, lui-même totalement inconnu, sur ce qui était devenu une grande question européenne et la pierre d'achoppement d'une diplomatie, ignorante, désorientée et d'une honnêteté douteuse [2].

---

[1] Voy. cette *Revue*, année 1937.

[2] *A journal, Turkey and Greece, by Nassau W. Senior, Esq.*

Pp. 26-27.

„What", I asked", is her [1] object in pressing for the union of the Principalities? Is it merely in order to please Russia?

„No", he answered. „She declared herself favourable to the union before the wishes of Russia were known".

„Russia", I said, „I suppose, desires the union, because Austria opposes it." „That is one motive", he answered, „and perhaps a strong one; but a stronger is her belief that it will weaken Turkey. As for Austria, I must say that all her propositions respecting the Principalities, provided they be kept separate, have been kind, and sensible, and liberal". „I am told", I said, „that the clause in the Treaty of Paris, which provides that in the matter of union or separation the wishes and the interests of the inhabitants shall be consulted, was borrowed from one of the protocols of the Conference of Vienna. It seems to me to go far in deciding the question".

„As respects Wallachia", he answered, „they, as the stronger people, desire the union; it gives them rather subjects than fellow-citizens. But, as to the Moldavians, though they have not ventured to refuse their votes, I doubt whether it has their wishes. They think themselves, I believe with truth, more civilised than the Wallachians, and dread them as masters. Certainly, at first sight, the union appears to be plausible; but when you consider, in the first place, the difficulty of Turkey to maintain her authority over so powerful a vassal as the governor of the united provinces; and, thirdly, the example which the Principalities, if virtually independent, would set to her other provinces, you must own that the objections to the union are very grave; so grave, that I believe that, when they are seriously examined, they will preponderate. Turkey resembles some parts of our southern coast. A strong current sets against her, and threatens to break through her sea-wall; the loss of the Principalities would make a frightful breach in it.

Pp. 28-29.

„The Principalities and Servia", he answered, „might do so. But Bulgaria and Roumelia and Bosnia are composed of discordant materials. They would fall into civil war or anarchy." „We might give them", I said, „an European sovereign, and a subsidiary force."

P. 32.

The Greeks saw the French soldiers brow-beating the Turks. At first they were astonished; but, when the example had been set to them for a few months, they began to copy it. They as-

[1] De la France.

sumed airs of equality, indeed of superiority, and at last at Galata and Pera the Turks were actually cowed. So it would be in Bulgaria and Roumelia, if the immigration were large enough, as I think that it would be, to form a nucleus of resistance against Turkish robbery and oppression. The Turks of Europe are not producers; they are a parasitical population, which lives only by plundering the Christians. Let this be made impossible, or even difficult, and they will emigrate or die out. The Turkish power in Bulgaria and Roumelia might thus fall of itself without conquest, as it has already done virtually in Servia, and in the Principalities."

„And what", I said, „do you propose to do with them, when they have ceased to be Turkish?

„I would unite them", he said, „as a kingdom or a confederacy to Servia and the Principalities. They would form a respectable community of about ten millions of souls. Macedonia and Thessaly must of course be restored to Greece, from which they ought never to have been divided. In fact, they would give themselves to Greece. Nothing but force separates them from their fellow-country men on the absurd frontier line which the protecting Powers drew accross Greece."

P. 33.

„Certainly", he answered; „but you must remember that what you call objects are merely means to an end, that end, on which all agree, being the prevention of a general war for the partition of Turkey. I wish the Turkish Empire to be peacefully dissolved by the independence, not by the conquest and appropriation, of his different provinces. I should like to see Egypt au independent country, Tripoli another, the Principalities another, Servia another, Roumelia another, and Bulgaria another, with Constantinople for its capital. Syria ought to be joined to Egypt, as it would have been but for your interference."

P. 35.

„The Bulgarians", he added, „hate not only the Russians, but the Greeks, and so do the Roumelians, until you reach Thessaly, where the Greek race prevails, and a desire for union with their brethren in the war of independence is naturally felt."

„What is the feeling", I asked, „of Servia, Bosnia, and the Principalities?" „A general hatred", he answered, „of all their neighbours. They hate the Russians, the Austrians, the Greeks, and the Turks. What they really wish for is independence, at least the virtual independence which has been gained by Servia."

„Could they form", I asked, „an independent confederacy?"

„Not a confederacy", he answered, „they are too uncivilised.

You never could trust them for any combined action. If the rest of the world would let them alone, they would like to remain semibarbarous aristocracies, enjoying rude plenty, contributing little to the wealth of Europe, and nothing to its security."

Pp. 59-60.

Wednesday, October 7 th. We dined with M. Thouvenel, the French Ambassador. The party was very large; among them were the Prince and Princess Sturtzo[1] and M. Condurreoti, the Greek Minister, and his wife. I sat next to her. She is about seven or eight and twenty, from Argos, and never left Greece until she came hither two years ago. She might, however, as far as language and appearance and manner are concerned, have been a Parisian. After dinner, the men, with very few exceptions, retired to smoke. I sat with a Frenchman, who has recently left Moldavia. He described it as more civilised than Wallachia. I asked if it had an aristocracy.

„No", he answered, „there is no hereditary nobility, and there are few families with much hereditary property. The boyars are named by the Hospodar, but only for life. This Prince Sturtzo calls himself Prince because his father was Kaimakan, or Vice-Hospodar, but his son will have no rank beyond that of any other proprietor.

„The Russians", he added, „when in the occupation of the country, strove to reduce the peasants to the condition of serfs. They forbade them to quit the estates or the villages in which they were settled. They assisted their landlords in oppressing them. Most of the peasants in the Principalities hold their lands of the greater proprietors, on the condition of contributing a certain number of day's labour. The Russians taught the proprietors to exact the labour by taskwork, and to exact as a day's labour a task which a man could not perform in a week or a fortnight. They did the same in the portion of Turkish Armenia which they occupied. They have thus acquired popularity among the rich proprietors at the expense of what appear to us cruelty and injustice. But it does not appear so to them. Serfdom seems to a Russian to be the natural and proper state of the bulk of mankind."

P. 87.

„It is true", answered P. Q., „that they detest the Austrians; but it does not follow that to govern them would cost Austria more than their revenue. They are a miserable mixed population of Croats, Serbs, Roumans, and Moldavs, without cohesion or leaders, who will crouch before any master whatever. They are sheep. Whoever has them will shear them; and we ought to

[1] Soutzo.

entrust that office to a sovereign strong enough to hold it, but not strong enough to be dangerous."

„You have lived many years", I said to W., „in this country; you know its deficiencies and its capabilities; you say that it is in a state of decomposition. Can you suggest any means by which that decomposition can be arrested?".

„I can suggest none", he answered, „by which it can be completely arrested. I can suggest no measures by which the Principalities, or Servia, or Egypt, or perhaps Thessaly, can be permanently united to Turkey; but I think that there are means by which the disorder might be prevented from spreading further."

Pp. 93–98.

Friday, october 16 th. I engaged a caïque to take me to Constantinople to-day, but the French embassy had a waterparty, and inveighed from me my caïque men, who are, I find, open to such seductions; so I remained at Therapia, and took a long walk with N. O. He has lately been visiting the Principalities, and gave me a lecture on them.

„What", I asked, is the state of their civilisation?

„If", he answered, by civilisation you mean fine European houses, filled with fine European furniture, good French cookery and wines, ladies dressing at the rate of 1000 l. a year, and the general exterior of Parisian life, you will find it among the higher classes in both provinces. You will find also a peasantry better off than the lower orders of most parts of the continent. The state of fortune of 300 peasant families, established on the estate of a friend of mine, was ascertained a few months ago. It was found thad they possessed at an average 60 l. per family. But if you mean by civilisation knowledge, good sense, good principles, in short the higher qualities of civilised men, you will find little of them. The peasantry and the small proprietors care and know about nothing but getting money, and spending it in gross pleasures. The people of the towns have most political feeling, and that feeling is in general vague, socialist, and democratic. The older portion of the great proprietors, many of whom have been in office, are corrupt, but have more sense and some experience. They know the evils of Russian and of Austrian rule, and wish for virtual independence, under the mild and almost nominal supremacy of Turkey.

„The younger portion of the great proprietors are theorists, who know nothing of their own country, of its wants or of its powers, and are eager for independence, for federation with Servia, or perhaps with Bulgaria, for an elected president, a single assembly, the secularisation of the property of the church, and every kind of wild scheme. The only persons", he continued, „who can be said to have political opinions, are the large pro-

prietors and the townspeople, and they, though divided on many subjects, are unanimous on one. They all desire the union of the provinces. During the war, Turkey was popular in the Principalities. All parties wished for virtual independence, though they intended to use that independence very differently. All believed that the independence would be most easily obtained.

„When the withdrawal of the Russians made them to a certain extent free agents, they offered to raise a force to co-operate with the Turks. They are also agreed in wishing that their viceroy should be a foreigner. They suffered so much under the hospodars, that they are anxious to have a ruler not mixed up with any local factions; perhaps some of them think that if their viceroy be connected with any of the powerful European sovereigns, his great relations may support him against the pretensions of Turkey, whose supremacy they all wish to render as nearly nominal as possible.

„Turkey had a good game, but she has spoilt it. If she had always protested against the union, it would have been difficult to impose it upon her. I do not say that this would have been her best policy, but it would have been intelligible and effectual. But she consented at Vienna, and afterwards in Paris, to a protocol, declaring that, on the subject of union, the wishes of the Principalities should be consulted. If the provinces had wished to remain separate, this would have done; but, as soon as it was known that they desired union, the ground was cut from under her feet.

„What she had then to do was to retain her popularity by consenting to the union, but on the conditions most favourable to her supremacy, especially that of a native prince unsupported by European relations whom she would have been able virtually to nominate. Instead of doing so, she resolved that there should be no union, and, seeing too late the effect of the protocol, resolved to force, at least in Moldavia, the election of an antiunionist divan. Orders to that effect were sent to the kaimacan or lieutenant-gouvernor, and were carried out by him with the violence and fraud which might be expected among Eastern semi-barbarians. On the other hand, the French consul at Jassy, having received orders te produce an unionist divan, took into his pay some of the worst ruffians of the country, and bribed and bullied on his side."

„What interest", I said, „had France in the matter?"

„At first", he answered, „merely the desire to appear liberal and popular. The Emperor saw that the people of the Principalities were unionists, and wished to please them. Whatever be his unpopularity at home, he hopes at least to be forgiven by the liberal party abroad, and is always coquetting with it. Afterwards,

when the contest became serious, and attracted the attention of Europe, there may have been the desire of triumph, the desire perhaps to please Russia, and, in Constantinople, eagerness on the part of Thouvenel to carry a point against Lord Stratford, and to spite, perhaps to remove, the English protégé, Reschid.

„The motives to the conduct of Austria are obvious. The fears that the union of the Principalities may become the forerunner, and the nucleus of a federation, which may attract Croatia and her other Slavonic subjects. The opposition to the union by Austria of course made Sardinia support it. England, I, think, ought to have been neuter. Instead of that she took part with Austria and Turkey.

„The Russian agents saw that this gave an oportunity to create a dispute between England and France, and to get some popularity for themselves in the Principalities. They therefore became unionists. An intelligent Russian diplomatist said to me: „We are repaid for all our losses in the Crimea and in Bessarabia by what we have gained in the Principalities. From enemies we have made them friends". Russia alone, in fact, has profited. England has supported the unpopular party, and has failed; France has been on the liberal side and has succeeded, but she has done so at the expense of a misunderstanding with her best friend, England, and of becoming hated in Turkey.

Thouvenel's conduct in forcing the dismissal of Reschid is fatal for the present to any influence on the part of France, except through mere fear. Every Turk is indignant; every Turk knows that Reschid is the ablest and one of the most patriotic men in the empire; to lose his services at the dictation of a foreigner, because he supported the interests of Turkey in a matter in which that foreigner had no concern, is an affront, a humiliation and an injury which will not be forgiven.

„And what", I said, „is to be done now?".

„The game", he answered, „has been so spoiled, that it is difficult to say. I do not think that, consistently with the terms of the protocol, the union can be refused. But Turkey, England and Austria may require that the viceroy be a native. Russia and Sardinia of course will support a foreigner, but France might be to support a native, and, as this is a matter untouched by the protocol, Turkey has so fair a right, not merely to be consulted, but to have a preponderating vote, that I have great hopes that the matter may be so arranged".

Pp. 102-103.

We talked of the Principalities.

„I fear", said he, „that things may not pass off at the Congress of Paris so quietly as is expected. Austria and Turkey are vio-

lently and obstinately opposed to the union, and France, for reasons which I cannot make out, is as violent in its favour. When I was told that Thouvenel threatened to strike his flag if the elections were not quashed, I scarcely believed it. The threat seemed to be out of proportion to any interest, or shadow of an interest, which France can have in the question."

Pp. 147-148.

When you are at Smyrna, visit Ephesus. You will ride through fifty miles of the most fertile soil, blessed with finest climate in the world. You will not see an inhabitant nor a cultivated field. This is Turkey. In Greece, or in the Principalities, you will find comparative numbers, wealth, and population. They have been misgoverned; they have been the seat of war; but they have thrown off the Turk.

Pp. 149-151.

„It is remarkable", he said, „that, though similar in race, language, religion, and institutions, they [1] have never, except during one short interval, been united in administration since they formed part of the Roman province of Dacia. It was perhaps the recollection of their constant separation, and of the usual dislike of countries so circumstanced to unite, that induced the Turkish Government to allow the clause, that, on the question of union, the wishes of the provinces should be consulted, to be inserted in the protocols of Viena and Paris.

„This clause, however, does not say that their wish shall supersede all discussion. If, as I believe to be the case, there are preponderating reasons against it, their wish, however important, must be overruled". „Union", he added, „under a native prince would be a bad lesson to the other portions of this ill-compacted empire. There are other provinces, now submissive because they are separate and weak, which might invoke foreign assistance to enable them to coalesce and throw off their dependance. Union under a foreign prince would be dismemberment. What allegiance would a Frenchman or a Russian, hereditary sovereign of Moldo-Vallachia, pay to the Porte? And we must remember that the dismemberment of Turkey is, now, even more serious than it was four years ago. Then it would have been only a change in the balance of power, which we should have disapproved, but might have acquiesced in. Now it must produce war. We have guaranteed the integrity of the Turkish Empire. We are bound to make the same efforts to prevent its dismemberment which we should make to prevent the dismemberment of the British Empire. I think", he continued, that means might be found, short of union, to give to the Mol-

[1] Les Moldaves et les Valaques.

davians and Wallachians all that they have a right to desire from union. They might have perfect freedom of intercourse and trade, reciprocal rights for the people of one province to acquire land in the other, similar institutions, and a joint committe consisting of the members of each parliament empowered to decide on questions of common interest. If they desire more than that, they desire more than they are entitled to as subjects of the Porte, or can possess if they are to remain subjects of the Porte."

Pp. 151–153. Opinion d'un Turc.

„Of the foreigners who meddle in our affairs, some, like Russia, wish to hasten our fall, others, like Austria, wish us neither good nor evil, and are anxious only as to the influence which our fortunes may have upon theirs. England and France, I believe, really wish us will, but they try to serve us by forcing down our throats what they think a remedy and we think a poison. Their object is the fusion of the different races and different races and different believers, or, at least, their equality. They want the wolves and the sheep to lie down together. The Turks believe that in Europe, where the christians are the large majority, they are thoroughly disaffected; that every right which they gained they would use as a weapon; that, if the Hatt-i-Humáyoon were .honestly carried out, the Turks would be driven across the Bosporus in five years; in short, that India is merely a specimen of the feelings of slaves who can find an opportunity of rising against masters. They are resolved, therefore, that it shall be a dead letter. In some provinces, the reading of it produced riots: in others it was not attempted to be read.

But in fact it cannot be a dead letter. It alarms and irritates the Turks; it stimulates the hopes and also the hatred of the Greeks. They see that the Turks are resolved to render illusory stipulations made by the allies in their favour. They are, if possible, worse subjects of the Sultan than they were before the war. But this is not all. The foreigners, after having made the Turkish Government hateful, try to render it contemptible. When Reschid refused to obey Thouvenel's order to quash the Moldavian elections, he resigned the grand viziership and Mustapha was put in his place, as it was supposed that he would submit with a better grace. Reschid remained a minister, though no longer vizier. Thouvenel sent his first dragoman to tell the Sultan that France could have no confidence in him while Reschid was employed. The poor Sultan submitted. But he does not trust Fuad or Aali, whom he suspects to be under French influence. He believes the union of the Principalities to be the dismemberment of the empire, and is still more afraid of that than he is

of Thouvenel, and he thinks that Reschid is the only man who can prevent it. From the time that Reschid went out, the Sultan's most earnest wish was to recall him. All this was well known to his late ministers. They felt too insecure to venture to do anything. They avoided even seeing the Sultan, for fear that he should make a quarrel and turn them out. At last he made up his mind, and, as soon as a fortunate day came, he made his coup d'état. But he sent an apologetic message to Thouvenel, to which, after a day or two's delay, a dry answer was returned. Thouvenel has not yet paid his visit of etiquette to the new grand vizier. It is said that he waits for instructions".

Now", I said, „for the internal causes of ruine".

„They", he said, „are the disorder of the finances and of the currency; the farming of the revenue; the centralisation which brings every business to Constantinople, where it is neglected and at last forgotten, but, above all, the general and increasing corruption. And for these evils there will be no cure. The pashas will not remedy them, for they profit by them, and their education renders them insensible to the scandal. The Sultan will not remedy them, for he knows nothing of them. He does not read, and, if he did, there is no press; he sees nobody, he never has seen anybody, except his brothers-in-law and sons-in-law, his women and his servants, and occasionally a minister or an ambassador who comes to bully him or to deceive him. Still the empire, if left to itself, might cohere for many years. But Europe has her eyes on its western provinces. One by one, or two by two, they will be cut off, or will drop off. Perhaps we may return to Broussa, and keep Anatolia for a century or two longer."

Pp. 287-288, 289. Opinion d'un Grec.

„The officers or captains of these armatoles, whom we have called palicari, the bishops, and the primates were the native aristocracy of Greece when the revolutionary war broke out. They were few, they were little superior in knowledge or cultivation to the rest of their fellow-contrymen, and they had not the prestige of birth. Some rich Wallachians, Moldavians, and Fanariots joined us during the war, and their superior education and wealth gave them some eminence, but they were looked on by the Greeks as foreigners. The Ypsilantes were Moldavians, the Soutzos, Maurocordatos, Argyropulos and Mourousis are Fanariotes. King Otho found us without a real aristocracy, and we have not acquired one. We are essentially democratic; the clause in the constitution, which forbids conferring hereditary honours, was carried by acclamation. The consequence, I fear, is that we are unfit for constitutional monarchy. There are

no persons in the country who have made politics a study, or, indeed, wo could afford to do so There are no persons whom the public voice points out as fit to be deputies or ministers. The king is forced to choose the least unfit that he can, and to be his own prime minister. He rises at four in the morning, works hard all day, and cannot do half what ought to be done. We have no parliamentary opposition. We have no parties with party watchwords. Our public men sometimes split into factions, but those factions are united by personal likes or dislikes, not by any common principle of action, except the wish of each person to get on."

„How comes it, then", I said, „that your ministers are so frequently changed? „Sometimes", he answered, „they prove incompetent; very often they quarrel; sometimes the foreign diplomatists force the king to turn them out. We are weak and poor. You use, and perhaps abuse, your power, as our creditors. We perhaps abuse our privilege of weakness. We behave ill, and have to appease you by sacrificing to you a ministry".

Mr. Soutzo, professor of political economy, and his wife called on us. We talked of the progress of the country. „It is quite as great as the most sanguine Greek could have hoped it to be", said Soutzo. „During the twenty five years that we have been a nation, the population has increased one-third; the cultivation has increased still more; and our fleet now consists of five thousand vessels."

„I wish", I said, „that your roads had increased in proportion."

„The sea", he answered, „is our principal road; but we have passed a law by which every man is bound to labour by him self, or by proxi, for a certain time on the roads, the maximum being twelf days in the year, the minimum six. If you return to us in a couple of years, you will, I trust, find a railway to the Piraeus, and a diligence to Thebes".

Madame Soutzo is a very pleasing woman; she was born a Soutzo; her father was a Fanariot, and Hospodar of Moldavia in 1821.

N. Iorga.

Du nouveau sur Marco Antonio Canini

Le garibaldien, le romantique vénitien Marco Antonio Canini, sur lequel tout récemment nous avons présenté une étude dans la Bulletin français de la section historique de l'Académie Roumaine, a publié aussi, d'après une communication de M. Ferrari, directeur de la Marciana de Venise, un discours sur Garibaldi (*Commemorazione di Giuseppe Garibaldi*), en 1883, et la confé-

rence inaugurale de son cours de langue roumaine à Venise (20 janvier 1884). Recueillons dans le premier de ces opuscules cette information précieuse: „Altri propose nel 1861-62 una rivoluzione dei popoli oppressi in tutto l'Oriente, così in Austria come in Turchia, dal Bosforo ai Carpati, con Garibaldi alla testa. La grande idea fu accettata anche da Vittorio Emanuele. Mediatore Ugdulena che era stato ministro in Sicilia nel 1860, Ricasoli offerse a Garibaldi navi, uomini, millioni per andar a portare la rivoluzione in Epiro, ma Rattazzi, sempre fatale all' Italia ed al nostro eroe, gli mise una pulce all' orecchio, dicendogli che Ricasoli lo mandava in Oriente per farlo perire; triste calunnia! Le trattative rotte allora furono poi riprese con Rattazzi stesso, ma indarno. Alcuni patrioti rischiarono, altri perdettero la vita in quelle pericolosissime cospirazioni, che aveano per iscopo di sfasciare ad un tempo l'impero austriaco ed il turco. Questo è una parte di storia al tutto obliata ed incompletamente trattata.

„Nel 1864 Vittorio Emanuele e Mazzini cospirarono d'accordo, non per far sbarcare Garibaldi in Turchia, com' era stato proposto prima, ma *per farlo andare con un eletto manipolo de' suoi in Romània, onde sarebbe entrato in Transilvania od in Galizia, terre austriache. Garibaldi, al solito audacissimo, era disposto ad assumere quella difficile impresa, contro il parere de' suoi più devoti; per questo si recò in Ischia; sarebbe andato a certa ruina. Ma l'impresa fu disdetta da Vittorio Emanuele stesso, che ne riconobbe l'impossibilità*" (p. 16).

Et plus loin: „Anche due anni sono, nella Penisola 10 000 voluntarii erano pronti ad accorrere in aiuto dela Grecia, se fosse entrata in lotta col Turco" (p. 20).

Enfin, à la page 24: „Garibaldi, come altri patrioti italiani, come Mazzini, Vittorio Emanuele stesso, era partigiano di una stretta unione dei popoli cosidetti latini (italiano, francese, spanuolo-portoghese, rumàno), quali sono fratelli tra loro per razza, lingua, genio". Devant le tombeau de Manin à Venise, Canini saluait les Roumains qui, dans leur guerre d'indépendance, avaient montré leur vaillance (p. 29).

Le même faisait paraitre en 1884, — et nous devons aussi le don de cette rare publication à M. Ferrari —, son discours à l'ouverture du cours de roumain pour les Vénitiens *(Prolusione al*

corso di lingua romana alla scuola superiore di commercio il 20 gennaio 1884, Venise 1884).

Le discours est plein d'hypothèses et de constatations dont quelques-unes vraiment heureuses. Canini croit que, Rome ayant implanté partout son esprit, il y eut une concurrence entre celui-ci et celui des anciens Hellènes: dans cet antagonisme il voit la rivalité entre les factions des Bleus et des Verts... Le nom de Romains, adopté d'abord par tous les barbares, aurait été répudié par les royautés germaniques. Quelques étymologies de son cru s'ajoutent.

Mais la Grèce, maintenant „pays romain", contenait jusqu'à l'époque la plus récente des „Romains" (Romées), parlant le „romain" (romaïque), de même que les Turcs eurent le sentiment qu'ils venaient de conquérir un „pays romain" (Roumélie).

„Un seul peuple, bien que séparé pendant des siècles de l'Italie, bien qu'empêché, dans sa grande majorité, de reconnaître la suprématie religieuse de la Rome des Papes, a conservé, au milieu de mille et mille vicissitudes douloureuses, le nom de Romains: les Români, qui parlent, en „pays romain" (Țara-Românească), „le romain" (românește) (on rejette, pour le terme nouveau, d'État, les formes de „Romenia" et de „Rumenia"). „Dix millions de ces „Romains", ayant formé un État propre, sont en partie répandus, en grand nombre, dans tous les pays soumis, jusqu'à ceux du Pinde, qui s'étendent, fût-ce même par groupes de bergers, jusqu'au cap Malée et au Ténare, d'abord résignés à s'helléniser, mais qui montrent maintenant des velleités d'autonomie." Canini n'oublie pas l' îlot roumain de l'Istrie et la population de même race en Albanie, où il croit qu'à Avlona quelques-uns se soient convertis à l'Islam (confusion avec les Méglénites du côté du Vardar). Les Morlaques seuls se sont laissés slaviser.

Comme informations erronées, il croit savoir, ce qui est inconnu, dit-il, à la majorité des ethnographes, que ceux de Bessarabie s'appellent encore Daces. Mais, montrant les séparations par provinces, il déclare avoir entendu dire à des Transylvains et à des Banatiens que, lorsqu'ils descendent en Valachie, ils vont *la noi*, „chez eux" (p. 5).

L'origine dace et romaine, „au moins en partie italienne", des Roumains est examinée ensuite, — et à cette occasion l'orateur cite son hymne dédié à la nation en 1858 et réédité, pour la guerre

d'Indépendance, en 1878. La langue elle-même est celle des camps *(castrese)*. Citant del Chiaro, qui présente la Valachie vers la fin du XVII-e siècle, Canini reconnaît cependant l'importance de l'apport slave. Ce sont, ajoute-t-il, des vérités qui ont fait leur chemin seulement après la guerre de Crimée. On ignorait aussi la contribution essentielle apportée à la conscience nationale par les Transylvains réunis à la Rome pontificale. A côté de Georges Lazăr et de Laurian sont cités les premiers Italiens qui se sont rendus compte de ces origines: Carlo Cattaneo, analysant le *Tentamen criticum* du second de ces promoteurs, ce Cattaneo qui amena l'auteur vers ces études, si nouvelles, et Vegezzi Ruscalla, pas un ami de Canini, qui vint seulement en Transylvanie, „pour des motifs de commerce et autres". Ils se rangent, dans la série de ces amis de la première heure, à côté du Français Vaillant, de l'Allemand Neigebaur, „lesquels furent très bienveillants à mon égard et consentirent à me considérer et à me compter au nombre des précurseurs philoroumains". Élias Régnault, qui traite de l'histoire récente des Principautés, est mis en relation avec Vaillant.

Consacrant un paragraphe à del Chiaro, Canini se met lui-même à côté de cet excellent connaisseur des Roumains, rappelant sa propre présence à Jassy lors de l'élection du premier prince de la Roumanie unie, Cuza, puis à Bucarest au moment où fut proclamée l'indépendance, en 1877, et sur les champs de bataille, à Grivitza. Il place parmi les Italiens d'origine le poète et historien grec en Valachie au XVIII-e siècle, Constantin Daponte, dont les *Éphémérides daces* pendant la guerre austro-turque de 1738 venaient d'être éditées par Émile Legrand. Et il finit cette partie de son discours en souscrivant à l'opinion d'Edgar Quinet: que cette nation perdue fut enfin retrouvée; „reconnus comme un membre légitime de la famille latine", les Roumains se sont montrés dignes de cette noble origine.

Ils l'ont fait aussi par leur activité dans le domaine de l'esprit, et le Vénitien cite en première ligne Eliad Rădulescu, son ami, qui a aussi le mérite d'avoir donné des traductions de l'italien et d'avoir étudié, bien que mal préparé (il pense lui-même à étudier le lien entre le roumain et le latin), les rapports entre les deux langues. Suit toute une liste d'écrivains, que le professeur se propose de présenter à ses élèves,

L'explication du nom de Valaques suit, pour donner aussi la mention des théories allemandes, contraires aux droits de race des Roumains, de Sulzer, au XVIII-e siècle, à un Maurer inconnu, non sans mentionner la haine que les Hongrois portent à cette race dont ils se sont assujetti une partie. Canini attend de nouvelles preuves venant des fouilles et du rétablissement des noms roumains sur les cartes des pays voisins (mais il serait disposé à admettre comme ancêtre des villageois de Câineni, dont le nom vient du sobriquet *câine,* chien, le Romain Caninius). Il croit que les Roumains conservent la légende de la louve, celles des oies du Capitale, du rapt des Sabines, et il cherche des origines romaines dans le nom de „voie de Trajan" pour la voie lactée et dans certains éléments du costume populaire (mais les brates seraient celtes et le tablier des femmes, slave).

En parlant de la langue, il signale le même mot: *tont* en roumain, *tonto* en dialecte vénitien, avec la signification: imbécile, et il ajoute: *albie*, *piron*, *nalbă*, *numai*, *şlépa (sic)*, *lindine*, *lasă-mă în pace*, *fă-te încoa.* Il se croit obligé de citer les ressemblances signalées par V. A. Urechiă avec le frioulan. Est mentionné un travail personnel, inédit, datant de 1859, sur les rapports entre l'espagnol, le vénitien et le roumain. Dans la suite des travaux dans ce domaine apparaissent les noms de Miklosich, de Blind (sur les Albanais), de Cihac, de Hasdeu, pour en arriver au Vénitien G. L. Frollo; N. Caix avait l'intention, suggérée par Canini, d'aller faire des études linguistiques en Roumanie. Lui-même, malade et peu encouragé, ne pense maintenant qu'à des traductions de la poésie roumaine. Plus loin il est question, pour la phonétique du roumain, du professeur viennois Mussafia, originaire de Spalato. Mais ceci n'empêche pas l'auteur lui-même de citer comme éléments communs avec l'italien le pluriel en *ora-uri*, les formes de conjugaison du verbe *a dormi*, le parallélisme de l'inchoatif *esc*, it. *isco* (comme dans *nutrisco)*; „en italien comme en roumain la première et la seconde personne du pluriel sont régulières". Le son obscur *â* ou *ă* se rencontre dans le patois bolognais. Et Canini devine d'où viennent ces formes particulières au roumain qui sont l'article postposé et la formation du futur avec le verbe de volonté. Il note que cette dernière forme se rencontre „en albanais, en grec vulgaire", mais aussi „en celte et en anglais" (c'est-à-dire, au fond, en celte, parlé, jadis,

le long du Danube, jusqu'à l'embouchure de Dniester-Nistru). Mais pour lui le fonds commun viendrait „du pélasge (albanais) ou d'une langue apparentée". „Le roumain donc, comme étant précieux pour les études de linguistique comparée, devrait trouver parmi notre jeunesse des cultivateurs." Le vrai roumain, car Canini est contre le roumain artificiel latinisé, décrété alors par l'Académie Roumaine.

Telle est la partie théorique, sans doute lautement intéressante, du discours.

Mais Canini trouve d'autres arguments pour amener ses Vénitiens à apprendre le roumain.

L'utilité pratique du roumain est avérée pour les Italiens, qui ont des conationnaux dans les ports de Brăila, Galatz et Sulina, où il y aurait des traces génoises, sur lesquelles pourraient venir des Vénitiens. Dans les origines levantines des familles Negri et Rosetti l'orateur découvre l'Italien. Des médecins, des ingénieurs italiens pourraient s'établir en Roumanie, comme ce Gioja, plus tard collaborateur de Lesseps au canal de Suez, qui avait été d'abord appelé par le gouvernement roumain pour des travaux d'irrigation, Sans compter le besoin qu'on a de professeurs d'italien. Enfin mieux vaut envoyer sur le Danube les éléments d'émigration put vont en Amérique, projet que Canini lui-même avait imaginé en 1858, mais qui fut écarté par „l'indifférence du gouvernement italien et par l'hostilité cachée de celui de Roumanie, qui avait besoin de se gagner l'Autriche dans la question juive".

Du reste, la nouvelle Italie a aidé au triomphe de la cause roumaine, à partir de la guerre de Crimée, mais pour en arriver à soutenir l'Autriche-Hongrie dans la question du Danube.

Le noble discours de celui qui désire que son oeuvre de compréhension et d'amour pour les Roumains soit continuée finit par la reproduction du texte même d'un travail publié en roumain dès 1854, dans lequel il prophétise un plus grand avenir à cette nation latine [1].

N. Iorga.

---

[1] Sur la couverture, la mention de petits poèmes de caractère politique et d'une lettre au roi Humbert, l'annonce d'une conférence sur le poète grec Solomos.

Entre la Turquie moderne et les Empires chrétiens de récupération [1]

I.

Un ouvrage vénitien sur le traité de Passarowitz

Les négociations pour la paix de Passarowitz (Pojarevać) ont été présentés le lendemain de la rédaction du traité vénéto-turc dans un bel ouvrage, d'une magnifique exécution, paru à Padoue, en 1729.

L'auteur, qui dédie sa „relation historique" *(Istorica relazione della pace di Posaroviz)* au doge lui-même, Giovanni Cornaro, est le secrétaire du Sénat, Vendramino Bianchi. Chargé lui-même de défendre les intérêts de la République, qui venait de perdre la Morée sans aucun espoir de pouvoir la reprendre des mains des Turcs, il avait non seulement à sa disposition les documents qu'il reproduit dans ces pages, mais, encore, les résultats de son expérience personnelle.

Il commence par expliquer que Venise ne s'était pas laissée surprendre par l'attaque furieuse du Grand Vizir Ali-Pacha „le gendre", mais que, laissant de côté ses projets de réformes administratives dans sa possession grecque, elle s'était empressée, malgré la neutralité qu'elle venait de proclamer, de rassembler des troupes importantes pour avoir des garnisons suffisantes dans les places de Morée. On n'arriva pas cependant à pouvoir organiser une défense sérieuse. L'empereur est excusé par les difficultés de sa propre guerre contre les Turcs et par sa situation encore mal assurée en Italie, de ne pas avoir fourni le secours auquel l'obligeait le traité d'alliance, et, quant au roi de Pologne, autre allié, ce royaume était un État „apauvri par tant d'années de guerre civile, qui durait encore". Le Tzar, qui avait à peine conclu avec le Sultan la mauvaise paix du Pruth, était retenu par

---

[1] Sous ce titre nous donnons, d'après des sources rares ou negligées, des chapitres complémentaires à notre *Geschichte des osmanischen Reiches*. Il faut en considérer comme le premier l'étude, dans les Mémoires de l'Académie Roumaine (en roumain) (1937), sur les négociations pour la paix de Carlowitz (1699), d'après les Mémoires du général Caraffa, présentés par le grand penseur italien Vico.

les hostilités contre la Suède; on ne crut donc pas même s'adresser à lui.

Vendramino Bianchi décrit l'expédition du Vizir, qui n'aurait pas amené moins de 200.000 hommes de troupes, dont il aurait perdu jusqu'à 50.000 [1]. Si les mérites du procurateur Girolamo Dolfin, chargé de la défense, sont pleinement reconnus, la brutale dépense de soldats de la part d'Ali-Pacha, qui ne voulut recourir à aucun moyen de technique pour attaquer les places fortes [2], est ici seulement dénoncée. Il montre les soldats ottomans terrifiés par la cruauté sauvage pour laquelle était devenu célèbre, dès avant cette terrible guerre, leur commandant suprême [3]; on sait qu'il avait fait décapiter à Constantinople le célèbre prince de Valachie Constantin Brâncoveanu, avec ses quatre fils, et qu'il avait fait exécuter à Andrinople le successeur de Brâncoveanu, Étienne Cantacuzène, ainsi que le père de ce jeune prince, l'érudit boïar que fut le „Stolnic" Constantin. L'auteur rappelle aussi l'occupation par l'amiral Dchanoum-Khodcha des places de Malvoisie, de Suda, de Spinalonga, ainsi que des îles de Tino et de Cerigo [4].

Dolfin, qui ne fut pas condamné pour un désastre qu'il n'avait pas pu éviter, fut remplacé par André Pisani, l'un des auxiliaires du conquérant même de la Morée, le doge Francesco Loredan. Angelo Emo sut faire conserver la cité de Segna (Sinj), qui vit aussi les Turcs devant ses murs, mais sans avoir un commandant comme le Grand Vizir à leur tête. Pour l'année suivante on avait engagé le comte de Schulenburg.

En même temps, l'empereur Charles VI, dont est fait le plus chaleureux éloge, passait par dessus ses soucis concernant l'Italie même et l'Espagne et, ayant obtenu de la Seigneurie la promesse de concourir à la défense de ses possessions italiennes, il signa

[1] P. 8. La campagne est décrite par de Brüe, dont le récit a été publié, et par un secrétaire valaque, dont nous avons édité le récit pour la Commission Historique de Roumanie.

[2] Voy. notre ouvrage cité, p. 332 et suiv.

[3] Uomo di provata enorme crudeltà per tante teste di tutti gli ordini fatte da lui inesorabilmente troncare in Costantinopoli, tanto altamente era temuto da' suoi che a gara s'esponevano a petto aperto sotto le mura e a migliaia ai piedi di quelle cadevano; p. 9.

[4] Voy. *ibid.*, pp. 335-336.

le nouveau traité d'alliance, ouvert pour la participation du Tzar et de la Pologne, le 13 avril 1716 [1]. La Providence, est-il dit, l'en récompensa en lui faisait gagner, après la bataille où Ali, puni pour ses nombreux crimes, resta parmi les morts, par la conquête du Banat et de la Serbie Supérieure. En même temps, réussissant à défendre Corfou [2], les forces de la République gagnaient l'île de Sainte-Maure et les places de Butrintò, Prévésa et de Vonitza, faisant avancer ses vaisseaux jusque devant l'île d'Imbros.

Ibrahim-Pacha, gendre et favori du Sultan, réussit à imposer l'ouverture des négociations d'une paix par laquelle on pouvait encore obvier à un désastre menaçant. Pour ne pas avoir l'air de reconnaître la défaite, on recourut aux mêmes artifices employés déjà avant la paix de Carlowitz et dont on trouve l'exposition dans les mémoires du général napolitain au service de l'empereur, Caraffa, qui ont été résumés par le grand historien de l'Italie à cette époque, Giambattista Vico. L'ancien commandant de Belgrade, perdue, en donna une suggestion, sous le prétexte de discuter sur des ôtages, au commandant suprême des Impériaux, le prince Eugène, pour que, ensuite, se présente avec une mission formelle un aga, avec son secrétaire [3]. Eugène en transmet aussitôt la nouvelle à Vienne par le prince Frédéric de Wurttemberg. On répondit à l'aga que le congrès, pour lequel le roi d'Angleterre avait offert sa médiation, devait s'occuper aussi de tous les intérêts des alliés de l'empereur. Celui-ci demanda comme médiateurs aussi les Hollandais, qui avaient contribué à amener la conclusion du traité précédent [4]. De fait, le secrétaire anglais Montague, mari de la dame qui a donné un si intéressant récit de son voyage chez les Turcs, arriva avec la mission de proposer des échanges de vues qui cependant ne concernaient pas aussi les Vénitiens et ne commençaient pas par l'offre, attendue, des préliminaires. A Vienne, un ancien ambassadeur à Constantinople, Sutton, et Stanyan, qui devait s'y installer ensuite, demandèrent à être reçus par Charles VI [5].

---

[1] Voy. *ibid.*, p. 341.

[2] Voy. *ibid.*

[3] Bianchi, ouvr. cité, pp. 14-15.

[4] Voy. quelques documents sur cette médiation, dans nos *Actes et fragments*, I, p. 337 et suiv.

[5] Le résumé de pièces des Archives de Vienne, dans Hurmuzaki, *Fragmente*, V.

L'auteur touche aussi au manque de parole des Espagnols, qui, au lieu de diriger leur flotte contre les Turcs, s'en servirent pour occuper la Sardaigne [1]. La Porte espérait en tirer aussi d'autres avantages, l'attention des Impériaux devant être maintenant sollicitée de ce côté aussi.

Aussi, en janvier 1717, le nouveau Grand-Vizir Nichandchi Mohammed, tout en maintenant sa proposition concernant le congrès, désapprouvait ce que ses agents avaient paru promettre jusque là [2]. Il traitait durement Moustafa, dont les propositions, nettement rejetées, seraient venues, du reste, après les lettres du prince Eugène, qui aurait parlé le premier sur le fait de la paix,— ce qui représentait la continuation de l'ancien système de ne pas sembler avoir offert la paix, même après des incontestables défaites. Ibrahim, ayant appris que le chef des Impériaux n'accepte pas comme place de réunion le village serbe, occupé par les siens, de Pojarevac, devenu un Passarowitz, s'était vu refuser Tatar-Bazardchik, du côté de la Dobroudcha. Il finissait en déclarant que, allant à Andrinople aussi pour rassembler une armée pour la campagne prochaine, il avait gagné l'assentiment de son impérial maître pour les négociations, considérées comme à peine entamées. Trois plénipotentiaires étaient déjà nommés. Ils devaient se rendre à Nich avec le diplomate anglais, ainsi qu'avec le Hollandais qui paraissait avoir été invité par la seule initiative turque. Mais le travail diplomatique devait s'ouvrir „en Valachie, entre Bucarest et Sibiiu" (Hermannstadt, en Transylvanie [3]), ou bien à Fétislam-Kladovo, près des Portes-de-fer ou enfin, aussi, sur la Morava.

De son côté, le prince Eugène, répondant le 15 février, parlait de la lettre qu'il avait adressée, le 12 novembre déjà, par des serviteurs de Montague. Il rappelait l'envoi à Nich des plénipotentiaires ottomans et des médiateurs anglo-hollandais. L'empereur était présenté comme indigné du mouvement en arrière essayé par le Vizir : il lui fallait l'acceptation du principe *ut possidetis* et l'admission des Vénitiens aux négociations; il consent à discuter si on admet ce point de départ, fixant dès lors les

[1] Des réserves sur la politique du Pape ; pp. 18-19.
[2] La lettre elle-même; *ibid.*, pp. 21-26.
[3] In partibus Vallachiae, inter Brugest et Sebin, in congruo loco.

préliminaires; déjà Virmond, un des auxiliaires militaires et diplomatiques que les Habsbourg tiraient de leurs provinces de langue française, — il venait d'être envoyé en Pologne —, et Talman étaient nommés plénipotentiaires. Quant à la place de réunion, le prince Eugène admettait pour les Turcs Fétislam, mais il choisissait pour les siens la bourgade roumaine de Cerneţi, alors chef-lieu du district de Mehedinţi; pour les séances même du congrès on se rencontrerait dans l'île voisine, c'est-à-dire dans cette Ada-Kaleh dont les fortifications avaient fait une „Nouvelle Orsova". Du reste, sur ce point on peut discuter avant l'arrivée de Virmond avec Talman comme second délégué; il est déjà à Belgrade. Venise enverra ensuite un plénipotentiaire[1]. Le choix du Sénat, qui maintenait un plénipotentiaire, avec son secrétaire et deux drogmans, s'arrêta sur Carlo Ruzzini, qui avait déjà travaillé à la paix de Carlowitz, puis à celle d'Utrecht[2]. Venise voulait avoir des compensations pour la Morée perdue et des garanties pour le commerce de l'Adriatique, infestée par les pirates de Dulcigno.

Fin avril, Ruzzini, traversant des routes couvertes de neige, était, avec sa nombreuse suite, à Vienne. Il s'employa aussitôt à se faire assurer par les Impériaux que les intérêts de la République ne seront pas oubliés. Le prince Eugène lui fit savoir que, malgré les difficultés subsistant encore en Italie, si les Turcs ne cèdent pas jusqu'à la fin du mois de mai, il y aura une nouvelle campagne, assez bien préparée pour leur faire entendre raison.

Or, en ce moment le Grand Vizir annonçait que son maître, „vrai émule d'Alexandre-le-Grand", a eu connaissance des lettres du généralissime impérial, de sorte qu'on peut continuer, dans les mêmes conditions, l'oeuvre de la paix, aux plénipotentiaires ottomans antérieurs devant s'ajouter le prince de Valachie, Jean Maurocordato, dont le père, Alexandre, dit l'Exaporite, grand Interprète de l'Empire, avait été un des délégués de Carlowitz, de sorte que, de ce côté aussi, on avait cherché à relier ces débats diplomatiques à ceux de la paix qu'on avait imposée, une

[1] La lettre; *ibid.*, pp. 26-30. Toute cette partie manque dans notre ouvrage cité (voy. loc. cit, p. 347 et suiv.).

[2] L'auteur mentionne sa propre carrière de diplomate, très riche, et celle des autres délégués; *ibid.*, p. 31.

vingtaine d'années auparavant, à l'Empire Ottoman [1]. On pouvait commencer avec Talman seul, qui était déjà sur place, mais le premier négociateur ne devrait pas tarder.

Le médiateur hollandais pouvait se vanter d'avoir transmis la lettre du prince, d'avoir gagné Ibrahim, le gendre du Sultan, par le moyen de s n drogman, Nicolas Theyls. Celui-ci apportait la lettre viziriale, et l'ambassadeur des États Généraux à Constantinople, Collyer, un profond connaisseur des choses turques, fut averti que, si on peut accorder un armistice, qui doit être cependant court, on ne peut rien faire sans les Vénitiens, sur le compte desquels Vizir et médiateurs hollandais avaient cru devoir jusqu'ici se taire [2].

En ce moment déjà, le médiateur anglais était parti pour Belgrade, et Montague se préparait à aller de Nich à Constantinople pour y prendre congé.

Envoyant avec une nouvelle lettre le fils de Theyls, le diplomate hollandais insistait pour la conclusion d'un armistice général, *dans lequel Venise aussi serait comprise:* si on s'avise cependant du côté des Impériaux de se saisir d'une nouvelle place-forte pour l'ajouter à l'*uti possidetis* requis, tout ce qu'on était arrivé à faire jusque là sera ruiné. Du reste, déjà Maurocordato se dirige vers Nich pour prendre son rôle [3].

Tout en maintenant son refus initial de consentir à l'armistice, qui laissait inoccupée une si belle armée, l'empereur, qui, de son côté, pressait le départ de ses delégués, consentait à ce que la cessation d'armes puisse être acceptée en fin de compte par ceux-ci. Bruyninx, l'envoyé extraordinaire des États Généraux de Hollande, assurait que cet armistice pourrait même se prolonger si dès le début on se serait entendu sur les points principaux du traité [4].

Maintenant, le secrétaire du Sénat, auteur de ce récit, donne l'histoire de son voyage vers Belgrade, commencé le 26 avril,

---

[1] Nec non Vaivoda Vallachiae, Iannachi, simul huic laudabili negotio interesse e re visum est: *ibid.*, p. 38. La lettre; pp. 37-39.

[2] *Ibid.*, pp. 40-42.

[3] L'Hospodaro di Valachia ha ordine dalla Porta di attenderci nei contorni di Nisse e di comparir nello stesso tempo come aggiunto al congresso; *ibid.*, p. 44. Cf. Iorga, *Actes et fragments,* I, p, 337, no. 3; pp. 338-339.

[4] La lettre; Bianchi, pp. 45-47.

trois jours avant le départ de Virmond, pour toucher son but le 5 mai,

Ruzzini voyage par Presbourg, Komorn, si souvent disputée entre Turcs et Impériaux, place-forte défendue par le Danube, qui y forme une île, par Esztergom, la Gran des Allemands, mal défendue malgré la résidence du primat de la Hongrie, puis Párkány, récupérée elle aussi sur les Turcs au cours de la guerre précédente, Bude, dont les fortifications ne sont pas meilleures, les brèches n'étant pas encore été comblées vingt ans après la récupération, et rien n'ayant été fait même pour relever le palais royal, les églises, les habitations, détruites par les bombes et noircies pas l'incendie, les Hongrois, du reste, n'ayant pas le droit de s'y établir: „en ce moment ce qui apparait n'est plus Bude, mais son cadavre, son squelette [1]". A côté, le faubourg sur le Danube et celui habité par les Serbes; une toute petite Pesth se serre en bas, au-delà du fleuve.

En Esclavonie, à Illok, il y a le commissaire du prince Livio Odescalchi, qui détient toute une région en gage pour la somme de 200.000 florins prêtés à l'empereur. Dans ces parages l'importante place de Peterwardein a été seule fortifiée à nouveau, avec beaucoup de soin: lorsque tous les travaux seront terminés, on pourra y entretenir une garnison de 12.000 hommes; là aussi, les Serbes se sont logés dans un faubourg, A Carlowitz, où avait été conclue la paix en 1699, il n'y a, au lieu d'une population jadis nombreuse, que les ruines de deux églises et de quelques maisons, qu'on s'emploie à refaire. A Salankemen, à Semlin se conservent les souvenirs de la dernière croisade.

A Belgrade, largement décrite, on a élevé trois nouveaux forts, dont l'un sur une petite île voisine. Dans les deux bourgs, celui sur la Save et l'autre sur le Danube, les habitants commencent à se grouper. Il est question d' entourer de murs cette partie. Un important avenir de commerce pourrait s'ouvrir.

A Semendrie (Smédérévo) et à Goloubatch („Colloniz") les Impériaux, qui n'ont rien ajouté aux vieilles pierres, ont seulement des quartiers d'hiver.

A Semendrie même se rencontre Ruzzini avec Virmond. Près de

---

[1] Al presente apparisce non più Buda, ma il cadavere e lo scheletro di Buda; *ibid.*, p. 49.

Passarowitz, sur la Morava, paraît Sutton, qui n'avait pas encore débarqué, faute de chariots. Talman s'était déjà établi dans ce misérable village, destiné à devenir célèbre. A deux heures de distance attendaient les Turcs, avec Collyer, qu'ils avaient amené à leurs frais. Lorsque Ibrahim, „qu'on avait présenté comme fier et orgueilleux", se déclara mécontent de ses quartiers et décidé à partir, Virmond lui fit savoir qu'il est libre d'échanger sa situation de plénipotentiaire pour la paix avec celle de commandant de guerre; du reste, les troupes impériales se dirigent déjà vers leurs nouveaux campements.

Sutton parvint à faire admettre par les Turcs qu'ils s'établissent „au-delà d'un village dit Kostélitza", pour que ensuite on procède à construire dans la plaine la „maison des conférences". Le 11 mai, Impériaux, Vénitiens et Anglais s'y trouvaient à leurs places, ayant été escortés par un escadron de cuirassiers. Les médiateurs, *entretenus par le Sultan*, jouissaient d'un „taïn" de 255 ducats par jour, comme à Carlowitz, où la Porte en avait bien dépensé, dans ce but, 500.000. Sous les tentes aussi et dans les maisons, inhabitables, du village se trouve ainsi, par ce beau printemps d'Orient, toute une petite armée de diplomates, de soldats, plus de mille, et de gens de service. Par ceux-ci on put avoir enfin des logis dans ces cabanes elles-mêmes, refaites autant que possible.

Le secrétaire n'oublie pas de mentionner l'attirail magnifique de Maurocordato. Il avait amené, non par vanité, car c'était un homme de moeurs simples et discret, mais par ordre des Turcs eux-mêmes, qui voulaient en imposer de cette façon aussi, une suite nombreuse „de gens de Cour et de soldats", dont le nombre, en disproportion avec les possibilités d'approvisionnement, de même qu'avec sa situation à l'égard des ambassadeurs, ce qui l'amena à en renvoyer une bonne moitié, s'élevait à six cents personnes. Il n'était pas compté, malgré l'avertissement donné par Collyer, parmi les négociateurs, mais, sans participer aux conférences, il était là pour éclairer l'ignorance des Turcs et „pour donner de la splendeur à l'ambassade", qui entretenait en tout à peine sept à huit cents personnes [1]. Peut-être aussi l'avait-on

[1] Unito a' plenipotenziarj turchi si era anch' il giovane Mauro Cordato, principe o vaivoda di Valachia, figlio di quello che già fu uno dei due plenipotenziarj del Gran Signore al Congresso di Carlovicz. Era egli venuto con

l'Olt et même de toute sa Valachie et de la Moldavie, qu'ils fait venir pour le consulter sur la cession, demandée par les Impériaux, des cinq districts valaques à l'Ouest de la rivière de l' Olt et même de toute sa Valachie et de la Moldavie, qu'ils n'avaient cependant pas occupée, leurs incursions dans cette région roumaine ayant été repoussées. On sait par ailleurs que celui qui était homme de bien malgré l'emploi de certains moyens d'insinuation appartenant à l'école diplomatique de l'Orient, essaya de maintenir l'intégrité de ce qui était devenu sa patrie[1].

Ici le secrétaire vénitien s'arrête pour décrire le pays plat et fertile, de façon que les habitants n'avaient pas besoin de trop d'efforts pour se nourrir; mais, comme généralement dans cet Empire où les Turcs eux-mêmes sont rares, la population est assez clairsemée.

Ruzzini observa dès le début que les pouvoirs des délégués turcs ne regardaient pas la République; ils s'en excusèrent en disant qu'au moment où ces papiers avaient été délivrés, on ne pensait pas encore à la paix avec Venise. Ils exhibèrent cependant devant les médiateurs une addition à cet acte, qui était cependant „si plein d'expressions tellement injustes et peu appropriées à la dignité de la République, qu'ils refusèrent de la faire voir aux alliés“ [2]. La Seigneurie était accusée d'avoir déchaîné, par le seul sentiment de la haine qu'elle aurait portée aux Turcs, les hostilités de la part de l'empereur. Et le narrateur, qui connaissait bien le fond de la pensée turque, explique ce ton par le caractère hautain de la nation et aussi par leur habitude traditionnelle de sembler accorder, non pas une vraie paix comme entre égaux, mais bien un acte de grâce à des inférieurs [3]. On

un seguito di sopra seicento uomini tra domestici e soldati, avendo avuto ordine preciso dalla Porta di comparire con questa pompa; ma, o per la difficoltà dei viveri o per qualche prudente riflesso che gli facessero i mediatori, si persuase ben presto a rimandarne la metà al proprio paese.

Si era divulgato ch'egli fosse venuto come in figura d'aggiunto ai plenipotenziarj, giusto quanto avea scritto il mediatore ollandese da Sofia nella sua lettera di sopra registrata; ma si vide poi ch'egli non entrava nelle conferenze e veniva più tosto a dare splendore all' ambasciata, prestare agli ambasciatori qualche informazione e consiglio coll' opera ancora dei di lui dragomanni; *ibid.*, p. 57.

[1] Voy. notre *Istoria Românilor*, VI.

[2] Bianchi, p. 59.

[3] *Ibid.*, pp. 59-60.

exigea donc du côté des alliés un nouveau document, dans toutes les formes dues et portant la signature du Sultan. Ceci fut aussitôt accordé, mais les Turcs insistaient pour que les négociations ne soient pas retardées par l'attente de ces nouveaux pouvoirs. Les Impériaux, qui continuaient leur concentration militaire, se rendirent compte que ce n'étaient pas eux qui devaient perdre à ces ambages.

Une lettre du Vizir à Collyer, datée du 9 mai, était faite pour écarter ces inquiétudes. Il tenait compte des mouvements de troupes annoncés par les Impériaux et ajoutait que des ordres pareils ont été donnés de son côté, mais qu'il faut penser surtout à la paix, qui est si nécessaire. Quant à la participation des Vénitiens à ces négociations, il faisait observer qu'on n'y avait pas pensé, comme „aucunes affaires n'existaient pour en traiter secrètement avec cette République"; seulement, les Vénitiens ayant „prié" l'empereur de soutenir leur requête, il a bien fallu les accepter eux aussi. Mais le Sultan ne s'était pas décidé aussitôt à le faire. Les capitaines vénitiens détenus aux Sept Tours seront désormais mieux traités, grâce à l'intervention de cet ami et médiateur qu'était le Hollandais [1]. L'empereur ne manqua pas de préciser qu'il s'„intéressait" à l'affaire des Vénitiens, bien qu'il n'eût pas „intervenu" en leur faveur.

Le 20 mai arrivait une nouvelle lettre de Mohammed-Pacha [2], qui venait d'être nommé Vizir le 9 du mois: elle était adressée à Eugène de Savoie lui-même. Le Vizir confirmait sa décision, manifestée déjà auparavant, d'arriver à la conclusion de la paix [3]. On s'expliqua le ton si doux de cette missive par l'influence, qui continuait à s'exercer, du favori Ibrahim et par le manque de qualités militaires du nouveau grand dignitaire.

Du côté des Impériaux, on ne consentit pas même avant l'arrivée des nouveaux pouvoirs à fournir leur part pour la construction de la maison où devaient se rencontrer les négociateurs. On refusait la ligne demandée par les Turcs pour définir la „neutralité"; on faisait avancer vers Semlin toutes les troupes sauf ce qui pouvait être nécessaire, en Croatie, pour l'entreprise

---

[1] *Ibid.*, pp. 64-66. Un extrait de la lettre de Collyer; *ibid.*, pp. 66 67.
[2] Voy. Iorga, *loc. cit.*, p. 356.
[3] Bianchi, pp. 68-70.

de Bihatch; on entreprenait la construction d'un nouveau pont à Orsova, d'autres sur la Morava, l'érection de nouveaux murs de défense à Ada-Kaleh. La flotte impériale transportait sans cesse des matériaux de guerre. On parlait de l'intention d'occuper Nicopolis, Vidine, dans cette région, Zvornik, en Bosnie, où l'ennemi avait fait une tentative, d'une attaque contre Nich elle-même.

Enfin, le 2 juin arrive l'acte si instamment réclamé du côté des chrétiens. Comme le Grand Vizir, qui annonçait son départ pour l'armée, ne pouvait pas cacher qu'elle n'était pas encore réunie, il avait fallu passer par toutes les conditions des Impériaux, et l'auteur assure, avec un légitime orgueil, que la plénipotence qu'il reproduit en entier était *la première que jamais un Sultan eût consenti à signer*[1]. *Elle était cependant rédigée sous la forme d'un ordre adressé à ses serviteurs: Ibrahim, créé Grand Vizir, et Mohammed. Et l'initiative des négociations était rejetée sur les représentants du roi d'Angleterre et des États „belges"*[2].

L'*uti possidetis* n'était pas cependant accordé aux Vénitiens aussi, et les Turcs refusèrent de s'engager pas dessus leurs instructions. Du côté des alliés, on se concerta dans le sens que, se présentant dans leur tente —, et les Turcs attendaient dans la leur, celle des négociations étant au milieu —, on n'avancera pas d'un seul pas sans que cette question pendante eût été elle aussi dûment réglée.

Dans ces conditions, on commença les négociations le 5 juin, jour de la Pentecôte[3]. L'Anglais parla le premier, puis Virmond. On refusa aux Turcs le droit de revenir sur ce que leur maitre venait déjà d'accorder. Il s'agissait maintenant de Venise seule. Comme, de l'autre côté, on recommença à accuser la politique provocatrice de la Seigneurie, Talman prit la parole pour rejeter la responsabilité sur les Ottomans eux-mêmes, qui devraient ne plus parler de la Morée comme leur ayant été jadis

[1] Le texte; *ibid.*, p. 75 et suiv.

[2] *Ibid.*, pp. 75-78. Suit l'acte de plénipotence délivré le 20 avril, au nom de Charles VI, qui parle, bien entendu, des instances turques pour la paix. Dès le 12 mars la Seigneurie avait déclaré, en nommant Ruzzini, qu'elle le fait ayant appris l'ouverture des négociations entre Impériaux et Turcs; *ibid.*, pp. 82-83. Les offres de médiations du roi Georges et des Hollandais (p. 83 et suiv.) sont déjà du 28 octobre et du 14 novembre 1717.

[3] Cf. Iorga, *Gesch. des osm. Reiches*, IV, p. 356.

ravie, mais penser plutôt aux compensations qui étaient dues à la République. Un protocole fut donc rédigé pour lui promettre „la restitution ou bien la compensation [1]".

Les Impériaux voulaient en plus qu'au *uti possidetis* soient ajoutées des „adjacences" et qu'on leur livrât les rebelles hongrois, François Rákóczy, Bercsényi et les autres, et on leur promit que, la paix une fois conclue, on les expulsera. Ils revinrent cependant à la charge pour expliquer que, ayant Belgrade, ils prétendent à la cession de toute la Serbie: en même temps les troupes d'Eugène de Savoie se mettaient en mouvement. Les Turcs, effrayés, demandèrent alors des instructions. Mais ils durent accepter l'abandon des places de Bosnie et même se soumettre à une autre exigence: celle d'admettre que Ruzzini aussi apparaisse en vainqueur, entouré de soldats allemands, et ne cédant à aucune prétention en fait de cérémonial. Ils se bornèrent à laisser observer que, après la perte de la Morée, on aurait pu s'entendre aussi „dans une autre forme". Sans broncher, Ruzzini demanda la restitution des places, comme Suda, Spinalonga et les deux îles que les Turcs „n'avaient pas eu l'intention de s'annexer", et puis, si la Morée ne peut pas être rendue, il faudrait accorder en guise de compensation tout ce qui en Albanie, comprenant Vallona avec son territoire, s'étend jusqu'au lac de Scutari, avec Scutari même, ainsi qu'avec Antivari et „le nid de pirates", — et sur ce point l'Anglais abonda —, Dulcigno. En outre la République, devra conserver ses conquêtes: Butrintò, Prévésa, Vonitza et le Xéroméro qui en dépend. On avait passé par dessus les conditions même indiquées par le Sénat. Les pauvres Turcs durent subir aussi une leçon d'histoire, corroborée par Sutton, sur les droits antérieurs à toute conquête ottomane que les Vénitiens avaient sur ces régions.

On ne les lâcha pas dans les rencontres qui suivirent. Cachant les difficultés qu'aurait eues le prince Eugène d'entrer en campagne avant la fin de juin et le prétendu danger de la descente d'une grande armée espagnole en Sardaigne, on brusqua les choses, demandant une prompte résolution, qui n'était pas possible, et on ajouta la demande de cession concernant la Valachie entière (19 juin) [2], puis aussi de la Moldavie, avec la des-

[1] Bianchi, p. 92.

[2] Avec Iorga, *Actes et fragments*, I, pp. 339-340, Bianchi p. 106.

truction de l'importante place de Hotin. En vain montra-t-on de nouvelles lettres d'Ibrahim, qui ordonnait qu'on s'en tînt à l'*uti possidetis*. Il fut question ensuite de la nouvelle forteresse de Novi et de celle, si importante, de Bihatch, les Impériaux se montrant disposés à abandonner la Serbie; se voyant refusés, ils revinrent aux prétentions sur les pays roumains. De leur côté, les Vénitiens parlaient de Sainte-Maure et d'une nouvelle frontière balcanique (22).

Mais ce qui poussait les Impériaux, qui continuaient à se donner l'air d'être cependant intraitables, c'était la situation en Occident. Des nouvelles arrivaient que le roi bourbon d'Espagne et son ambitieux et actif ministre, Alberoni, auquel le Pape refusait la pourpre cardinalice, a déjà en Sardaigne 24.000 fantassins et 6.000 cavaliers, qu'il dispose de vingt-huit à trente vaisseaux de ligne, qu'il veut envahir le royaume de Naples, que les efforts des gouvernements anglais et français de le retenir peuvent échouer, qu'on ne pouvait pas trop compter sur un concours de la flotte anglaise dans ces eaux italiennes, que peut-être la France et surtout le duc de Savoie ont-ils déjà conclu un traité secret avec cet ennemi permanent.

On n'avait donc plus la liberté d'une nouvelle action militaire dans les Balcans, et on se rappelait l'expérience de la guerre précédente, pendant laquelle le marquis Louis de Bade, s'étant avancé jusqu'à Sofia, avait dû se retirer jusqu'à Nich, où, du reste, la région, de vaste plaine, n'était pas facile à garder. C'est en vain que les envoyés vénitiens assuraient que la République dispose d'une admirable flotte avec tout ce qu'il faut pour un débarquement capable d'intimider les Turcs.

De cette façon les Impériaux arrivèrent, le 26 juin, après une discussion qui ne dura pas moins de six heures, à abandonner la plupart des prétentions qui s'étaient ajoutées peu à peu à celles du début. Du côté turc, on se rendait bien compte que la situation n'était plus la même. C'est pourquoi on en agissait presque brutalement à l'égard des Vénitiens, leur conseillant d'être contents qu'ils sont admis à ces négociations, leur offrant la réduction des droits de douane de 5 % à 3 %, comme pour les Français et les Hollandais. On leur demanda la restitution de Prévésa et de Vonitza en échange pour Cérigo. La frontière demandée dans les Balcans n'était plus acceptée et on réclamait pour l'Empire ottoman la possibilité d'avoir, comme jadis, le voisinage

immédiat avec la petite république de Raguse, du côté de Castelnuovo et de la rivière de Narenta. En échange, les Vénitiens étaient disposés à sacrifier toutes leurs autres prétentions pourvu qu'on leur donne Dulcigno, avec Antivari, places que Talman considérait comme étant de la plus haute importance, de sorte que les Turcs n'auraient jamais la possibilité de les céder. Sutton ne manquait pas de soutenir les intérêts de la République et Collyer ajoutait ce qu'il pouvait, étant donné que son mauvais état de santé le tenait alité.

Bien que les Anglais eussent déclaré à la Cour de Madrid que leur flotte est prête à intervenir en Italie, les plénipotentiaires ottomans furent encouragés à résister par la nouvelle qu'enfin l'armée du Sultan est prête à quitter Nich; ils rappelaient aux Impériaux la retraite de Louis de Bade et la catastrophe du Tzar sur le Pruth, alors que l'armée du prince Eugène était très mal pourvue à Semlin.

Dans de nouvelles discussions, au commencement de juillet, avec les Turcs, Ruzzini se montra donc disposé à modifier ses conditions en ce qui concerne les places qui devaient être restituées ou annexées en guise de compensation pour la Morée. Il fallut bien, sous l'impression des fausses nouvelles que l'armée turque avance en Albanie et la flotte du Sultan est prête à attaquer, se contenter des trois places d'Albanie, avec un pourtour assez peu important. On arriva ainsi au traité du 12 août.

Le narrateur ajoute que la pompe déployée à cette occasion du côté turc aurait été plus brillante sans le départ de Maurocordato avec les siens[1]. La lecture des textes fut donnée par un autre Phanariote, le drogman turc Drako Soutzo, dont la lignée devait arriver aux trônes roumains[2]. L'empereur avait gagné le Banat et les régions du Nord de la Serbie, ainsi que la liberté du commerce sur le Danube et dans la Mer Noire, Venise devant se contenter de bien peu, en fait de territoires.

C'est pourquoi on crut nécessaire la rédaction de cet ouvrage, qui devait fournir l'explication de ce qui était au fond une défaite et une humiliation, les derniers restes de la domination en

---

[1] E sarebbe stata più piena ancora la loro comparsa, se pochi giorni prima non fosse partito il principe di Vallachia col riguardevole suo seguito; *ibid.* p. 158.

[2] *Ibid.*

Crète et dans l'Archipel étant liquidés, sauf la „porte d'entrée" qu'était Cérigo. Mais sans doute la dignité de la République était sauvée et son commerce avait sensiblement gagné[1].

II.

Sur la politique autrichienne à l'époque de Marie-Thérèse.

Pendant tout son long règne, Marie-Thérèse, tout en cherchant à gagner sur les Turcs, évita tout conflit avec l'Empire Ottoman. Les rapports vénitiens résumés et publiés en partie par Antonio Matscheg, dans son ouvrage posthume, *Storia politica di Europa dal cominciare del regno di Maria Teresa allo sciogliere della convenzione di Kleinschnellendorf* (Belluno 1896), aident à élucider certains moments de cette attitude habilement cauteleuse de la diplomatie viennoise.

Dès le début, lorsqu'il n'y avait à traiter que, le lendemain de la paix, malheureuse, de Belgrade, l'évacuation de cette place forte, le secrétaire d'État français Amelot recommandait aux Autrichiens de se bien garantir de ce côté par une attitude de conciliation, d'autant plus que l'ancien médiateur de la paix, l'ambassadeur de Villeneuve, ne jouissait pas auprès du nouveau Grand-Vizir de la même faveur qu'auprès de son prédécesseur[2]. Mais le cardinal de Fleury lui-même, pressenti par Antiochus Cantemir, ambassadeur de la Tzarine Anne, l'assurait qu'en cas de conflit entre les intérêts de la reine et ceux du Sultan, la France remplira, comme garante du traité, tout son devoir[3]. Or, les conseillers de l'ennemi permanent qui surgissait à Marie-Thérèse dans la personne de Frédéric II, Podewills et Schwerin, voyaient la possibilité d'employer contre celle qu'on voulait dépouiller les Turcs eux-mêmes et, à savoir, en employant l'influence française[4].

De leur côté, les Turcs, ainsi que le montre bien le rapport envoyé par l'ambassadeur ottoman à Vienne, considérèrent la mort de Charles VI comme le châtiment dû à celui qui avait rompu la paix avec le Sultan pour essayer de lui arracher de nouvelles provinces, alors qu'il avait déjà été puni en perdant celles qu'il

[1] Sont ajoutés les textes même des traités.

[2] Rapport de France, 1740; p. 36, note 1.

[3] *Ibid.*, p. 37, note 1.

[4] D'après la *Politische Korrespondenz*, I, p. 74 (29 octobre 1740).

avait à peine acquises; il en adviendra ainsi de tous les ennemis de l'Empire ottoman. Les exécuteurs près de Belgrade du récent traité s'étaient bornés à annoncer cet événement, dont la connaissance fut transmise aussitôt à l'internonce, empêchant que la nouvelle s'en répande avant d'avoir reçu une information plus sûre. Mais, en causant avec de Villeneuve, qui défendit, bien entendu, la validité de la Pragmatique Sanction, le Grand Vizir, d'attitude très pacifique, avait glissé des dôutes sur la validité de cet acte[1].

Le drogman Alexandre Ghica présenta ensuite ses condoléances, mais il accourut aussitôt chez l'ambassadeur de Russie pour se rendre compte si l'alliance avec l'empire des Habsbourg a des chances de se maintenir. On l'assura qu'il en sera aussi. De sorte que ceux qui avaient assez à faire avec la guerre de Perse durent abandonner les visées sur le Banat de Temeschwar, perdu à la paix précédente[2]. Néanmoins, l'internonce crut devoir parler à de Villeneuve sur des possibilités qui surgiraient du côté des Turcs et il fut assuré, que sans pouvoir nier qu'une certaine mauvaise intention existe, on a déjà parlé dans ce sens à Ghica[3]. Les ministres du Sultan étaient conseillés dans un autre sens par l'ambassadeur de Naples et par le célèbre Bonneval, qui mettait en vue la révolte des Hongrois, comme à l'époque du jeune Rákóczy[4].

L'appui de la France elle-même, jadis accordé pour faire abandonner par Charles VI la Lorraine, pourrait bien être retiré, si elle croit pouvoir gagner le Luxembourg[5]. On ajoutait que l'époux de Marie-Thérèse rencontrera pour l'Empire la concurrence non seulement de ce duc de Bavière qui s'intitulera Charles VII, mais aussi celle du roi de Pologne, Auguste, que la Russie soutiendrait, espérant que le royaume puisse devenir une récompense pour Biren, le favori de l'Impératrice[6].

Pour le moment, cherchant toute occasion pour être désagréables dans les rapports journaliers, les Turcs tardaient à reconnaître la fille de l'empereur mort comme reine de Hongrie

[1] Matcheg, p. 47, note 1.
[2] *Ibid.*, p. 49, note 1.
[3] Novembre 1740; *ibid.*, p. 50, note 1.
[4] *Ibid.*, p. 51, note 1.
[5] *Ibid.*, p. 54, note 1.
[6] *Ibid.*, p. 56, note 1.

et de Bohême. Le bailli vénitien croyait déjà découvrir une certaine froideur par rapport aux intérêts autrichiens de la part de l'ambassadeur de France [1].

Bien qu'elle ne se doutât pas de ce côté au moins, la reine de Hongrie crut nécessaire de faire sortir de prison les deux généraux auxquels était due la grande défaite de Grodzka, qui avait amené la perte de la Serbie, Neipperg et Wallis, l'ancien gouverneur de la Transylvanie [2]. La mort, arrivée encore en novembre, de la Tzarine Anne ouvrait la possibilité d'un changement total de politique de la part de la Russie elle-même, qui avait été jusque là l'autre appui à l'égard des Turcs. Même avant cet événement, le roi de Pologne, concurrent à l'Empire, était si sûr de son fait qu'il proposait une alliance formelle au roi d'Espagne [3].

Déjà en décembre les Turcs, qui étaient poussés aussi par le ministre de Suède, laissèrent connaître leurs intentions. Ils refusèrent, d'abord, de reconnaître, avant la France, et l'Angleterre, l'internonce Ulefeld comme représentant d'un nouveau règne, et il put répondre que l'ambassadeur turc à Vienne n'était pas accrédité pour l'Empire, mais pour les royaumes héréditaires. Puis ils firent entendre quelles seraient les conditions pour laisser tomber toutes ces réserves: rendre au Sultan la place-forte insulaire de la „Nouvelle Orsova", Ada-Kaleh, en agir de même concernant telle „langue de terre en Bosnie" et, en fin de compte, revenir aux frontières de 1699. Le refus le plus absolu fut, naturellement, opposé à ces prétentions aussi inattendues qu'offensantes [4].

Du côté russe, Cantemir revint à la charge auprès de Fleury pour servir la jeune reine, mais il se butta à des appréhensions qu'il rejeta énergiquement —, l'Impératrice est morte, mais l'armée reste —, sur l'avenir même de cet autre Empire [5].

L'attaque de Frédéric II montra que Marie-Thérèse n'a pas d'alliés, Biron ayant réussi à conclure un traité avec le roi de

[1] *Ibid.*, p. 57, note 1. Cf., d'après un rapport anglais, publie par Coxe, dans l'*History of the house of Austria*, II, p. 226, *ibid.*, p. 62.

[2] *Ibid.*, p. 67.

[3] *Ibid.*, p. 100, note 2.

[4] *Ibid.*, p. 104, note 1; p. 105, note 1. Cf. Iorga, *Gesch. des osm. Reiches*, IV, pp. 449-451.

[5] Matscheg, p. 106, note 1. En Espagne aussi on croyait à la possibilité de difficultés avec la Porte; *ibid.*, p. 122, note 1.

Prusse, sans que pour cela on eût renoncé à reconnaître la Sanction Pragmatique, mais la Porte ne crut pas qu'elle pourrait se risquer dans une nouvelle guerre de récupération. Les espérances du côté de la Hongrie s'étaient évanouies, et on ne put jamais reprendre l'ancien jeu avec les „nationalistes" magyars. Les Turcs ne s'émurent pas même quand ils apprirent que par le traité qui faisait passer la France du côté de l'envahisseur la dernière et la plus sûre garantie de la paix de Belgrade tombait.

Engagé par la faible Suède seule à entrer en guerre, le Grand Vizir Elhadch-Achmed, qui ne pouvait pas donner une fin honorable à la guerre de Perse, rassembla en janvier-février 1741 deux Conseils de ministres, en présence du Sultan, pour trouver un appui à sa ferme intention de rester neutre pendant cette nouvelle guerre européenne. Il avait fait demander si, étant donnée la mort de Charles VI et celle de la Tzarine, il ne faut pas reprendre le conflit avec leurs successeurs[1]: les militaires étaient de cette opinion, d'autant plus que ces Souverains eux-mêmes avaient montré un complet manque de loyauté: on pourrait facilement reprendre le Banat à l'„archiduchesse", que la Russie n'aiderait pas, et en revenir aux frontières de 1699. Mais les membres du clergé objectaient le devoir de tenir parole. On s'arrêta sur la politique d'expectative pour connaître les intentions de la France, non sans suivre le conseil, donné par Bonneval, de jeter 10-12.000 hommes en Serbie. Les princes de Moldavie et de Valachie envoyaient des nouvelles encourageantes sur la situation générale en Europe. On laissa donc tomber de nouveau les négociations reprises avec l'internonce, tout en renonçant à la demande d'Ada-Kaleh, le tout se bornant désormais à la „langue de terre" en Bosnie[2] et, en plus, quelques petites îles sur le Danube.

---

[1] *Ibid.*, pp. 26 et suiv.

[2] Sur laquelle des reuseignements abondants dans le rapport du bailli vénitien; *ibid.*, p. 434 et suiv. Le drogman Ghica paya de sa tête une divergence de textes à ce sujet. Au mois de mai on discutait avec l'ambassadeur de Russie, Roumientzov, et avec le secrétaire permanent, Néplouiev, sur le compte du titre impérial et de la démolition d'Azov; *ibid.*, pp. 441-442. Le baïle fait l'éloge des qualités d'intelligence du Vizir et de son adversaire, le Réis-Effendi, Raguib, qui, fort de l'appui du Kizlar-Aga, put se maintenir; *ibid.*, p 462. Sur la suite de ces négociations en septembre, *ibid.*, pp. 465-466.

On en arriva à conclure le dernier acte de la paix avec la reine-impératrice, qu'on avait donc consenti enfin à reconnaître [1]. Mais la politique française, servie par le successeur de Villeneuve, de Castellane, réservait, en encourageant les Turcs à de nouvelles observations sur cette convention finale, des possibilités de complications en Orient dont, le cas échéant, on aurait pu se valoir.

Aussi les négociations avec les Suédois, qui allaient jusqu'à offrir des subsides, furent-elles continuées en mai, et bientôt, en août, Saïd-Effendi, envoyé en France, eut-il la mission d'abonder dans le sens de cette alliance. On gagna au moins une nouvelle convention, très favorable, avec la Russie [2]. Mais l'alliance offensive et défensive désirée par la Suède ne fut pas conclue.

Marie-Thérèse n'avait donc plus rien à craindre de ce côté; elle était libre de refuser aux Hongrois l'union de la Transylvanie, conquise par les armes, avec leur Hongrie, qui avait gardé toujours sous les Habsbourg son individualité politique. En Russie, l'avènement de la Tzarine Élisabeth devait donner un autre pli aux alliances.

III.

Un témoin français de la faillite de l'alliance austro-russe contre l'Empire ottoman en 1788-91.

On ne s'est pas arrêté sur les notes précieuses de vie moldave à la fin du XVIII-e siècle que donne, dans ses *Mémoires*, publiés par M. Jacques Rambaud (Paris 1912), le comte Roger de Damas, que les hasards de sa vie amenèrent à prendre service dans les armées du Tzar, en camarade de Langeron et du prince de Ligne (un beau portrait de lui ne peut guère être l'oeuvre d'un „bas-officier *(sic)* russe", travaillant devant la forteresse assiégée d'Otchakov).

Le récit commence par cette campagne contre les Turcs dont le charme exotique avait attiré le jeune Français. Il rencontre en chemin le prince d'Anhalt-Bernbourg, cousin de Catherine II. En janvier 1788 il était à Varsovie, près du prince de Ligne. C'est là qu'il reçut la nouvelle de son admission par l'impéra-

[1] *Ibid.*, p. 326.
[2] *Ibid.*, pp. 326-328.

trice. Il rencontre ensuite ce prince de Nassau-Siegen qui s'était rêvé roi du Dahomey africain: il devint commandant de la flotte russe, alors que de Ligne essayait de faire marcher ensemble les Impériaux des deux façons. Potemkine cherchait, du reste, à Paris, un chirurgien et des ingénieurs (les Turcs en avaient déjà, comme Lafitte) : il en gagna un, Marolles, qui était cependant des ponts et chaussées.

En avril, de Damas eut la permission de suivre le jeune amiral à Cherson, d'où on se dirigea sur Otchakov. A Kilbourn il fait la connaissance du célèbre Souvorov, général en chemise, qui écrit à telle dame de Paris une longue lettre incompréhensible, et qui dîne, c'est-à-dire boit, dans une cabane à six heures du matin, avec des invités. On l'emploie, en mettant à sa disposition aussi tel capitaine de bateau grec, sur lequel on parle italien. Un pirate écossais, plus tard au service de l'Amérique, faisait partie, lui aussi, de la compagnie.

Le jeune Français assiste à la défaite par le prince de Nassau d'une flotte turque du capoudan Hassan, à côté de ce Ribas, de fait Joseph Boujon, né d'un père espagnol à Naples et devenu lui aussi amiral dans cette armée d'une composition si étrangément bigarrée. C'est dans ces rangs que Koutouzov, qui devait conclure en 1812 la paix de Bucarest, eut la tête traversée par un boulet, et se sauva. Des Arnautes, venus de Moldavie, servaient eux aussi dans ces rangs.

De Ligne partit pour l'armée de Moldavie, commandée par Roumientzov, et Nassau-Siegen, en conflit avec le favori, pour la Pologne. Ils entendaient désapprouver ainsi le système de guerre ignorante de Potemkine, qui ne faisait que sacrifier sans résultat important des milliers de soldats. Aussitôt l'amiral Hassan ravitailla de nouveau, le 1-er novembre, la place si gauchement attaquée depuis des mois. Par le terrible froid, la situation de l'armée que Catherine avait livrée sans aucune surveillance à son amant devenait catastrophale ; par suite du manque complet de fourrages, presque toute la cavalerie avait dû être renvoyée; on brûlait voitures et charettes pour se réchauffer.

Cependant l'opiniâtreté de Potemkine n'en fut pas touchée : il retint près de lui, amant de ses six nièces, filles de sa soeur, celle qui était mariée au grand général de Pologne, Branicki, et qu'il mènera avec lui aussi à Jassy, où elle fera figure de

reine. Personne n'osait s'opposer à la volonté, mal dirigée, de celui qui, „inviolable, était à lui seul l'âme, la conscience, le pouvoir de l'impératrice et ne s'asujettissait en conséquence à aucune des lois dictées par le devoir ou la raison“[1]. L'insolent favori s'occupait plutôt des affaires de France et, critiquant l'idée d'assembler les États généraux, il déclarait à de Damas que, à la place de Louis XVI, il ferait couper bien bas la tête malfaisante d'un Necker.

Malgré la connaissance qu'il avait de la résistance dont étaient capables les Turcs, il décida de prendre d'assaut, qu'elle qu'en soit le prix, la place meurtrière. Une première tentative fut faite aussitôt après le départ de la flotte du capoudan-pacha. Les Cosaques s'en chargèrent, se jetant à grands cris sauvages contre les murs fortifiés par la science des ingénieurs français. Ils réussirent à prendre l'île de Bérézane, sur le Dniéper, dont la défense était ridicule. Le jour de la Saint Nicolas se déclancha enfin l'assaut général qu'avait retardé pendant si longtemps la présence de la flotte ottomane. Dans deux heures, d'un admirable élan, Otchakov fut prise; de Damas ne peut pas oublier tout ce qui fut dû, à la porte de Stamboul, à son initiative.

L'officier français croit que, dans ses lenteurs calculées, Potemkine avait pu avoir en vue d'arrêter l'avance des alliés autrichiens, qu'il n'aimait guère, et de retenir l'élan de Roumientzov du côté du Danube[2].

Avec le prince généralissime et deux des „charmantes nièces“ de Damas put se rendre, au milieu des plaisirs savamment préparés, à Pétersbourg. Il y restera jusqu'au mois de mai de l'année 1789. Potemkine venait d'écarter dans l'armée de Moldavie Roumientzov et s'était porté son successeur. Les Autrichiens se trouvaient sur ce front dans une très mauvaise position, due à leur manque d'initiative, à leur lenteur et, selon notre narrateur, aussi à „l'esprit brouillon de Joseph II“, qui aurait passé par dessus les conseils du maréchal de Lascy, un Irlandais venant à la suite de la longue série d'Occidentaux auxquels est due la gloire, parfois aussi les revers, du règne de Marie-Thérèse. Potemkine était bien décidé à laisser, cette année encore, sans appui réel les Autrichiens[3].

---

[1] P. 72.
[2] P. 87.
[3] Voy notre *Histoire des Roumains*, vol. VII.

Le Grand Vizir put donc s'avancer en juillet, et, du côté russe, on craignait un coup de main sur Otchakov, à peine conquise, et sur cette bourgade de Hadchi-beg, où devaient s'élever bientôt les fondations d'Odessa. Tout de même le commandant en chef se tenait encore à Ovidiopol, au-delà du Dniester, et on ne faisait que penser à l'envoi en Moldavie de Repnine et d'Elmpt. Au lieu de perfectionner le système, strict, de Roumientzov, on laissait tout déchoir. Le favori entendait jouer ainsi un mauvais tour à celui dont la réputation méritée le rendait jaloux.

Ce n'est qu'assez tard en automne que, pour pouvoir présenter à l'impératrice un nouveau brillant fait d'armes, Potemkine donna l'ordre de prendre à tout prix cette place de Bender (la Tighinea moldave, sur le Dniester, près de laquelle s'était morfondu, à Varnitza, Charles XII). Il ne fallut pas plus de douze jours pour avoir la cité bessarabienne, mal fortifiée.

Le conquérant à si peu de frais alla se loger, en futur roi de Dacie, — de Damas ne savait rien des préparatifs diplomatiques pour cette couronne sur les Roumains —, à Jassy, dans les environs de laquelle végétait Roumienzov, disgrâcié par le distributeur des places et faveurs; il employait ses vacances, en bon Oriental, lui aussi, en restant au lit, „plutôt par singularité et caprice que par maladie". „Il me parut avoir le caractère aussi dissimulé qu'aigri et tous les dehors de la fausseté et d'une finesse affectée[1]". Par Cernăuţi, maintenant autrichienne, grâce à la trahison, bien payée, du même Roumientzov, le jeune colonel français se dirigea vers Vienne.

Après avoir pu apprécier ce que le régime de la „liberté" avait donné à son pays, le représentant d'une classe vaincue par son manque de solidarité et de sens politique, endossera, sur le même théâtre de guerre, en mai 1790, l'habit d'uniforme autrichien, lui qui avait porté la redingote verte et les pantalons rouges de l'armée russe. Mais pour cela il n'avait pas manqué à la parole qu'il avait donnée, de revenir à cette dernière; seulement, comme, à Vienne, le nouvel empereur, Léopold II, auquel il apportait une lettre de sa malheureuse soeur, la reine de France, lui avait recommandé d'aller visiter les corps de Clerfayt, un Belge, et du prince de Cobourg, dont chacun préparait une

[1] P. 118.

offensive, l'un contre Vidine, l'autre, déjà établi à Bucarest, un peu dans les bagages de l'armée russe victorieuse, contre la place-forte de Giurgiu, il crut pouvoir, et devoir, faire ce détour.

De Damas passe donc par Mehadia, où Joseph II en personne avait été rudement battu par le Grand Vizir Youssouf. Voici la façon dont il décrit cette bataille perdue par les Autrichiens: „Sa gauche à Mehadia et sa droite à Weisskirchen (Biserica Albă), sur l'avis qu'il allait être attaqué par l'armée du Grand Vizir, il fit dans toute sa précision le commandement de *sauve qui peut* et, passant tous les défilés de Mehadia, il ne put rassembler les pièces de son armée qu'à Sakal *(sic)*, en laissant la rivière de Témès (Timiş) entre lui et les Turcs, qui l'avaient poursuivi jusqu'à Caremsbey (Caransebeş)" [1]. A Orsova, assiégée vainement de novembre 1789 à avril 1790, il put constater qu'„elle ne s'était rendue que faute de vivres, après avoir ruiné l'armée autrichienne en maladies et lui avoir fait consumer une quantité innombrable de munitions de guerre... L'on porte à quatre-vingt mille hommes la perte que les Autrichiens ont faite, tant par les maladies que par le feu, dans les deux campagnes qu'ils venaient de terminer dans cette partie."

A l'armée de Clerfayt, de Damas trouve le contre-ordre, venu de Vienne, qui arrête l'attaque contre Vidine, à laquelle on s'était préparé aussi en rassemblant une bonne flottille. Celui qui s'était dirigé sur Bucarest, s'empressa donc d'accourir à Giurgiu, où il espérait qu'on allait se battre sous les ordres des généraux allemands Thurn et Lauer. Il assista à la scène lamentable d'une déroute générale, due à une surprise par les Turcs, Thurn ayant été tué et décapité. L'adjutant-général Fischer, conseiller tout-puissant, „gouverneur de ce malheureux enfant", essaya d'empêcher un désastre. 15.000 hommes restèrent à regarder pendant toute une nuit les vainqueurs à si peu de frais. On eut l'air ensuite, après avoir reconstitué les unités entremêlées par la panique, de défier, en offrant une seconde bataille, un ennemi qui, de son côté, eut la prudence de ne pas poursuivre un pareil succès: les troupes turques n'étaient, du reste, qu'au nombre de 4.000.

On finit par se retirer devant un danger imaginaire. Le siège avait été levé et on avait perdu toute l'artillerie. Le général Lauer,

[1] P. 132.

tiré à grande peine de son „état de stupeur et d'abattement", expliquait tout par un manque de cohésion avec les réserves qui devaient secourir les tranchées envahies [1]. Le jugement de l'officier français est aussi juste que sévère : „Si quelque chose a dû entraîner un résultat aussi fatal et extraordinaire, c'est le peu de discipline, le désordre indéfinissable qui régnaient dans ce corps d'armée, où le peu de moyens des principaux chefs ne suffisait même pour la subordination, si essentielle à obtenir dans tous les échelons de l'armée... Le général du génie Lauer méritait d'être cassé", — comme jadis ceux qui avaient perdu Belgrade et auxquels Marie-Thérèse avait restitué leurs commandements [2]. Et il ajoute, pensant aussi aux campagnes que Josias, prince de Cobourg, allait perdre contre la Révolution française : „Le maréchal Cobourg méritait d'être pensionné comme incapable, comme le plus inepte de tous les généraux de l'empereur". Ce dernier prétendait pouvoir rétablir la situation, mais objecte que, pour le moment, il n'avait pas de canons. Il craignait les rapports qui en pourront être faits au camp russe. „Je réfléchissais avec peine sur les vicissitudes qui faisaient d'un traité stipulé entre deux Puissances un résultat d'opérations aussi peu utiles à la marche des affaires, aux plans qui leur avaient servi de base et qui coûtaient sans profit tant de monde et d'argent aux deux empires [3]".

A travers les pays roumains, de Damas arrive à Jassy le 13 juin et il y trouve Potemkine, un peu désemparé, dans une maisonnette voisine de la ville et pareille à celle où avait vécu Roumientzov : le Français avait été présenté par l'envie russe comme ayant cherché service chez les Suédois, avec lesquels l'impératrice était en guerre !

En juillet, les troupes repassèrent en Bessarabie, s'arrêtant d'abord sur la rivière du Bâc, sous une chaleur épouvantable dans cette steppe bessarabienne poudreuse ; des maladies éclatèrent. Or, on resta deux mois entiers sans aucun plan à quatre heures de Bender conquise. Mais on était satisfait de ce que le prince de Nassau venait d'être complètement battu par les Suédois.

Enfin, dans un complet désarroi financier, qui s'ajoutait aux

[1] Pp. 135-137.
[2] Voy. plus haut.
[3] P. 138.

autres, fut décidée l'attaque facile contre la place d'Akkerman, qui n'avait que les vieilles fortifications de la Cetatea-Albă des princes de Moldavie, de sorte qu'elle fut aussitôt livrée, et contre celle de Chilia, qui n'était pas mieux fournie. Les généraux Müller et Samoïlov devaient emporter d'assaut cette dernière forteresse. Mais ce dernier, „fort gros, fort grand et très lourd" et qui pérorait, par dessus le marché, étant tombé par un faux pas et ayant été foulé par les régiments qui allaient à l'assaut, il en résulta une abominable confusion de plusieurs heures, de Damas devant prendre le commandement pour mettre fin à un combat absurde entre les différents éléments de l'armée (17 septembre). Le lendemain, le vieux Müller recevait une balle en pleine poitrine. Potemkine rappela le pauvre Samoïlov et confia à Goudovitch la charge d'en finir avec une affaire devenue, malgré l'incontestable valeur des soldats, ridicule. Le 29 cependant, de nuit, les Turcs offrirent de capituler.

Comme Potemkine ne faisait pas de prisonniers, les garnisons turques, libérées, se concentreront sur la place, vraiment forte, d'Ismaïl, qu'on hésita longuement à attaquer. Il fallut un ordre formel de l'impératrice, abandonnée par Léopold II, qui voulait sa paix à lui à tout prix, pour imposer au général en chef, qui s'était abandonné aux femmes, de s'en prendre à cette dernière place, dont la prise sanglante devait être célèbre.

Ribas dut garder la bouche du Danube, et le rude Souvorov eut la commandement des troupes qu'il allait sacrifier avec son indifférence habituelle. On avait invité le prince de Ligne, le futur duc de Richelieu et Langeron. L'ordre de l'impératrice devait être exécuté à la lettre, malgré l'avis du Conseil de guerre, qu'on avait convoqué. D'autant plus que le commandant turc, sommé de rendre la place, avait répondu fièrement qu'„entre Moscovites et Turcs il n'y avait d'arbitre que le sabre". „Demain, les Turcs ou les Russes seront enterrés dans Ismaïl" fut la réponse, non moins énergique [1].

La bataille, qui fut âpre, est présentée en détail par celui qui y eut un des premiers rôles, et des plus dangereux. Elle dura pendant toute la matinée, employant jusqu'aux excitations de la religion, car un prêtre marcha à l'assaut. Enfin une réserve de

[1] P 151.

11.000 Turcs, entourée, dut capituler. La cavalerie de Souvorov put entrer, et la lutte dégénéra dans un affreux massacre, sans épargner femmes et enfants. De Damas croit pouvoir parler de 24.000 Turcs tués à côté de 11.000 prisonniers, au prix d'une perte de 9.000 hommes du côté des Russes. Il croit, comme Langeron, que ce fut „le plus mémorable assaut" de toute l'histoire [1].

Le rôle de l'officier français dans ces guerres d'Orient était fini. A Jassy il prit congé de Potemkine pour revenir en Occident, mais pas en France: il était, en hiver de l'année 1791, à Vienne, avec de Ligne et de Fronsac-Richelieu.

Autrichiens et Russes se rencontreront ensuite pendant la longue guerre contre la France révolutionnaire et puis contre Napoléon. Damas caractérisait de cette façon dure, mais juste, le manque de loyauté des premiers: „Les individus de Cette armée ajoutent à leurs défauts malheureusement trop connus une prétention et une suffisance indéfinissables; *ils ne peuvent conserver d'union avec aucun allié;* ils n'apprécient que les subsides, et ce genre de secours ne leur sert qu'à prolonger leur constance, sans rémédier à leurs erreurs. Toutes les affaires qu'ils ont eues, coalisés avec les Russes, ont mis au jour le peu de cordialité et de sympathie dont ils sont susceptibles, et cet exemple récent fait trembler pour l'avenir. Presque tous les traités formés par la Cour de Vienne depuis un siècle ont prouvé son adresse à appesantir sur ses alliés tous les liens de réciprocité et la puissance qui contracte se trouve également oppressée en plaine et dans le cabinet.

„Jamais coalition ne s'est présentée avec autant d'avantages que celle de 1799. La folie chevaleresque de Paul fixait ses calculs et sa prévoyance; la furie guerrière de son général (Souvorov) aplanissait les difficultés et le terrain; mais tous les procédés de l'armée autrichienne minaient et ébranlaient cette alliance, pendant que Thugut s'occupait à la rompre: la paix honteuse en a été le résultat [2]."

Du reste la façon d'agir de la Russie elle-même à l'égard de ses alliés est dûment présentée, avec son égoïsme atroce et ses

---

[1] P. 155.

[2] P. 337. La Russie et l'Empire des Habsbourg employaient parfois des membres de la même famille étrangère, comme les Lascy, des Irlandais; *ibid.*, p. 434, note 1.

mesquins calculs d'argent, dans l'attitude d'Alexandre I-er, supposé être une âme noble et même sentimentale, à l'égard du malheureux royaume de Naples, compromis, laissé sans défense et livré ensuite à la vengeance impitoyable de celui que la soeur de Marie-Antoinette, établie sur cet autre trône latin, continuait à appeler en dérision: „Buonaparte". Les brutalités des commandants russes à l'égard de la famille royale elle-même rappellent les procédés envers la Roumanie pendant la guerre de 1877-1878 [1]. Et, par-dessus toutes ses offenses, les Russo-Anglais, occupant le royaume, se dérobèrent au devoir de la défendre. Alexandre I-er lui-même avait donné l'ordre d'envoyer ses soldats à Corfou; il le révoqua plus tard, mais l'évacuation n'en suivit pas moins son cours.

En 1805, les Russes voulaient envoyer, du reste, dans le royaume de Naples, qu'ils étaient décidés à occuper contre Napoléon, une légion albanaise" [2].

N. Iorga.

Réflexions sur le régime seigneurial en Roumanie

A propos d'un livre récent [3].

En Roumanie les historiens de la propriété se divisent en deux camps. Les uns adoptent les idées de Radu Rosetti et considèrent le paysan comme le propriétaire légitime du sol, dépossédé au début des temps modernes par les boïars. Pour eux l'histoire sociale de la Roumanie décèle une suite d'usurpations, de violences, d'interprétations abusives d'un droit purement féodal, transformé à la longue en propriété absolue des domaines, à l'exception de tenures paysannes fort réduites qui ont été protégées par la coutume, par la loi écrite au XVII-e siècle, par le

[1] Voy. p. 406 et suiv. Le général anglais taxait les Russes de „marchands d'hommes qui, payés par un gouvernement, se faisaient encore payer par celui de Naples" (p. 407). Les commandants étaient Lascy, Oppermann et Anrep, employé ensuite en Moldavie aussi (p. 410). Anrep seul fut contre le projet, déshonorant, de la retraite (p. 421).

[2] Lettre de la reine Marie-Caroline; p. 400. Plus loin il est encore question des „deux mille Albanais, troupe sauvage et le fléau d'un armée"; p. 407. On les logea à Sulmone; p. 411.

[3] Ioan C. Filitti, *Proprietatea solului în principatele romîne pînă la 1864*, Bucarest, 1935; 304 pp. in-8°.

Règlement Organique, puis par la loi agraire de 1864. Les autres voient dans les boïars des propriétaires absolus du sol, que les paysans ruinés leur auraient vendu. Les paysans n'auraient été que des locataires, et les coutumes qui interdisaient de les chasser de leurs terrains de culture ne seraient que des mesures humanitaires imposées par les princes et admises par les propriétaires, ou bien la consécration d'une tradition d'occupation rappelant le „*mauvais gré*" des fermiers. La lutte entre les deux théories fut chaude au temps des conflits agraires. Elle a perdu maintenant sa portée pratique. Le partage des terres a été opéré en Roumanie après la dernière guerre, et la question des droits respectifs des paysans et des boïars ne présente plus qu'un intérêt historique. Mais les érudits des deux écoles continuent de s'affronter en brandissant leurs chartes et leurs interprétations.

M. Filitti est l'auteur de nombreux travaux historiques d'une érudition très solide. En écrivant l'histoire de la propriété foncière en Roumanie, il vient de démontrer qu'il pouvait faire une oeuvre de synthèse. Son dernier livre est en effet plus clair et moins étouffant que les précédents, tout en bénéficiant d'une documentation des plus riches. Il mériterait tous les éloges s'il ne comportait pas des fautes de critique qui en ruinent les conclusions.

Disciple de feu C. Giurescu, qui fut par ses qualités et par ses défauts le Fustel de Coulanges des Roumains, M. Filitti se range aux côtés de ceux qui voient dans les paysans des serfs *ab antiquo* et dans les boïars des propriétaires légitimes libres d'user et d'abuser de leurs immenses propriétés.

Examinons ses arguments. Nous passerons sur l'étude du régime foncier sous les Daces et au début du moyen-âge, puisque, en l'absence de tout texte qui puisse nous renseigner avec précision, toutes les hypothèses sur ces époques sont possibles.

1°. ORIGINES DE LA PR PRIÉTÉ.

M. Filitti croit que toute propriété en Roumanie dérive des terres allodiales de ces paysans libres qu'on appelle *rézèches* ou *mochnènes,* propriétaires indivis d'un bien familial. Mais les uns seraient sortis de l'indivision et, enrichis par de fructueuses affaires ou par la faveur des princes, seraient devenus les *boïars,* les autres seraient restés dans leur condition de petits proprié-

taires indivis. Il est entendu que nous appelons „boïars" non seulement les nobles de fonction, mais tous les „maîtres terriens" *(stăpîni de moşie)*, le mot „propriétaire" n'existant pas dans les documents antérieurs à l'époque contemporaine.

Le malheur c'est que, généralement, lorsqu'on recherche l'*ancêtre* dont les descendants forment les villages de rézèches, il n'est point nécessaire pour le trouver de remonter au-delà du XVII-e siècle. Or, à cette époque, le régime domanial des boïars était en pleine floraison.

Dans les plus anciens textes, le propriétaire ou le maître foncier porte le nom de *cneaz* ou *jude*. Radu Rosetti croyait que le *jude* ne pouvait être qu'un juge de village, et que ce juge, captant constamment des privilèges et usurpant des droits fonciers, serait devenu le seigneur *(boier)*. Filitti a raison de dire (p 69 et suiv.), après Panu et Giurescu, que rien ne prouve que le *jude* ait eu des attributions politiques et judiciaires Au XVI-e siècle *jude*, *cneaz*, rézèche, mochnène, ou boïar désignent indifféremment l'homme libre pourvu d'un domaine *(moşie*, appelée parfois *judecie)*. Les domaines étaient possédés souvent collectivement par plusieurs boïars. On pouvait aliéner des portions de villages, sans qu'il s'en suivît obligatoirement une délimitation des parts. C'étaient donc des droits et non des propriétés qui faisaient l'objet de transactions, et ce seul fait semble bien indiquer qu'il s'agissait d'un domaine seigneurial et non d'une propriété privée.

En droit les terres appartenaient-elles au prince, et les domaines des boïars se seraient-ils formés par des donations? Une multitude de documents (particulièrement abondants au XV-e siècle) nous montrent des princes qui *donnent* des terres ou d s moulins à des monasteres, à des bourgs ou à des particuliers. Ces terres les princes les ont souvent achetées eux-mêmes, ou bien ils les ont confisquées à des boïars félons (p. 81); parfois elles proviennent du domaine public; parfois aussi de boïars morts sans héritiers (p. 82). Ce sont de véritables fiefs décernés à des ministres et à des officiers du prince pour prix de services rendus, ou à des monastères en témoignage de piété. Ils sont d'ordinaire révocables, d'où la nécessité pour les titulaires de faire renouveler la donation à chaque changement de règne (p. 85). Parfois ils sont perpétuels *(uric)*, et, dans ce cas, l'acte emploie des formules pré ises: *„Qu'il soit s i pr priété et la propriété de*

ses enfants, de ses petits-enfants, de ses arrière petits-enfants, etc. ou de ses héritiers quels qu'ils soient" (p. 87). Je note que la formule est différente en Moldavie et en Valachie: En Moldavie, on dit: „*à leurs enfants*"..., en Valachie : „*à leurs fils...*" (p. 101), ce qui confirme la thèse soutenue par moi autrefois contre M. Fotino: les filles ne succédaient pas en Valachie, sauf par testament. Les fiefs ne peuvent être aliénés sans l'autorisation du donateur (p. 88). Le prince s'arroge ainsi le droit de „confirmer" toute propriété par un acte officiel (p. 89), ce qui indique peut-être sa prétention au *jus eminens* sur toute propriété à l'intérieur de son État, bien que la formule de confirmation soit souvent „Je fais don", ou „Je gratifie de" (p. 91). Les pouvoirs du prince sont les mêmes en Moldavie et en Valachie. Cependant, dans ce dernier pays, on trouve deux institutions particulières: le „don du cheval" et la „preadalica". Pour sanctionner la transmission d'une propriété, on donne au prince un cheval. Est-ce un droit de mutation, comme le pense Jireček, ou le „signum dominii", comme le dit I. Bogdan? il est difficile de le savoir. Il arrive que le prince fasse abandon du droit qu'il a de reprendre un héritage à défaut d'héritier direct ou, tout au moins, d'héritier mâle. Dans ce cas il emploie la formule: „Qu'il n'y ait pas de *preadalica*". C'est tout au moins de cette manière que Filitti, après Nădejde, interprète ce mot étrange. On admettra, après avoir lu les documents fort minutieusement analysés par l'auteur qu'il désigne en vérité un droit de „retrait seigneurial".

Cependant l'existence du *jus eminens* ne prouve pas que toute propriété tire son origine d'une donation princière. C. Giurescu a même écrit que la possession du sol en Moldavie et en Valachie ne dépendait en aucune façon du prince, ce qui la différencierait de la propriété seigneuriale en Hongrie. C'est une exagération que Filitti relève. Mais la noblesse foncière était déjà solidement établie avant les donations des princes.

Le régime féodal n'a pas existé en Roumanie, en ce sens que les seigneurs n'ont jamais détenu une part notable de la souveraineté. Dans ce pays la centralisation à toujours été la règle, et on ne trouve pas la hiérarchie politique qui caractérise le régime médiéval de l'Occident. Si le prince délégue quelques-uns de ses droits, c'est d'une manière exceptionnelle et temporaire, et jamais le caractère unitaire de l'État ne souffre la

moindre contestation (p. 109). Mais, si, du domaine politique, nous passons dans le domaine social (et c'est une tout autre question), il apparaît bien, quoi qu'en pense M. Filitti, que la propriété, jusqu'en 1864, était seigneuriale, s'est-à-dire qu'il n'existait pas de propriété absolue, mais des droits fixés par la coutume.

2°. Les classes de paysans.

Pour bien nous entendre, avant d'étudier ces droits, il est nécessaire de dire quelles étaient en Roumanie les classes de paysans.

La classe des serfs semble avoir été peu nombreuse au XV-e siècle. Encore le mot *serf* est-il impropre, comme on le verra plus loin. Elle s'est développée au XVI-e par suite des malheurs publics : les paysans se vendent pour pouvoir payer leurs impôts, pour acquitter leurs amendes ou pour rembourser leurs créanciers.

Il existe des paysans sans terres, qui se vendent comme serfs domestiques *(posluşnici)* (p. 128), au service des monastères. Ils sont peu nombreux, et il ne faut les confondre, ni avec les esclaves, qui sont des Tziganes ou des Tatars, ni avec les serfs de la glèbe.

Ces derniers s'appellent d'ordinaire *rumâni*, ou *vecini.* Pour M. Filitti, *vecin* veut dire „voisin", c'est-à-dire installé sur la terre d'un autre. Ce serait la traduction roumaine du mot slavon *sousédi* Le malheur c'est que *vecin* ne se trouve que dans des documents slavons et que le premier acte où le mot se trouve employé est une donation de Basarab-le-Jeune datée de 1488, tandis que *sousédi* n'apparaît qu'en 1545. N'est-ce donc pas plutôt *sousédi* qui est la traduction du mot „vecin" dont on ne savait plus l'origine ?

Dans les documents rédigés en roumain, à partir de 1598 on emploie le mot *rumâni* („roumains"). Il est à remarquer que le terme „roumain" n'est employé pour désigner une nationalité qu'à une époque très récente. Jusqu'au milieu du XVIII-e siècle il désigne un état social ; c'est le serf. „Se roumaniser" veut dire perdre sa liberté personnelle. L'utilisation d'un nom de nationalité pour désigner la condition servile a beaucoup intrigué les historiens roumains, qui ont cru (bien à tort) que la dignité de leur race était en jeu (p. 130). Aucun n'a remarqué que, en Russie, le serf s'appelle d'abord *smerd(i)* (le „puant"), et que,

au XVII-e siècle, lorsque le servage s'est généralisé, les documents l'appellent „*krestianine*“ (le chrétien). Ce dernier mot continue de désigner le paysan. Les boïars russes n'étaient-ils pas chrétiens comme leurs serfs? Non, il ne faut pas parler de l'avilissement d'un nom; et la meilleure explication est celle de M. Iorga, qui voit dans le „roumain“ l'homme du rang par opposition à la petite catégorie de boïars qui est arrivée à s'élever au-dessus de la condition ordinaire du peuple.

Au XVII-e siècle on voit des hommes qui se vendent personnellement (*cu cap)* (p. 134). Mais notons que, dans ce cas, ils spécifient qu'ils se vendent „sans leur terre“. Le cas est d'ailleurs exceptionnel et nous oblige à en déduire que, lorsque l'acte dit seulement „ils se sont vendus comme serfs“, cela veut dire: „ils se sont vendus avec leur propriété pour la cultiver désormais à charge de corvée et de dîme“.

On en voit qui se vendent seulement avec une partie de leur propriété. Ils sont alors *vecini* pour la partie vendue, mais restent propriétaires libres de l'autre partie. On ne peut mieux démontrer que les charges pèsent sur la terre, et non sur la personne humaine. Un serf de ce genre possède une propriété privée, dont il fait ce qu'il veut, sans avoir à rendre compte à personne, et une propriété domaniale (ou tenure), qui est grevée de dîmes et de corvées.

A cette catégorie de serfs, qui auraient vendu leur personne ou qui seraient serfs *ab antiquo*, M. Filitti en ajoute une autre: Ce sont de petits paysans qui se sont faits serfs avec toute leur terre, et que le nouveau propriétaire ne peut séparer de leur tenure. Il ne vend pas la terre sans eux et il ne les vend pas sans la terre (p. 154). Dans ce cas la tenure s'appellerait *delnitza*, ou *parte*, ou *ogoare*. Chaque fois que M. Filitti rencontre ces mots, il place les serfs en question dans cette classe spéciale. Mais sa distinction est arbitraire. Lorsqu'on vend un *village*, il n'est pas, utile de préciser, mais, si l'on ne vend qu'une portion de village ou quelques serfs isolés, il peut être utile de spécifier: „avec leur tenure“. Les documents que nous avons nous interdisent de distinguer deux catégories de *vecini*. Mais, comme M. Filitti, ainsi qu'on le verra, est bien décidé à soutenir jusqu'au bout que le boïar est le propriétaire absolu de son domaine, il se résout, pour écarter d'un coup la masse énorme de documents qui

nous indiquent le contraire, à distinguer une catégorie sociale que C. Giurescu lui-même ne connaissait pas.

En Moldavie les *vecini* n'apparaissent ordinairement qu'au XVII-e siècle, mais, comme ceux de Valachie, ils possèdent leurs terres [1], appelées leur „part", moyennant dîmes et corvées.

Dans les deux Principautés on a la trace aussi de colons attirés sur les domaines des boïars. On spécifie dans ce cas les privilèges ou les garanties dont ils jouissent.

Existait-il aussi dans les campagnes des travailleurs libres? Les textes cités par M. Filitti indiquent qu'il y en avait quelques-uns jusqu'à l'acte d'asservissement de Michel-le-Brave (p. 161). Certains étaient bergers, d'autres pratiquaient de petites industries rurales. Autrement je ne vois pas comment ils auraient vécu, le système du petit fermage n'existant pas dans les Principautés.

Au XV-e siècle, à côté des travailleurs libres et des serfs, M. Filitti distingue des privilégiés, les „Valaques" *(Vlahi)*, qui ont envers les boïars des obligations très limitées et fort bien connues. C'est ce qu'on appelle en Galicie le *„jus Valachorum"*. Ceux qui en bénéficient ne versent qu'une dîme modérée et ne fournissent que six à douze jours de corvée par an. Radu Rosetti a soutenu que le *us Valachorum* était la coutume de la terre roumaine et que tous les paysans roumains en bénéficiaient. Giurescu croyait que „Vlah" était synonime de „vecin", et il voyait dans le „vecin" un serf véritable. Je crois que Radu Rosetti avait raison, car, dans les documents cités par M. Filitti, on n'indique pas d'échelon intermédiaire entre la condition de „Vlah" et celle d'esclave *(rob)* (p. 166).

Quoique non rédigée et pourvue peut-être de variétés régionales, la „coutume de la terre" en Moldavie et en Valachie n'apparaît pas comme un mythe. La structure sociale des deux Principautés fut assez simple: Il y a eu de petits paysans propriétaires (surtout dans la région des collines), des boïars qui cultivaient eux-mêmes leur réserve, la *moșie* proprement dite, et qui jouissaient des dîmes et des corvées fournies par leurs tenanciers suivant une „coutume de la terre" que personne n'avait intérêt à violer, car c'était une garantie pour le paysan et un

[1] Radu Rosetti, *Pământul, sătenii și stăpânii in Moldova*, I, p. 162, note 2, document de 1620; p. 2o3, note 1.

moyen pour le seigneur d'avoir de la main d'oeuvre en des temps où elle était rare et fluide; enfin les „paysans“, tenanciers plus ou moins libres. J'ai lu dans une monographie de village [1] un texte valaque du XVII-e siècle qui définit bien les pouvoirs du seigneur: „prendre le revenu de tous les produits *(bucatele)* et de la *moşie* (qui semble désigner ici la „réserve“), et des marais, comme c'est l'usage des propriétés *(obiceiul moşiilor)*“.

3⁰ *Les tenures.*

En quoi consiste le droit du paysan sur sa tenure? Filliti en nie purement et simplement l'existence (p. 183 et suiv.). „La vérité est qu'il a existé *ab antiquo* des familles propriétaires en indivision de leur domaine, sur lequel se sont *nourris* des cultivateurs, les uns non-libres, les autres d'une liberté plus ou moins limitée“ (p. 183). Pour lui les boïars sont des rézèches qui ont réussi à acheter ou à se faire donner des latifundia.

Or il est très rare que les rézèches aient des serfs. M. Filitti explique le fait en disant que ces hommes, n'ayant pas assez de terres, ont préféré la cultiver eux-mêmes au lieu de la confier en partie à des serfs et de contenter de la dîme et d'une corvée inutile. Mais, si les paysans n'étaient que leurs fermiers, ne leur auraient-ils pas imposé des conditions plus dures? Une coutume assez forte pour contraindre le propriétaire à souffrir de la misère sans oser dépouiller des fermiers moins nombreux et inorganisés doit bien être fondée sur un droit primitif.

Au contraire, nous avons une multitude de documents qui nous montrent des rézèches se vendant comme *vecini*, tout en conservant leurs terres. M. Filitti, après R. Rosetti, affirmé que c'est „un phénomène exclusivement valaque“ (p. 146). Cependant il me suffit d'ouvrir l'ouvrage de N. Iorga *(Anciens documents. de droit roumain*, I, p. 221, no. CLVIII) pour en trouver un cas en Moldavie.

Le paysan qui s'est vendu conserve sa terre à titre de tenure. Il existe certes des cas où le seigneur vend la terre sans les serfs; il peut arriver aussi qu'il soumette à la corvée des hommes libres; mais ce sont des abus. Le fort a souvent les moyens de violer la coutume, mais il ne peut l'abolir; et ses excès de

[1] Tuţescu et Danilescu, *Monografia satului Catanele*, — d'après un document des Arch. de l'État, Bucarest, registre du couvent de Govora, II, fol. 210

pouvoir sont signalés avec indignation par les assujettis et souvent redressés par la justice princière. M. Filitti néglige de faire une étude quantitative, et confond délibérément l'abus avec la règle (p 185).

Contre sa thèse M. Filitti déclare qu'on peut employer quatre arguments:

1º D'abord le paysan est appelé *rumân de moşie*, c'est-à-dire „serf du domaine", ce qui prouverait qu'il est lié à la glèbe. M. Filitti déclare qu'il faut entendre: *„rumân de moştenire"* (serf héréditaire), expression qui n'a jamais existé.

2º En Valachie, le paysan qui se vend avec sa terre reste lié à sa tenure. Comme nous l'avons vu plus haut, M. Filitti lui-même l'admet.

3º Il existe dans les lois écrites un article qui n'a pas son équivalent dans les lois grecques reproduites dans les ordonnances roumaines du XVIII-e siècle: *„Si un homme tombe dans la misère et ne peut plus cultiver sa vigne ou son champ ou toute autre tenure qu'il aura, ou s'il vient à émigrer, que la tenure ne soit pas dévolue au prince ou au „maître" du lieu..., et, si l'homme revient..., que personne ne lui conteste ses tenures"*.

„Mais, dit M. Filitti, on ne peut tirer une règle générale de ce seul texte" (p. 187). Pourquoi pas? On peut tirer plus de conclusions d'une loi générale que d'un texte privé.

4. En 1636 les habitants du village de Podoleni, en Moldavie, prétendent qu'une partie de leur territoire a été usurpée par un propriétaire voisin. Le prince prescrit une enquête. Ce texte, utilisé par Radu Rosetti (ouvr. cité, p. 151), semble bien prouver que les paysans ont un droit perpétuel sur leurs tenures, car ce n'est pas un village libre. Il a été donné plusieurs fois au monastère de Solca on à des boïars. La dernière donation avait été faite par le monastère à la fille de Ştefan Tomşa au moment de son mariage avec Ştefan Boul, et la propriété avait été confirmée par un acte princier de 1631. M. Filitti croit que, de 1631 à 1636, le prince a repris le village (p. 188). Cette hypothèse n'est nullement fondée. Au contraire, deux ans plus tard, nous constatons que le village est en litige entre Ştefan Boul et Grigore Ureche, descendant d'un des anciens propriétaires, André le Hetman. Si le village appartenait à ce moment-là au domaine princier, nous trouverions un nouvel acte de donation et non la trace d'un procès entre deux

particuliers. L'argument de Radu Rosetti garde donc toute sa valeur.

D'après M. Filitti, ces quatre arguments doivent être rejetés et le lien indissoluble entre le paysan et sa tenure n'est qu'une „prétention... dictée par une longue possession de fait“ (p. 188).

Et voici les textes qu'il invoque:

Les moines de Pângăraţi se plaignent des habitants du village voisin de Dărmăneşti, qui ont usurpé des terres appartenant au monastère. Le prince ordonne à ces paysans de s'entendre avec les religieux, de leur verser la dime et de ne plus s'étendre sur le domaine du couvent. Les moines réclament des redevances pour une terre usurpée, et ils ont raison. Comment y voir autre chose?

Un certain Ghiorma et sa famille ont fait des maisons et des jardins sur un emplacement de village. En 1706 le prince Antichus Cantemir donne à un boïar la permission de les expulser „pour qu'ils ne disent pas qu'ils sont des propriétaires“. Et M. Filitti de conclure que les boïars prenaient des mesures pour que les cultivateurs ne s'enracinent pas sur les propriétés (p. 188). Mais il est clair qu'il s'agit ici de sa défendre contre une usurpation de terrain et non contre une usurpation de droits.

Selon M. Filitti, ce sont les paysans qui ont usurpé leurs tenures. Le droit de possession de père en fils sur le même lot devenait à la longue imprescriptible. Le régime de propriété seigneuriale qui a régné en Roumanie jusqu'en 1864 ne serait donc, ni plus, ni moins, qu'un régime de propriété absolue, suivant le droit romain, limitée abusivement par le „mauvais gré“ des fermiers. Mais pourquoi ne pas admettre, au contraire, que ce sont les boïars qui, à la longue, ont enraciné leurs droits de seigneurs, en les transformant en propriété privée? S'il y a eu usurpation, n'est-ce pas au profit du fort plutôt qu'au profit du faible?

Aussi bien, voici un document de 1727, cité par M. Filitti, p. 189, qui prouve l'hérédité des tenures paysannes. L'auteur prétend l'utiliser en faveur de sa thèse, probablement à cause de la dernière phrase: *„Quant à ceux qui sont absents du village et qui s'en vont ailleurs, que les seigneurs prennent les vergers de ces émigrés, parce que le lieu est seigneurial.“* Si le maître foncier prend la terre de l'émigré, ce n'est pas pour lui un signe de propriété, c'est l'exercice d'un droit seigneurial courant. De même

6

on ne peut tirer d'autre conclusion des documents de 1712 et de 1749, cités à la même page du volume : Ils montrent que le droit du paysan à cultiver sa tenure sans pouvoir être chassé par le seigneur se conserve très fidèlement; et notons bien que les documents cités sont du XVIII-e siècle, c'est-à-dire d'une époque où l'oppression seigneuriale est à son comble.

Pourquoi les paysans qui se vendent comme serfs ne se contentent-ils pas de vendre leurs propriétés? C'ést évidemment parce que celui qui vend sa personne et qui entre ainsi dans la classe des „roumains" a le droit de conserver la terre qu'il cultive, à charge pour lui de donner la corvée et la dîme. Il reçoit un peu plus d'argent et il n'a pas à courir les aventures. De son côté, le boïar évite le souci de chercher un colon. Le régime domanial lui rapporte peu, mais simplifie sa vie. S'il n'en était pas ainsi, les domaines seraient vendus plus cher : a la fin du XV-e siècle on peut acheter un village pour le prix de quatre à cinq chevaux[1]. Sous Étienne-le-Grand un village vaut moins que deux esclaves, d'autres moins de la moitié du prix d'un esclave[2]; un lieu désert vaut trois fois plus qu'un lieu habité[3].

La tenure servile fut scrupuleusement respectée. On s'en aperçoit au moment des libérations. Le seigneur qui veut libérer son serf indique s'il libère en même temps sa tenure. Si le serf se rachète, il rachète en même temps sa *delnitza;* si ce sont tous les serfs d'un village, ils indiquent qu'ils se libèrent avec tout le territoire du village *(hotar).*

M. Filitti consacre un chapitre aux villages princiers, qui seraient, ceux ci de toute évidence, des propriétés privées du monarque. Ces villages ne seraient pas astreints aux mêmes redevances que ceux des domaines seigneuriaux. Cependant, d'après l'énumération des corvées et des dîmes, je ne vois pas bien ce

---

[1] Ştefulescu, *Documente slavo-române relative la Gorj*, pp. 24, 29, 34.

[2] J. Bogdan, *Documentele lui Ştefan-cel-Mare*, I, p. 242 et suiv. En 1480 un village est acheté 120 zlots tatars (qui est un prix moyen), tandis qu'un esclave tatar a été payé 80 zlots et un Tzigane 70 zlots. On trouve à la même époque des villages achetés pour 40 zlots (I, pp. 291, 385), et même pour 30 zlots (I, p. 320).

[3] *Ibid.*, I, p. 451 : En 1491 une clarière „unde a fost satul Mileşti" („où a été le village de Mileşti") est vendue 120 zlots, une autre 460, et un village 150 zlots.

qui les différencie (p. 190). Au XVII-e siècle beaucoup de villages sont donnés à des chevaliers qui, moyennant la jouissance des domaines concédés, doivent faire la guerre à leurs frais. Mais que leur concède-t-on à proprement parler? M. Filitti croit que c'est la terre (p. 191). Rien ne le prouve. Il semble bien que ce sont des féodaux, et rien de plus. Ils ne forment pas des groupes de colons; ils se bornent à jouir des redevances des villages.

M. Filitti estime aussi que le prince est propriétaire absolu de son domaine direct parce qu'il peut disposer à volonté du travail des paysans. Souvent il les oblige à fournir des corvées à un monastère voisin. Mais n'est-ce pas tout naturel? N'ayant pas de réserve à côté du village, le prince n'a pas besoin des jours de corvée seigneuriale dûs par ses tenanciers; il ne va pas pour cela les en dispenser; il fait don de ce travail aux bons moines dont le couvent lui servira de bureau de bienfaisance, de refuge spirituel ou de forteresse.

Outre de nombreuses immunités fiscales ou militaires (p. 195), le prince concède parfois aux monastères son droit de justice et la perception de certaines taxes[1]. Sous les Phanariotes le fait se produit assez fréquemment. Mais le prince ne donne pas les terres de ses serfs. La coutume féodale reste inviolée. M. Filitti cite un document de 1510, où nous voyons des boïars à qui le prince a donné des villages, quelque temps après „acheter“ les mêmes villages au même prince (p. 193). Ce document est accablant pour la thèse de l'auteur. Celui-ci pourtant essaye de se tirer d'affaire en nous disant que le prince, en la circonstance, n'a concédé la première fois que des droits régaliens (?), et que, plus tard, il a vendu la propriété. Or le texte peut s'expliquer autrement: Les boïars n'avaient d'abord reçu qu'un *beneficium*, une possession viagère; ils ont voulu la transformer en possession héréditaire, et pour cela ils ont donné, suivant l'usage, quatre chevaux. En tous cas, le document montre nettement que „donner“ un village ne veut pas dire conférer la propriété absolue des maisons de ce village et de la terre qui en dépend.

Remarquons en passant que, lorsque le prince donne des villages à un de ses boïars ou à un monastère, il s'adresse aux paysans et leur indique qu'ils auront à obéir à un nouveau maître

[1] N. Iorga, *Anciens documents de droit roumain*, I, p. 49.

et à lui payer les redevances d'usage. Jamais il ne leur dit: „Vous remettrez vos terres au nouveau maître, s'il l'exige".

M. Filitti observe que souvent les actes de donation pour les villages délimitent le territoire vendu. Donc, selon lui la vente concerne une étendue de terrain (p. 194). Mais, si l'on ne vend que des droits, n'est-il pas naturel de délimiter de même le ressort de ces droits?

La séparation entre la réserve et les tenures me paraît, d'autre part, indiquée dans certains documents du XV-e siècle. Parfois les actes de vente indiquent que l'acheteur reçoit les „deux domaines" (*amândouă judeciile*, ou *amândouă părțile*, *amândouă părțile de judecie*, ou *amândouă părțile de cut)* [1]. Il ne s'agit pas, comme le pensait Radu Rosetti, de divisions judiciaires. On pourrait supposer que les villages en question sont divisés en deux parties, soit qu'il y ait eu deux *juzi*, soit que le village ait résulté de la réunion de deux hameaux. Mais, lorsqu'on vend le quart ou le sixième d'un village, pourquoi ne dit-on pas: „le quart", ou le „sixième de la judecie"? Et, lorsqu'on confirme à la fois la possession de quatre villages, pourquoi ne dit-on pas „les quatre *judecii*", mais „les deux" [2]? Dans ces conditions ne faut-il pas comprendre qu'on donne les villages avec les deux domaines, c'est-à-dire le domaine direct et le domaine utile? C'est une hypothèse qui me vient à l'esprit, et je voudrais bien savoir s'il y a la possibilité d'une autre interprétation.

Concession de villages moyennant service militaire ou pour récompense de service civils, don de *beneficia*, immunités nombreuses en faveur de grands dignitaires ou de couvents, concession parfois du droit de justice et du droit de percevoir certains impôts, tout cela à titre viager, mais parfois aussi héréditaire, n'y a-t-il pas l'indice d'une évolution vers la décentralisation du pouvoir que nous appelons le régime féodal? Pourquoi, dans ces conditions, la terre aurait-elle suivi le régime du droit romain au lieu de conserver les caractères de la propriété seigneu-

[1] Il existe une douzaine de documents de ce genre, tous du XV-e siècle. Huit sont cités dans Radu Rosetti, *Pământul, sătenii și stăpânii în Moldova*, pp. 148-149.

[2] Si je comprends bien l'extrait du document de 1436 cité par R. Rosetti, p. 148, et celui de 1487, cité à la page suivante. L'expression ne s'appliquerait-elle qu'à l'un des villages? Il faudrait voir l'original slavon.

riale, partage d'obligations et de droits antérieur à la féodalité politique ?

4°. LES CHARGES DES PAYSANS.

Au sujet des charges, la grosse question est celle-ci : Existe-t-il une „coutume de la terre", comme le croyait Radu Rosetti, suivi par la plupart des historiens roumains ? Cette coutume, n'étant pas écrite, est difficile à déceler. M. Filitti n'y croit pas. Selon lui, „il n'existe pas de limite à la redevance en travail" (p. 136). Quant aux redevances en nature, il semble admettre qu'elles sont indéterminées. Cependant il est fait allusion souvent à la coutume : En 1588 les moines de Tismana se plaignent de certains villages qui ne veulent pas payer les redevances *(câbla, dajdie)* *„comme c'est la loi* et comme les donnent les autres serfs des boïars" (p. 137). En 1619 on autorise le couvent à prendre les redevances du village de Corzi et *qu'il fournisse tout le travail auxquels sont astreints les serfs, le même travail que les autres serfs*" (p. 137).

Aucun document ne nous renseigne sur le taux de la dîme. Sans doute n'y avait-il pas de règle générale, mais des coutumes locales. En tous cas, cette dîme est proportionnelle au produit des tenures : généralement le dixième de la récolte. En 1666 le prince Radu Léon ordonne à certains villages de donner au monastère de Cozia „la dîme de ce qui se trouve sur leurs tenures" *(câte se află pe hotarele voastre de dijmă)*. M. Filitti, qui ne veut pas que les serfs soient maîtres chez eux, déduit de ce document, si simple, qu'il y a deux sortes de paysans, les uns cultivant les terres du propriétaire, les autres travaillant „en régie", c'est-à-dire, je pense, en censive. Il faut faire un bel effort d'imagination pour découvrir pareille institution dans l'ancienne Roumanie.

Tout compte fait, les charges étaient très modérées, quelques jours de corvée par an et une dîme qui ne dépassait pas le dixième de la récolte. Tout le monde est d'accord là-dessus.

Cependant les serfs ne mettaient pas beaucoup d'empressement à accomplir leurs obligations, car bien des actes du XVII-e siècle les menacent du bâton s'ils ne font pas consciencieusement leurs corvées. Mais M. Filitti ne démontre pas que ces charges sont indépendantes de la terre. Il croit que, lorsqu'on cite les noms des serfs, on peut les déplacer et les utiliser comme des esclaves

(p. 139); rien ne le prouve. On ne peut désigner des terres inféodées autrement qu'en citant le nom des chefs de famille qui les cultivent.

C'est d'ailleurs une bonne précaution, car la main d'oeuvre a beaucoup plus de valeur que la terre, dont on n'a que faire, et un boïar de mauvaise foi pourrait inviter les serfs d'un village vendu à occuper d'autres tenures dans les terres qu'il conserve, ce qui ferait perdre au village une partie de sa valeur (cf. documents cités, pp. 140-141). Au XVII-e siècle les boïars ne se gênaient pas d'ailleurs pour déplacer de force leurs paysans, mais ceci ne prouve pas qu'ils en avaient le droit, et M. Filitti a tort de trop raisonner sur des documents d'une époque si tardive.

Les *vecini* peuvent-ils se déplacer? Au XV-e siècle ils le pouvaient, si l'on en croit un ordre donné par Radu-le-Grand à ses fonctionnaires en 1498: il indique que les vecini peuvent déguerpir à condition de payer un désaveu (*găleata)*. M. Filitti pense que l'ordre concerne des villages premiers. Dans ce cas la coutume qui s'applique à ces villages doit s'appliquer à plus forte raison à ceux des boïars, car le prince n'aurait pas accepté de se dépouiller lui-même d'un de ses droits.

En 1585-1591 les *vecini* du boïar Cârstian déguerpissent après avoir versé l'indemnité de départ. Cependant, en 1613 le gendre de ce Cârstian les réclame parce que le maître n'avait pas autorisé ces serfs à partir (p. 142). *A la fin du XVI-e siècle* le boïar s'arroge donc le droit de refuser l'indemnité et d'interdire à ses paysans de quitter leur tenure. A ce moment les *vecini* sont véritablement des serfs.

Comme les fuites devenaient très fréquentes, Michel-le-Brave décida que les serfs fugitifs demeureraient serfs là où ils étaient et qu'ils ne pourraient plus être revendiqués par leurs anciens maîtres. C'est une mesure de circonstance, car, après lui, les serfs fugitifs continuent d'être ramenés de force chez leurs maîtres. M. Filitti a fait de cette loi d'asservissement une critique judicieuse et un excellent commentaire (p. 173 et suiv.).

CONCLUSION.

Le régime foncier dans l'ancienne Roumanie est un régime domanial. En ce qui concerne l'origine du servage la théorie de M. Filitti serait sans doute du goût de certains historiens qui

soutiennent en France une idée analogue. A priori elle n'a rien d'absurde; mais il faut avouer que les documents actuellement connus peuvent difficilement la fonder. Ne nous pressons donc pas de conclure.

Pour connaître l'origine du régime seigneurial en Roumanie il faut reprendre l'étude de tous les documents, en vérifiant les traductions roumaines, souvent défectueuses, des textes slavons; il faut les classer par principauté et par époque; il faut les soumettre à une critique rigoureuse, en se dépouillant de toute idée préconçue. Malheureusement les plus anciens ne sont pas antérieurs au dernier quart du XIV-e siècle, mais nous sommes bien obligés de nous en contenter. De même, il est difficile d'utiliser ici d'autres sources de renseignement que des actes juridiques. Quant à l'histoire comparée, nuisible si elle est employée par des hommes qui n'ont pas conscience de la diversité des régimes sociaux et qui prennent des analogies pour des arguments, elle sera très utile lorsqu'elle nous indiquera les multiples questions que nous devons nous poser. Nous sommes encore loin du but, en France comme en Roumanie.

En attendant, on me permettra de dire qu'un livre comme les „Anciens documents de droit roumain" de N. Iorga, où l'auteur se borne à classer des documents, à les traduire et à en tirer des conclusions sur les caractères de la coutume roumaine, nous rend actuellement plus de services que beaucoup de grandes théories. **Marcel Émerit.**

Université d'Alger.

COMPTES-RENDUS

Michel Lhéritier, *L'Europe Orientale à l'époque contemporaine* (dans la „Bibliothèque de la Revue des cours et conférences", Paris 1938.

C'est un ouvrage *vécu*. M. Lhéritier connait très bien la Grèce, il a visité Vienne, Prague, la Lithuanie, les nouveaux pays voisins, la Hongrie et la Pologne, la Yougoslavie et la Roumanie; de nombreuses relations personnelles lui permettent d'interpréter, pour toutes ces régions, ce qui n'est pour la plupart des compilateurs que des faits quelconques. Aux observations, qui sont justes, se mêlent donc des souvenirs personnels qui ont leur

prix (ainsi pour le retour du roi Constantin à Athènes, pp. 6-8; aussi d'autres notes, très vivantes, sur la Grèce et d'autres pays dans la suite).

Un intéressant chapitre cherche à fixer, autant qu'il est possible, le sens géographique de l'Europe et de sa sous-division „orientale", qui se partage nettement, d'après l'aspect naturel —, comme l'Europe centrale ne peut pas contenir l'Europe méridionale —, ainsi que d'après le caractère national des habitants et toutes les traditions historiques, en deux parties, bien distinctes, dont l'une, par opposition à la steppe des Slaves du Nord, est le Sud-Est illyro-thrace. Il y a aussi des considérations historiques, parfaitement justes. Le chapitre suivant présente les facteurs qui ont amené l'éclosion des nouveaux États ou le complètement des autres (comme pour les Roumains seuls) surtout dans ce Sud-Est[1]. Suit l'exposition des mouvements nationaux qui amenèrent le partage des monarchies à la romaine, comme l'Autriche-Hongrie et la Russie: l'attention se porte surtout sur l'Europe orientale proprement dite et ses nationalités non libres.

Les autres parties du livre s'occupent de l'oeuvre accomplie par la grande guerre et de ses conséquences pour le relèvement de ses nationalités, pour en arriver aux problèmes qui se posent encore et que la nouvelle poussée germanique, menaçant d'un autre Empire par dessus les nations qui entament la masse des Allemands, vient d'exacerber. Il y a là une quantité de faits inconnus ou mal interprétés dans d'autres présentations d'un sujet si difficile. M Lhéritier reconnaît pleinement tout ce qui dans la vie populaire relie les nations de l'Europe Orientale, — disons plutôt du Sud-Est européen (pp. 147-149).

C'est non seulement un livre vrai, mais aussi un excellent instrument de travail.

* * *

Germaine Rouillard et Paul Collomp, *Actes de Lavra,* Paris [1937].

Admirable édition des actes athonites de Lavra de 897 à 1178. Description minutieuse, reproduction soignée. Çà et là des notes historiques. Excellente table. A la page 125, ordonnance

[1] Des réserves sur le congrès, qui ne fut pas national, de Temeschwar (Timişoara); p. 39. Aussi sur le rôle des Brătianu à Paris; p. 26. P. 69: Guillaume de Wied est *le neveu* de la reine Élisabeth de Roumanie.

d'Alexis Comnène: ἀλλοτρίους Βλάχους ἢ Βουλγάρους, οἱ διαφέροντες τῇ εἰρημένῃ μονῇ Βλάχοι. Il s'agit des τὰ δίκαια τῶν Μογλένων, où ils se sont conservés jusqu'hier. Aussi mention des Coumans. Parmi les Vlaques, un Radu ὁ Κουτζὸς (cf. les Koutzovalaques) et un Pédoukélos (Păducel). Une δημοτικὴ πλανηνὰ (p. 126).

* * *

Sirarpie Der Nersessian, *L'illustration du roman de Barlaam et Joasaph*, Paris 1937; texte et atlas.

M-lle Sirarpie Der Nersessian nous donne dans cette magnifique publication une série de miniatures byzantines du XII-e au XVI-e siècle dominant l'interprétation de cette adaptation chrétienne de la Vie de Bouddha qui est le roman religieux de la pauvreté, la misère et le renoncement, qui fut revêtu des noms, devenus bientôt familiers dans tous les pays orthodoxes, de Barlaam et de Joasaph, transformé parfois en Josaphat. Six manuscrits ont été employés, étudiés et comparés. On voit que, pour les Byzantins, les Indiens étaient quelque chose entre les Nègres et les Arabes. Le paysage reste vague comme dans les icônes, sauf pour les planches XXIII et suiv., où il y a visiblement un effort de rendre la réalité orientale.

Un dramatisme exotique distingue ces peintures.

* * *

Aleksa Ivitch, *Spisi Bečkih Arhiva o prkom srpskom oustankom*, III (1806), Soubotitza 1937.

Ce recueil contient des documents précieux sur la révolution serbe, tirés des Archives de Vienne. Le Gouvernement autrichien ne perdait pas de vue ce qui se passait au-delà de la Save. On voit Czartoryski essayer de gagner en faveur des rebelles le concours des Autrichiens pour que „Bonaparte" ne pense à les gagner; no. 19; cf. no. 29. Envoyés des rebelles aux Impériaux; no. 21. Pasvan-oglou arme ses sujets roumains pour les employer contre les Serbes; no. 92. Mais pendant le combat ils passent du côté serbe. Médiation autrichienne; *ibid.*, pp. 58-59; cf. nos. 42, 51. Lettre de Carageorges à l'archiduc Charles; no. 80; une autre, contre Gouchantz-Ali; no. 113; cf. no 117, 150. Réponse du Sultan, no. 86: „Les préceptes de la foi mahométane et les lois de l'Empire demandent leur châtiment". Délégués serbes à Pétersbourg; no. 99. On veut empêcher aussi

les Français d'intervenir; no. 109. Éléments techniques autrichiens chez les rebelles; no. 124. Protestation turque; no. 128 (excuses; no. 211). Fleischhackl von Hakenau, futur consul à Bucarest, apparaît comme interprète; no 131. Pillage du couvent de Stoudénitza par les Turcs; p. 249. Marmont offre des secours aux Turcs; no. 197. Rapport du baron Duka; no. 223. Description de l'armée serbe; p. 415 et suiv.; celle des forteresses; no. 401. Pétition des Serbes à l'empereur; no. 332[1]. Sur les rapports avec l'occupation des Principautés par les Russes, p. 496 et suiv,

N. Iorga.

* * *

Karel Titz, *Les traces de l'influence française sur le manuscrit de Kralové Dvûr* („Revue française de Prague").

L'auteur nous fait part de nouvelles contributions soutenant la fausseté du manuscrit de Kralové Dvûr. En pleine époque romantique, les auteurs de ces poèmes tenaient à proclamer l'existence d'une antique civilisation nationale. Mais le sort de ces vestiges littéraires fut égal à celui des fameux poèmes d'Ossian.

La supercherie paraissait évidente. Aujourd'hui, devant de nouvelles tendances apologétiques, M. Karel Titz ajoute des remarques aussi justes qu'intéressantes.

A l'aide de quelques néologismes de date récente comme: *setnina*, compagnie, fraction d'un bataillon, etc.), trouvés dans le contenu, l'auteur démasque la solide affinité entre la pensée de ces poèmes et celle du romantisme français. En effet, ce domaine fut exploité par les autres critiques sans avoir été épuisé. Poussant ses recherches, M. Titz découvre des images et des locutions prises des „Martyrs" de Chateaubriand. L'argument paraît éloquent pour la conclusion que l'auteur en dégage: „Par l'intérmédiaire de Linda c'est, au fond, Chateaubriand qui parlait au coeur des Tchécoslovaques, puisque c'est l'inspiration puisée dans les „Martyrs"qui a soulevé Linda au-dessus du niveau médiocre des poètes de son temps".

Cornélie Bodea,

* * *

---

[1] P. 349, corrigez „conristenz" en „Consistenz".

Carol Wehmer, *Beiträge zur Inkunabelkunde. Neue Folge*, II, Leipzig, 1938.

Le docteur Carl Wehmer, de la Staatsbibliothek de Berlin, nous présente maintenant le second volume de cette belle publication, éditée sous les auspices de la „Gesellschaft für Typenkunde des XV. Jahrhunderts“ et de la Commission du Catalogue général des Incunables.

Le présent volume, dédié au „grand old man“ de la science des incunables, le professeur Honrad Haebler, qui sera cette année octogénaire, commence avec un article de ce savant sur les premières impressions de Barcelone, faisant donc suite à ses publications monumentales sur les incunables espagnols.

Suit la brillante étude du bibliothécaire au British Museum, Victor Scholderer, sur l'imprimerie italienne du XV-e siècle, en traduction allemande par son collègue de la Staatsbibliothek de Prusse, le docteur Kurt Ohly. Cette étude, parue d'abord en anglais comme préface du septième volume du catalogue des incunables du British Museum, dépasse de beaucoup le cadre habituel d'un pareil travail. M. Scholderer en a fait non seulement une histoire de l'imprimerie, mais encore de l'humanisme et de la littérature italienne de la Renaissance. Un tel travail manquait jusqu'à présent. Le docteur Ohly nous promet, pour un prochain volume, une traduction de l'étude non moins intéressante de M. Pillard, du British Museum, sur les incunables allemands.

La publication dont nous nous occupons nous fournit encore des descriptions et facsimilés de quelques fragments typographiques de Gutenberg, récemment trouvés. Le bibliothécaire suédois Isak Collijn expose des fragments découverts à Prague et M. G. Kattermann ceux d'une reliure à Karlsruhe.

M. Ernst Scultz présente quelques éditions de la „Summa“ de Thomas de Cobham. Regiomontanus et ses travaux astronomiques sont discutés par M. Ernst Zinner et un incunable médical hollandais par Paul M. Diepgen.

L'éditeur même des „Beiträge“, M. Carl Wehmer, continue, es recherches sur les calligraphes du XV-ème siècle à Augsbourg. Le beau volume se termine par un nombre de courtes études et récensions de différents ouvrages publiés récemment sur les incunables.

Constantin Karadja.

* * *

N. Corivan, *La politica orientale di Napoleone III-e e l'unione dei principati romeni*, thèse de doctorat à Jassy (extrait de la revue „Cercetări Istorice"), Jassy 1930.

M. N. Corivan donne une présentation claire de la politique de Napoléon III envers les Principautés roumaines, pas dans la question même de l'Union, ainsi que paraît le dire le titre, mais bien après la double élection du prince Cuza. Toute la bibliographie a été consultée et les conclusions auxquelles arrive l'auteur sont justes Plus d'une fois, l'inédit, tiré, même après la grande récolte de M. Riker, des Archives françaises et italiennes, est mis à contribution, et c'est ce qui donne surtout un intérêt à l'ouvrage. Ceci permet d'insister plus largement sur la corélation avec les projets nationaux des Hongrois: voir surtout, page 86, note 2, l'importante note sur la convention conclue entre Cuza et l'émigration hongroise; on se demande s'il s'agissait d'un acte d'État on de simples propositions et observations. Le fonds d'histoire universelle est, en dépit des nombreux détails diplomatiques, parfois vague, et des distinctions plus subtiles entre les Cabinets et les personnalités manquent çà et là pour faire mieux comprendre l'ensemble. Ainsi, s'il y eut une politique de Napoléon III, elle-même assez variable, la politique turque n'a plus l'ancienne conception ottomane, mais dépend en tout des idées de l'unification centraliste, dominant le système du tanzimat.

Une révision du style aurait été absolument nécessaire, et les conditions dans lesquelles une imprimerie de Jassy a publié la première partie de cette étude ne lui fait guère honneur: toute cette partie devrait être reprise dans les exemplaires qui n'ont pas encore été distribués.

* * *

Holger Arbman, *Schweden und das Karolingische Reich, Studien zu den Handelsverbindungen des 9 Jahhunderts* Stockholm 1937.

Dans cet ouvrage étendu, M. Holger Arbman se place entre l'opinion, parfaitement justifiée, de M. Dölger, reprise par M. Patzelt, dans les travaux de son séminaire à l'Université de Vienne, et entre celle, bien connue, de H. Pirenne. Il ne s'agit pas de la voie de terre de Bagdad à Byzance et de là, à travers la Russie, vers l'Occident. M. Arbman laisse subsister l'hypothèse que avant le IX-e siècle il y eût eu néanmoins une interruption du commerce méditerrannéen à cause de l'invasion

arabe. Il admet l'impossibilité de rapports entre Charlemagne et Haroun-al-Rachid, déterminés par l'idée de se prémunir contre l'Empire byzantin. Le témoignage d'Ibn-Khordadbeh sur l'importance du commerce franco-arabe est décisif (p. 12).

Ensuite le travail s'étend sur les rapports économiques de la France carolingienne avec le Nord scandinave. Il ajoute pour les produits de verre les résultats des recherches archéologiques. Il est question de la céramique aussi. Ensuite du style de l'ornementation animale et végétale aussi par la filigrane, enfin des armes, des ustensiles et des monnaies. Un chapitre sur les sépultures. Des rapports avec Byzance, aussi à la page 155, note 7. Illustrations. Large bibliographie.

* * *

Georges Cioran (Τσιοράν), Σχέσεις τῶν Ῥουμανικῶν Χωρῶν μετὰ τοῦ Ἄθω καὶ δὴ τῶν μονῶν Κουτλουμουσίου, Λαύρας, Δοχειαρίου καὶ Ἁγίου Παντελεήμονος ἢ τῶν Ῥώσσων, Athènes 1938.

C'est une thèse de doctorat (304 pages in 8⁰), bien informée, (mais pourquoi citer des compilations aussi inutiles que celle, récente, d'un Giurescu?) qui permet aux lecteurs grecs de connaître ce que l'historiographie roumaine a donné jusqu'ici sur le riche patronnage accordé pendant cinq siècles aux couvents de l'Athos, commençant par Koutloumouz pour passer à Zographou, qui n'est cependant pas conpris dans cette étude, bien que ce fût le monastère moldave, de même que l'autre l'était pour les Valaques. Large bibliographie, contenant aussi quelques ouvrages grecs ou russes peu connus.

L'auteur, qui a fait deux voyages à la Montagne Sainte, y a cherché l'inédit, mais c'est par le Père Lemerle qu'il peut présenter les quatre documents du XIV-e siècle (1369, 1370, 1378), photographiés pour M. Gabriel Millet (p. 14). Il est question des lettres du prince de Valachie Vladislav et du métropolite Chariton, qui signe comme, en même temps, „Métropolite de l'Hongrovalachie et prote de l'Athos" (p. 24).

L'ouvrage commence par des considérations d'histoire générale sur les organisations ecclésiastiques en Orient à la fin du moyen-âge. Sont soulignées les influences exercées à cette époque par le Mont Athos sur la Patriarcat oecuménique. M. Cioran relève, d'après Victor Langlois, que déjà le prince de Moldavie Alexandre

I-er (commencement du XV-e siècle) avait eu des rapports avec le Zographou, de sorte qu'Étienne-le-Grand ne fit que continuer la tradition de son grand-père (pp. 40-41 et 41, note 2). A corriger, page 48, le nom du prince Pierre I-er, qui n'était pas Muşat; mais fils d'une Muşata.

Deux chapitres sont consacrés à la transplantation chez les Roumains du régime de l'Athos (p. 43 et suiv.). L'art n'est pas oublié (p. 53 et suiv.), mais il n'y a aucune preuve qu'„un Grec Théodore" eût construit le grand monastère de Putna (p. 56, note 3): l'assertion de Tafrali est purement gratuite. Il fallait s'en tenir dans ce domaine à l'excellent guide qui est Georges Balş. Mihnea, le prince valaque rénégat, était appelé „Turcul" et pas „Turcitul"; p. 67, note 7. Le cachet athonite est trop souligné pour des époques plus récentes dans la vie intérieure des fondations roumaines. Dans le renouveau de cette influence au XVIII-e siècle il y a une influence profonde de l'âme russe, fût-elle même impregnée dans une certaine mesure par l'atmosphère de l'Athos, bien déchù à cette époque (p. 68 et suiv.).

L'exposé historique est repris dans un autre sens à partir du cinquième chapitre (p. 72 et suiv.), avec de longues considérations sur le passé plus éloigné de la montagne. Sur les monastères roumains qui lui furent „dédiés" à partir du XVI-e siècle, p. 84 et suiv. Aussi sur les pensions accordées par les princes roumains à plusieurs couvents.

Dans la seconde partie, ces couvents sont présentés tour à tour sous le rapport de ces actes de bienfaisance. Très important l'acte de fondation du prince valaque Vladislav, qui, s'inspirant de l'exemple des Souverains serbes et bulgares, ainsi que de celui des chefs de l'Ibérie, sous tant de points de vue du même caractère, consent, d'après la demande de l'hégoumène. Chariton, paru dans son pays, à construire, sur les fondements dûs à son père, Alexandre, créateur de la tour de garde, le couvent de Coutloumouz (pp. 96-97). Les moines roumaine allaient y être librement admis. Le caractère idiorythmique devait remplacer celui du régime cénobite. Une commission de surveillance fut nommée, avec le Métropolite de Valachie Hyacithe, un Grec, jadis à Vicina, sur le Danube, le confesseur du prince, Dorothée, et le logofhète Sabbas, jusqu'ici inconnus; ils nommèrent comme délégués le chevalier (διτέτζης, en roumain *viteaz*, du hongrois

vitéz = miles), Jean Neagu (Neagoe). Or, l'hégoumène ne réalisa pas l'intention du prince et, revenu en Valachie, en fut réprimandé, sans qu'il consentît, ainsi qu'il le dit lui-même en 1370, à changer ce type ancien de vie qui était pour lui „le ciel sur la terre" (pp. 97-98). Le prince dut bien céder. Chariton, de son côté, reconnaissant au „très-heureux Voévode", accueillit les nouveaux frères qui furent le protopope (il y en avait un autre en Moldavie aussi) Michel, venu avec le môine Jacob et d'autres Valaques (p. 98). Mais, cette fois, l'hégoumène se montrait plus conciliant si le prince maîntient son appui pécuniaire. Au contraire, les moines grecs se dressèrent contre cette invasion des „Hongrovalaques", qui pourraient après la mort de Chariton les chasser même de leur vieille maison (pp. 98-99).

Cette plainte, „arrosée de larmes" ne manqua pas d'effet: l'année suivante, 1370, Chariton, continuant ses rapports de dépendance avec Vladislav, affirme le droit de hégémonie de ses Grecs (p. 99). Jusqu'en 1372 le prince continua à soutenir de sa bourse les travaux au monastère qui lui devait tant (*ibid.*). Le boïar Vâlcu ajoute ses dons, et même ce despote serbe Ougliécha dont les rapports avec Vladislav ne peuvent pas être définis (pp. 99-100). *Entre cette création et la Métropolie fondée par le prince Alexandre les liens étaient si étroits que le siège archiépiscopal valaque put être donné à Chariton sans l'obligation de quitter l'Athos, devenu comme la capitale religieuse de la principauté, où le nouveau chef orthodoxe empiétait sur les droits de protection des basileis et des tzars slaves.* Le Métropolite valaque devait figurer toujours comme fondateur du couvent (document publié par M. Gr. Nandriş, dans *Închinare lui N. Iorga)*. En 1378 encore, Chariton renouvelait la règle de Coutloumouz dans le sens de l'alliance perpétuelle du „couvent de Chariton" ou du „Voévode", du „Pays Roumain", malgré l'existence d'un premier fondateur, du nom, turc, de Koutloumouz, d'où la mention des Comnènes comme premiers patrons avec le Siège d'Argeş (Ciofan, p. 100). M. Nandriş a publié les donations ultérieures, magnifiques, des princes roumains. Aussi un Roumain, Cosmas, devint-il hégoumène de Coutloumouz (fin du XV-e siècle). L'auteur donne pour la première fois l'inscription slavonne de 1507-1508, découverte par lui, qui mentionné comme fondateur d'une tour et rénovateur du monastère le prince Radu-le-Grand. Le successeur

de Radu, Neagoe, termine les travaux, ajoutant l'église de St. Nicolas.

Les donations valaques suivent [1]. A côté, mention d'un don fait par Élisabeth Movilă, princesse de Moldavie, en 1605 (p. 113).

L'auteur remarque que les princes phanariotes des pays roumains préférèrent le couvent de St. Pantéléimon (p. 117). Pour le sort ultérieur de Coutloumouz il a consulté un manuscrit du Patriarcat constantinopolitan.

Le chapitre suivant est dédié à la Lavra. Les arguments que nous avons présentés pour attribuer à Vladislav I-er, et pas à un homonyme, tombent devant la double constatation que Vladislav III portait lui aussi le même titre d'„Hongrovalachie" et que sa femme s'appelait en effet Anne (p. 127), sans compter que les documents de l'Athos présentés par l'auteur montrent que Coutloumouz rassemblait toutes les largesses du vieux Vladislav. Il est curieux seulement qu'à une époque de slavonisme le nouveau Vladislav emploie pour l'inscription de l'icône le grec. Ne sont pas reproduits les portraits du couple princier, qui pourraient servir à établir définitivement l'époque.

M. Millet a retrouvé le nom de Vladislav sur une arcade (p. 128, note 3). Plus récemment on a découvert un Évangéliaire donné à la Lavra par le prince Mathieu Basarab, du XVII-e siècle (pp. 132-133). M. Cioran donne aussi la liste des manuscrits concernant les pays roumains (p. 139, note 3). Notons un livre de prières, daté 1708, dû à Théodoraki, fils du *pârcălab* Neagu, de Filipeşti, administrateur des biens du célèbre Stolnic valaque Constantin Cantacuzène, des lettres adressées à des princes phanariotes, un livre de Constantin Daponte, avec la mention, comme auteur, d'un Métropolite Nicéphore, originaire de Morée, un ouvrage inconnu de Nicolas Milescu: le „κανὼν ἰαμβικῆς εἰς τὸν εὐαγγελισμὸν τῆς Θεοτόκου", une copie de l'écrit du même sur la Chine, qu'il avait explorée (1693), un traité dû à „Jean, le grand primicère de la Grande Église et secrétaire de la très-haute principauté d'Hongrovalachie", le poème (de Stavrinos) sur Michel-le-Brave, prince de Valachie, un manuscrit (no. 1841) concernant

---

[1] *Carte* en roumain n'est pas βιβλίον, mais „diplôme" (voy. p. 114, note 1). Sur les livres publiés par le prince Constantin Brâncoveanu qui se trouvent dans les couvents de l'Athos, pp. 116-117.

la nomination en Moldavie, avec la permission du dernier empereur byzantin, de Joachim, Métropolite d'Agathopolis, dû à ce prélat lui-même, dont s'est occupé, plus récemment, M. Laskaris, dans le „Bulletin français de la section historique de l'Académie Roumaine", XIII, p. 129 et suiv.. Riche et en partie nouvelle est l'histoire du skite roumain dit du Prodrome.

Suit le chapitre sur la participation des Roumains à l'entretien du couvent de Dochéiarion, qui jouit largement des dons du cruel prince de Moldavie au XVI-e siècle, Alexandre Lăpuşneanu, qui est figuré, avec sa famille, sur les murs de l'église (nous avons reproduit dans les „Mémoires de l'Académie Roumaine", d'après la publication de M. Millet, ces beaux portraits). Du nouveau est ajouté, pour des donations ultérieures, d'après le livre de Kténas.

Pour St. Pantéléimon, le chapitre IV. Ici les *Acta, praesertim graeca, Rossici*, publiés à Kiev, en 1873, fournissent une grande partie des renseignements. Sur les dons faits par le prince de Moldavie Constantin Racoviţă (XVIII-e siècle), pp. 266-267. Jean Théodore Callimachi, prince de Moldavie, lui dédie la chapelle moldave du Bogdan-Saraï, sur laquelle (p. 268, note 2) une riche information. A la page 283, note 1, mention des manuscrits concernant la Roumanie : entre autres, une correspondance du prince de Moldavie Scarlate Callimachi, avant 1821, et celle de son Métropolite, Benjamin, avec le Siège patriarcal, une géographie de Joseph le Moesiodace (1767), ainsi que des lettres adresées au prince Constantin Brâncoveanu.

Avec le chapitre sur Zographou, *la réponse des Moldaves pour le patronnage valaque de Coutloumouz*, qui, on ne devine pas pour quel motif, manque, l'auteur, si zélé, pourrait donner une étude complémentaire sur les „proskynétaires" en roumain et sur les voyages de Roumains au Mont Athos. Ce serait, aussi, une oeuvre utile.

* * *

N. N. Condeescu, *La légende de Geneviève de Brabant et ses versions roumaines* („Études et recherches de l'Académie Roumaine", IX), Bucarest 1938.

Ce travail étendu, d'une information parfaite, ne traite pas surtout des versions roumaines de la légende si populaire à travers toute l'Europe, mais —, comme il est dit, du reste, à la page 9, —

du sujet lui-même, où il y avait beaucoup à lire et à compulser, mais peu à découvrir. Ce qui ne signifie pas que le jeune auteur, professeur à Bucarest, n'eût fait une oeuvre méritoire, à laquelle pourront s'adresser tout ceux qu'intéresse ce récit dramatique, si répandu à la fin du moyen-âge, et ils en tireront largement profit. Ils recúeilleront en chemin des renseignements sur d'autres sujets et „thèmes“, car la lecture de M. Condeescu est immense et il a l'obligeance de nous la faire sentir. Les „comparatistes“ qui suivront sur cette piste ou sur une autre trouveront dans la préface un jugement personnel sur cette „thématologie“ que l'auteur vient d'enrichir du produit de ses fatigues. En plus ce livre, dû à un écrivain de talent, est très agréable à lire. La caractérisation des écrivains qui ont traité cette légende, comme Emmyich et le grand conteur roumain Sadoveanu, est faite avec entrain et élégance. M. Condeescu á des qualités de critique littéraire et d'historien. Il paraît avoir aussi le rare avantage de connaître toutes les langues, du hollandais au grec moderne et au bulgare (il ne traite pas aussi des versions serbes, sur lesquelles il pourrait revenir). On ne peut faire plus l'éloge d'un livre de début.

Mais l'auteur a le léger défaut, assez commun, du reste, à notre époque, de demander à ceux qui, de passage, ont parlé, avec d'autres préoccupations que celles de cette, si intéressante et hautement difficile „thématologie“ ou „Stoffgeschichte“, l'emploi de quelques années de recherches pour en arriver à des résultats que lui-même est souvent le premier à préciser. Et il ne va pas de main morte lorsqu'il s'agit de les fustiger et, en bon patriote roumain, il réserve pour les siens „les comparatistes roumains de toute sous-spécialité“, les sanctions les plus dures.

Ainsi, lorsque, après non moins de 306 pages qui ne concernent nullement les Roumains, il arrive aux moins de quatre-vingt sur le sujet qui est annoncé dans le titre de l'ouvrage [1], — mais on nous dit que cette légère „disproportion“ est due à une „méthode“, et cela suffit —, et il entreprend d'éclaircir tout ce qu'il y avait jusqu'ici de confus dans les „Geneviêves“ et les „Miracles de la Vierge“ en Valachie, Moldavie et Transylvanie, pro-

[1] Et, encore, y a-t-il une analyse générale du sujet de la femme aux mains coupées.

mettant „un coup d'oeil instructif pour tout l'Orient et le Sud-Est européens" (p. 310), si le linguiste Şăineanu-Sainéan est épargné, nous avons tous notre part de flagellation. On peut se demander si, en même temps que la sévérité qu'on ne peut interdire à personne, il y a aussi la bonne foi. Car, lorsque, devant un auditoire de conférences, j'ai touché, en presque trois pages, au „thème" qui, du fait de mon incompétence, devait m'être strictement interdit, j'avais bien le droit d'employer la forme qui me paraissait convenir à l'occurrence sans que, avec citations à l'appui, elle soit caracterisée de „critique interne *(sic)*, toute impressionniste et sentimentale". J'avais aussi celui de dire que je ne m'arrête pas à des discussions sur l'origine de la légende sans qu'on me dise que je proclame ainsi avec une naïve sincérité mon ignorance totale. Il m'était permis de reconnaître une atmosphère franciscaine sans présenter d'attestat. Il n'y a pas un mot sur „le génie du bon peuple roumain", que M. Condeescu prétend avoir été „exalté d'une façon purement gratuite". Citant mon guide sur ce sujet, je croyais avoir rempli ma modeste tâche sans prévoir que je causerai jamais à un „thématologue" de cette ampleur des „déceptions" qui se soldent, comme on le voit, par des injures.

N'y aurait-il pas encore parmi les „thèmes" à étudier celle des agressions „purement gratuites" de la part de personnes qui peuvent bien montrer ce dont elles sont capables sans des exercices d'escrime aussi sérieux que celui qui m'a arrêté un moment dans la présentation élogieuse d'un bon travail de première jeunesse?

Pour prouver à l'auteur qu'on n'est jamais complet ajoutons à la bibliographie: S. Grundtvig, *Danske Kaempeviser*, Copenhague 1867; „sir Triamore", dans *Bishop Percy's Folio Ms.*, éd. Hales et Furnivall, II, Londres 1868; *The romance of Octavian*, éd. E. M. Goldsmid, Édimbourg 1882; *The Erl of Toulous and the Emperes of Almayn*, éd. G. Lüdtke, Berlin 1881. J'ai trouvé ces indication, dans ...un article d'encyclopédie. J'y ai appris aussi qu'il faut recourir à la légende scandinave de *Ravengaard og Memering*, à la *Karlamagnussaga*, à la chanson de *Doon de Mayence*, à la romance de sir Triamour et à l'histoire de Crescentia. Et voici comment à peu de frais on peut devenir plus savant que le savant le plus sûr de lui-même.... **N. Iorga.**

CHRONIQUE

Le grand historien tchèque qui vient de mourir à peine sexagénaire, Jaroslav Bidlo, connu par ses travaux sur les dissidents de Bohême et les rapports avec la Pologne, par ses théories sur les civilisations slaves et sur l'histoire universelle, fut aussi un interprète des choses byzantines, auxquelles il s'intéressa jusqu'aux derniers mois, si tristes de maladie, d'une vie féconde en oeuvres. A ce titre aussi il faut regretter profondément sa perte.

*

Dans les Θρᾳκικά, VIII (1937), sur un antimension de Thrace (M. Bakalaki). Quelques inscriptions de l'époque romaine (du même et de M. Myrtile Apostolidès) *(di* transformé en *z;* p. 104). Biographies d'évêques de Thrace (lettres du XVIII-e siècle). Sur les évêques de Vidine, p. 132 et suiv.; ceux de Silistrie, p. 136 et suiv. (le métropolite de Sardes Germanos; travail minutieux, du plus haut intérêt). L'inscription des gens de Plotinopolis permet à l'archimandrite Nic. Vaphidis de reprendre l'histoire des Odryses et de leurs rois. Sur une église arménienne de Démolika de même. Une note de N. Iorga sur la „basiléia" thrace.

*

Sur les coutumes populaires hongroises M-lle Viola Tomori dans les *Ungarische Jahrbücher*, XVII, 4.

*

Dans la *Rivista storica italiana*, no. du 31 décembre 1937, un important article de M. Vito Viale sur „l'économie et le commerce à Gênes pendant les XII-XIII-e siècles" (nouvelle bibliographie sur ce sujet, p. 64, notes 7-10; p. 65, notes 11-12; pp. 70-74, 76-78, 80--85, 87-8, notes).

*

Dans l'*English historical Review*, année 1935, M. Runciman écarte l'idée du protectorat de Charlemagne sur les Lieux Saints.

*

Sur le notaire ragusain prêtre Jean, fin du XIII-e siècle, M. Grégoire Tchrévochnik, dans le *Glas* de Belgrade, 1936. Sur la chronologie de Marc Kraliévitch, M. Dragoutine Kostitch.

*

Dans les *Rendiconti* de l'Académie des Lincei, mars-avril 1937, une étude de M. A. Solmi sur deux „condaghi" (du grec byzantin) de Sardaigne, d'environ 1110. La Sardaigne se détache par abandon de l'Empire dès le VIII-e siècle, restant autonome au pair des pays danubiens, sous des juges, comme ceux-ci. On constate le paiement en nature des impôts, par des envois de viande ou de peaux (si *pezza* n'est pas encore une peau). Parmi les dignitaires, le *canariu*, pareil à ce maître des chiens de chasse qu'ont rencontre chez les Turcs, et le *maiore de canes*, le *kerkitore*, correspondant au *cercetător* roumain.

•

M. J. Coman publie, dans la collection de l'Institut roumain de byzantinologie, une étude aprofondie sur „le génie de St. Grégoire de Nazianze". Très riche bibliographie et excellentes traductions en roumain. N. I.

NOTICES

Dans le rare ouvrage *Le visioni politiche sopra gli interessi più reconditi di tutti prencipi e republiche della christianità, divise in varij regni e ragionamenti tra Pasquino e il Gobo di Rialto, tutto dato allo luce per la commodità de' curiosi, Germania 1671*, ouvrage curieux où la politique est discutée par des revenants et des figures d'imagination, un passage (p. 55) montre Georges Rákóczy II, prince de Transylvanie, succombant à ses blessures dans un combat contre les Turcs. On montre aussi la tête d'une autre victime des mêmes, Jean Kemeny, successeur de Rákóczy, „Kiminianos" (pp. 55-56). Ils apparaissent comme abandonnés par l'Empire (p. 56 et suiv.). A leur place „un prencipe dependente dal' Ottomano ed in consequenza puoco, anzi nulla all' Imperio ed alla catolica religione fidele". Établi en Transylvanie, dit le pamphlet prophétique, le Sultan pourra menacer Vienne („estandoli sempre mai sù le porte di Vienna"... L'Ottomano, passando la Transilvania, sarà la rovina di Cesare"). Zriny, à Kanisza, pleure „les pertes de ses Croates". „Clausenburgh, strettamente assediata, già comincia a provar i ceppi della strettezza per avangarsi alle catene della schiavitudine, Varadino, già dall' armi nemiche invaso, vediamo che nè per forza d'armi, nè per pacifici trattati possiamo liberarlo. Qual speranza dunque ci resta

di sottrarsi dal traccio giogo se nella Transilvania maggiormente s'interna"? (p. 57).

Sont touchées aussi les relations des Puissances chrétiennes avec le Sultan (p. 13 de la seconde pagination). La guerre de Venise contre les Turcs, qui avaient pensé d'abord, non pas à l'île de Crète ou à la Dalmatie, mais „à la Calabre, à la Sicile et aux États du Pape", continue. Le changement de direction a été dû „aux suggestions de certains moines grecs et à la haine que nourrissait Soletur *(sic)*-Pacha contre le ministre de la République". Tout de même les Turcs n'ont pas perdu de vue l'Italie (pp. 20-21). Et voici maintenant toute une histoire de ces origines: *Origine e causa della mossa dell'armi ottomanne a danni della Serenissima Reppublica di Veneto l'anno 1645, descritta con alcuni particolari da un christiano che si trovava in potere de Turchi*" (p. 22 et suiv.).

On commence par la prise dans les eaux de Rhodes, en 1644, de la galère de la Sultane mère. Le Sultan est „molto di sua nature terribile, vendicativo e furioso nelle proprie passioni" (pp. 22-23). On se prépare contre Malte, mais aussitôt surgissent des difficultés insurmontables. Seul Sélim-Effendi („Salinfend") ose les présenter. Il fait parler un Aga, Houssein („Ausuno"), pendant longtemps esclave des chevaliers. Ils sont Français et soutenus par le roi de France. Le Sultan aurait ordonné alors qu'on aille couper la tête de l'ambassadeur de ce prince. Un Aga noir observe que pendant dix ans il n'a jamais vu quelque chose de pareil. Si les six galères de Malte font tant de mal à l'Empire, qu'en serait-il si les vaisseaux du roi de France s'y ajouteraient! Il fut exilé à Gallipoli pour le punir de ses révélations, qui auraient mérité la mort. Suit l'idée d'une attaque contre Siracuse ou contre la Calabre. Pour chercher querelle aux Vénitiens, ou fait demander aux envoyés de France, de Venise et de Hollande pourquoi n'ont-ils pas même averti qu'il est question d'attaquer la galère. Le favori „Bodogna" vitupère le Français de ce que son roi est l'allié des Hospitaliers. Est reproduite la discussion avec les autres ambassadeurs. Au Vénitien est demandé le port de Candie. Les Hollandais devraient même fournir des vaisseaux au Grand Seigneur pour son expédition prochaine.

La flotte comprend, avec les vaisseaux des 30.000 Barbaresques, 360 voiles.

Suivent les actions militaires en Crète. Est relevé le manque d'initiative, en ce moment, de la garnison de Suda. La Canée est prise ensuite. La flotte chrétienne n'est pas capable d'offrir une bataille. On se sépare en octobre, le commandant turc devant être festoyé le 18 novembre. Les femmes du Sérail le feront bientôt disgrâcier. Youssouf, gendre du Sultan, finira, à trente-cinq ans, par être étranglé, le 30 janvier 1646, pour n'avoir pas voulu dire où est son trésor, ni demander pardon à son maître. On en fait un grand éloge ; pendant douze ans il avait conduit l'Empire : à l'origine, fils d'un pauvre Bosniaque et amené à quinze ans au sérail comme page, il était arrivé vite au premier rang. Est ajouté le détail horrible que le Sultan se le fit porter la corde au cou, encore chaud, qu'il le toucha et lui ordonna de se lever et qu'il finit par l'embrasser, l'appeler son fils et verser des larmes (p. 39). Un nouveau chef est nommé dans la personne du vice-capoudan, revenu de Crète avec des prisonniers allemands et italiens, qui furent empalés ou mis aux crochets *(ingozzati)*.

Avant la campagne suivante on fut effrayé à Constantinople par la présence aux „châteaux" de vingt-cinq vaisseaux chrétiens pour attaquer le château de Ténédos, qui sut se défendre. En avril on n'ose pas attaquer ces gros vaisseaux ; mais en juillet on put ravitailler les places de Crète.

Est ajouté le souvenir de l'action, en 1642, de ce Grec de Galata, qui, au retour de la flotte turque du Don, avait déchiré à S-te Sophie le drapeau turc annonçant la chute de l'Empire (p. 43).

On parle aussi de la patrie de Youssouf, Turc de Vrana, où il avait voulu se retirer (pp. 46-47).

Nous pensons à rééditer ce traité.

Il est question aussi du roi de Pologne, „il più valoroso e glorioso rè del mondo, che seppe contare più vittori che bataglie", du Moscovite, „esausto di danari, benchè copioso di soldati", qui attend la conclusion d'une ligue chrétienne contre les Turcs, des „Russes et Cosaques", qui ne se laissent pas nourrir d'illusions: non „militando a soldo di speranze, non s'incommodarebbero persuasi di parole" (p. 51-52). Les Turcs sont au courant de tout. Les Juifs de partout, „diavoli per noi altri christiani", ne manquent pas de les en avertir. Ils ont tout avantage à vivre sous ces

nouveaux maîtres. „Essendo più conforme alla loro ostinatione la setta mahomettana che la santa legge christiana, oltre che, difendendoli il Turco e protegendoli con maggiore avantaggio, volentieri procurano la sua grandezza, che non potrà farsi senza la distruttione della potenza christiana, che però spiano con accurata diligenza tutti gli interessi de'principi nostri e riferiscono poi al Turco, il quale piglia sopra tali rapporti le sue misure che non batteno ad altro che a sconcertare e minare il partito christiano" *(ibid.)*. Quant au clergé turc, le „Gobbo" assure que le moufti a été contre cette guerre: il fit appel à la justice et indiqua la possibilité d'une ligue chrétienne, malgré la discorde entre les États; il suggéra l'idée qu'on se reprendrait à penser aux provinces perdues par la chrétienté, qu'une pareille entreprise pourrait finir par la ruine de l'Empire, que les trahisons sont punies, qu'il est impossible de rompre une paix à peine conclue, que les Vénitiens ne peuvent pas être tenus responsables pour les Maltais. Le Sultan aurait renvoyé à sa propre mission le conseiller incommode (p. 59). Le moufti aurait poursuivi néanmoins son raisonnement, parlant de l'infériorité de l'Empire ottoman à l'égard de la chrétienté entière, que les princes chrétiens, ayant des intérêts en Crète, les défendront. Le Vizir objecta l'impopularité de Venise. La discussion finit par la destitution du chef de la religion, ce qui aurait provoqué l'indignation publique.

Est soulevée aussi la question des nobles crétois, qui se seraient plaints à la Porte du régime vénitien: on leur aurait interdit d'aller porter leurs griefs à Venise; ils auraient déclaré ensuite que les Turcs leur rendront alors raison (pp. 65-66).

Dans un autre dialogue est présenté comme un châtiment pour la guerre injuste contre Venise la mort du favori turc et d'Ibrahim lui-même, alors que Thomas Morosini avec ses vingt-cinq vaisseaux a pu jeter la terreur à Constantinople (pp. 68-69). A Phocée, au canal de Paros et de Naxos, aux Détroits, à la „Costa dell'Hassia" („la côte de Naxos?"), en Dalmatie et en Albanie les armes vénitiennes ont pu se gagner une gloire inégalable (pp. 69-70).

Dans un troisième de ces dialogues il est question de la révolte du Pacha d'Alep, qui vient de vaincre le Grand Vizir. Et Pasquino ajoute que c'est un secours de Dieu aux princes chré-

tiens. „Poichè, quando si credeva che il Turco assorbisse nonchè la Candia e Dalmatia, ma mezza l'Italia, divertito dall' interesse della Molacca (= Valachia) e Moldavia e della Transilvania, hà dato luogo contro di se alle machinationi di malcontenti, et hanno ritolto di sopra a i nostri la tempesta che ci minucciava" (p. 322).

On en revient, dans cet ouvrage qui, *malgré sa date, se rapporte aux événements d'environ 1660*, aux affaires de Transylvanie, représentant Rákóczy ruiné par les tentations des Suédois, et la situation difficile par rapport aux Turcs de son successeur, Barcsai („Ricciay"), obligé de payer comme frais de guerre 500.000 écus, perdant en plus trois places-fortes (pp. 361–362). C'est l'époque où la Pologne, attaquée de tout côté, „n'était ni à Dieu, ni au diable" (pp. 417–418).

Pasquino, revenant à la guerre de Crète, rapporte l'opinion qu'à Rome et „en toute l'Europe" on croit que Candie a été „vendue" aux Turcs, au moment où les princes chrétiens s'efforçaient de soutenir la République (pp. 437–438). On l'attribua aussi aux nécessités de politique intérieure du Pape Clément (pp. 438 et suiv.). Le Gobbo explique que ce serait inadmissible après une résistance acharnée de vingt-six ans. On aurait pu éviter la capitulation au début par un guerre commune de la chrétienté, mais les Turcs appellent une pareille union: „balai défait„ *(scopa sfasciata)*, chacun se détachant pour suivre son propre intérêt (p. 447). La guerre ne pouvait plus être continuée; la victoire finale des Turcs les aurait encouragés à se jeter ensuite sur l'Italie elle-même. Les Vénitiens, qui avaient alors besoin plus de croque-morts que de médecins, pourraient craindre aussi que leurs alliés ne deviennent pas des maîtres. Est mentionnée l'offre du Pape de prendre sur son compte la défense de l'île, mais on objecte que ceci n'aurait servi qu'à rendre plus furieux et inhumains les Turcs, qui auraient cherché à s'en venger jusqu'au dernier des Vénitiens. On a dit aussi que la résistance, si longue, n'a été due qu'à l'intention qu'avaient eue les chefs de la République de s'enrichir des trésors destinés à la guerre.

Ce dernier dialogue doit appartenir donc à une autre date que les précédents. La Préface le dit, du reste [1].

*

[1] Se tu trovi, lettore, qualche cosa quì dentro che sia stata altre volte stam-

L'opuscule de D. Bikélas sur „vingt-cinq ans de règne constitutionnel en Grèce", qui n'est pas un panégyrique de la sagesse politique du roi Georges I-er, a eu une traduction italienne, par Eugenio Boncinelli (Venise 1889). L'exposition est fraîche et pleine de couleur; les portraits des trois régents, Kanaris, Boulgaris et Roufos, et des ministres successifs,— particulièrement vivants. Le rôle dominant de l'Angleterre dans le choix du nouveau roi est souligné. Un jugement sûr s'arrête sur les causes qui empêchèrent la Grèce de se manifester pendant la grande crise de 1877-1878 (faillite du gouvernement „oecuménique"). Une notule sur l'accroissement de la population du royaume. En 1838: 752.000 habitants, en 1861: 1.325.480 (avec les îles Ioniennes, encore anglaises), en 1879: 1.670.000 (la Thessalie et l'Épire, encore non occupées: 229.680, en 1881). Mais, avec 2.250.000 en 1888 (d'après un calcul mathématique) dans la Grèce elle-même, une nation de 8.000.000 répandue un peu sur toute la surface du globe.

Parmi les pénétrations byzantines en Occident il faut compter l'ainsi-dite „hémine", qui est, d'après Ducange, la moitié du setier (pour le blé).

*

Ajouter à la bibliographie de la révolution grecque, en dehors du livre de Leake, paru à Londres en 1826, et celui, sur l'Hellade ancienne et moderne, d'Emerson (1830), de Samuel G. Horve, *An historical sketch of the Greek revolution*, New-York 1828. L'auteur avait été médecin en chef de la flotte grecque. En italien, dès 1825, à Milan, *Storia del risorgimento della Grecia, dal R. Arcivescovo M. P., Milanese* (cité ainsi dans le recueil de G. G. Papadopoulos et G. P. Angélopoulos sur le Patriarche Grégoire V, Athènes 1865, qui signale aussi les *Considérations sur les Grecs et les Turcs, suivies de mélanges religieux, politiques et littéraires*, par *Mr. Eugène de Genoude, chevalier de S. Maurice et de S. Lazare*. C'est un travail très étendu et bien informé. Il reproduit aussi un fragment des mémoires de N. Spéliadès, publiés par Ch. N. Philadelpheus, Athènes 1851).

*

---

pata, non ti maravigliare, perchè si è fatto per una maggiore commodità e sodisfattione, essendo meglio di haver tutte quelle matiere *(sic)* d'uno stesso fondamento insieme che di andar vagando quà e là per trovarne i rami" (p. 5).

Dans le volume VI de la collection *Lo stato presente di tutti i paesi e popoli del mondo, con nuove osservazioni e correzioni sugli antichi e moderni viaggiatori*, 2-e édition Venise 1738, description des troubles révolutionnaires de Constantinople en 1730 (pp. 138-155). En partie l'ouvrage est copié d'après Ricaut. La Motraye et des voyageurs anglais, entre autres Maundrel (1697), Aron Hill, Sandys, Huntington[1] (cf. p. 164: „l'uso di noi (Inglesi)"); aussi, p. 166 et suiv., description d'un cas arrivé à l'époque où Paget était représentant du roi d'Angleterre en Turquie; cf. pp. 197, 219, 297. Mais l'indication des prix, importante, est due à „un marchand qui a de grandes affaires avec les Turcs" (pp. 212-214).

*

Sur l'émigration bulgare en Roumanie avant l'avènement de Stamboulov, des notes dans la brochure, très rare, *Bulgarien nach dem Sturze Stambuloffs*, Vienne-Leipzig 1895, pp. 63-65. Le point de vue de Stamboulov, dans l'opuscule *Bulgarische Politik von* *.*, Dresde 1891.

*

Dans le rarissime opuscule *Pamphlet sur l'indépendance de l'Italie par Timon*, Paris 1848, on lit à la page 37: „N'ai-je pas entendu à la tribune de mon pays, mes deux oreilles s'en dressent encore d'étonnement, un fameux orateur proposer de prendre Smyrne au Grand Turc, pour le consoler de ce que les Anglais venaient de lui prendre Beyrouth ?".

*

Parmi les manuscrits grec de la Bibliothèque de S. Marc à Venise *Catalogus codicum graecorum*, etc., Venise 1895, p. 73, il y a un Évangéliaire donné à Ferrare en 1438, novembre, par le calligraphe même qui l'avait écrit, le moine Sophronius.

*

Un assez bon plan de la bataille de Varna (1444) se trouve, inattendu et inobservé, dans l'ouvrage d'Adalbert Scholtz, *Geschichte der Festung Nagy-Várad*, 1907, p. 59.

*

---

[1] Est cité aussi, à côté de Tournefort, Salmon, Heylin, Tévenot et Paul Lucas, le Français Prideaux (p. 235).

Sur le voyage à Constantinople de Lorenzino de' Medici son „apologie" (aussi dans la collection, *Autori che ragionan di sè*, Venise 1840, p. 141: „s'io me ne andai fin a Costantinopoli, io lo feci quand' io veddi le cose non solo andate a mal cammino, ma disperate; e, se la mala fortuna non m'avesse perseguitato in fin là, forse quel viaggio non sarebbe riuscito vano"; p. 141.

Il y aurait des recherches à faire là-dessus.

*

Parmi les Histoires de la Turquie parues avant la révolution grecque il faut placer aussi les *Beautés de l'histoire de la Turquie*, par G. R. Durdent; traduction italienne, par G. Olivier-P., Naples 1819. La plus grande partie de l'ouvrage, illustré de scènes de fantaisie, concerne les Arabes. A partir de 1800, avec la révolution serbe, Pasvan-oglou, mort de Sélim III et la guerre des Vahabites, l'information peut être contemporaine. Une brève description du Sérail et de la Cour impériale, ainsi que celle de quelques coutumes.

*

Une compilation sur la société turque, *Del governo della Corte del Turco*, forme la sixième partie d'un ouvrage publié à Venise, par Francesco Sansovino, en 1561. Elle ne contient rien de nouveau. Le chapitre sur Raguse est plus large et offre une réelle valeur. Les parties concernant les Barbaresques sont les plus étendues.

*

Comme pensée et puissance de vision et de synthèse (autrement la source est surtout Pouqueville) sur la renaissance néogrecque il faut placer le livre, tendancieux au point de vue religieux, de Hermann-Joseph Schmitt, *Kritische Geschichte der neugriechischen Kirche und der russischen Kirche* (trad. italienne par A. Bianchi Giovini, en deux volumes, Milan 1842). L'auteur cite aussi l'„Histoire pragmatique de la régénération nationale et politique de la Grèce" par Johann C. Klüber, Francfort 1838, et les Mémoires du régent de la Grèce, von Maurer *(Das griechische Volk)*.

N. I.
